

Le sommet européen de Rome et les libérations d'otages

Londres et l'union monétaire

ANNONCÉ comme la réunion de tous les dangers, le sommet des Douze à Rome, le week-end dernier, justifie au contraire un satisfait européen. Il a permis, malgré les réserves de la Grande-Bretagne, de fixer un nouveau jalon sur la route de l'union économique et monétaire (UEM) et de réaffirmer avec force la nécessité d'une union politique.

Pour reprendre l'une de ces métaphores maritimes chères aux Britanniques, l'Europe ressemble de plus en plus à un navire qui se hâte vers un horizon encore flou : à la barre, onze membres d'équipage s'efforcent de maintenir le cap, tandis que le douzième refuse qu'on l'amène vers la destination finale. Mais l'important, c'est que ce dernier ait accepté de monter à bord, et d'y rester.

M^{me} THATCHER a l'habitude, s'agissant de l'Europe, de faire « cavalier seul ». Comme naguère à propos de l'entrée de la livre dans le « serpent » ou encore des réformes institutionnelles entraînant par l'acte unique, le premier ministre britannique a une nouvelle fois marqué sa différence en rejetant l'échéance du 1^{er} janvier 1994 pour le passage à la deuxième étape du programme UEM. De même, « Maggie » conteste la procédure retenue pour hâter la construction de l'Europe politique. Elle reproche à ses partenaires de renverser l'ordre des priorités européennes, en privilégiant des objectifs vagues et à long terme — telle l'union monétaire : « Nous vivons, dit-elle, au pays des nuages », au lieu de se concentrer avec des problèmes autrement plus difficiles, et moins consensuels, comme celui des subventions agricoles.

Pourtant, cette croisade solitaire de la « Dame de fer » émeut bien moins que jadis ses partenaires, désormais familiers des incartades britanniques. Car si M^{me} Thatcher s'oppose et s'isole, elle ne se réfugie pas pour autant dans une bouderie stérile. Elle choisit de jouer le jeu, avec l'espoir d'en influencer autant que possible le cours.

La Grande-Bretagne sera donc aux deux rendez-vous de Rome à la mi-décembre où les conférences inter-gouvernementales s'attelleront au contenu de l'UEM et de l'union politique relancée en avril dernier par MM. Mitterrand et Kohl. Refusant, dans ces conditions, de dramatiser le veto britannique, les Onze vont de l'avant en prédisant qu'une fois de plus Londres leur emboîtera le pas le jour venu.

Ce pari est d'autant plus sage que les Douze savent s'entendre sur ce qu'ils tiennent pour leur intérêt commun. La solidarité sans faille réitérée entre Européens dans la crise du Golfe et leur décision d'aider l'Union soviétique dans sa marche douloureuse vers l'économie de marché sont l'esquisse de cette future « politique étrangère et de sécurité commune » annoncée à Rome. Que M^{me} Thatcher le veuille ou non, elle n'a plus les moyens d'enrayer la dynamique d'une Europe qui se construit, sommet après sommet, avec un pragmatisme, très... anglosaxon.

Lire page 8 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

M 0147 - 1030 0 - 5 00 F



La CEE intransigeante face à l'Irak

Les Douze ont réaffirmé à Rome, le 28 octobre, leur attachement aux résolutions du Conseil de sécurité et condamné les « manœuvres » de Bagdad pour diviser la communauté internationale. Ils s'engagent à n'envoyer aucun représentant pour négocier la libération des otages et à « décourager » les initiatives privées à ce sujet. M. Mitterrand a démenté que des « contacts » aient eu lieu pour obtenir le retour des quelque trois cents Français, attendus en principe lundi soir à Paris.



Lire page 4 l'article de CLAIRE TRÉAN

La rencontre Gorbatchev-Mitterrand à Rambouillet

Une aide de 5 milliards de francs à l'Union soviétique

MM. Gorbatchev et Mitterrand ont signé, lundi matin 29 octobre, un traité franco-soviétique, après avoir eu un premier tête-à-tête dimanche soir à l'Élysée. La crise du Golfe et la préparation du sommet de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) qui doit se tenir le 19 novembre à Paris ont constitué l'essentiel de leurs premiers entretiens. Dimanche, un accord financier prévoyant l'octroi par la France de 5 milliards de francs a été signé.

Poursuivre de la façon la plus utile possible la politique d'aide et de soutien aux réformes engagées par le régime soviétique. Tel est, selon le porte-parole de l'Élysée, M. Hubert Védrine, l'esprit de la rencontre franco-soviétique. Les intentions se sont traduites par des actes dès dimanche soir, puisque cinq accords de coopération ont été signés. L'un prévoit une aide de la France d'un montant de 5 milliards de francs. L'état des réformes économiques entreprises par un président soviétique avide du soutien des pays de la Communauté européenne a évidemment figuré au menu de l'entretien Gorbatchev-Mitterrand. La volonté de Paris « d'aider par tous les moyens et dans les meilleures conditions possibles le grand changement amorcé en URSS » a été confirmée

par la signature, lundi en fin de matinée, au château de Rambouillet, d'un traité d'entente et de coopération.

La France aurait accepté d'accorder à l'URSS une deuxième enveloppe de 5 milliards de francs. Ce deuxième accord financier a été annoncé par M. Nikolai Petrov, un des principaux conseillers du chef du Kremlin, qu'il accompagne à Paris. Les autres accords portent sur la coopération industrielle, scientifique et technique, la coopération dans les domaines des relations du travail, de l'emploi, entre secteurs et entreprises publiques et entre le CNRS et l'Académie des sciences d'URSS.

Lire nos autres informations page 8

RG : M. Guilhaume porte plainte

Le PDG d'Antenne 2 et FR 3 s'explique, dans un texte adressé au Monde, sur la procédure qu'il a décidé d'engager page 12 - section B

Accord sur le budget américain

Engagement pour réduire fortement le déficit en cinq ans page 21 - section C

Le mouvement lycéen

Deux « coordinations » rivales et très politiques préparent la rentrée page 13 - section B

La gauche en colloques

• Socialistes : M. Chevènement contre une « ouverture chafouine »
• Communistes : l'avenir d'un système moribond pages 10 et 11

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section C

Deux disparitions

La mort de Jacques Demy...

Histoires romanesques, intrigues, mélodrames filmés dans des mondes enchantés, proches des contes de fées, où l'amour et le bonheur prennent des tons mélancoliques, c'est l'univers de Jacques Demy. De Lola à Une chambre en ville, des Parapluies de Cherbourg à Trois places pour le 26, le cinéaste qui vient de mourir à Paris à cinquante-neuf ans n'a pas toujours été compris par le public. Il a inventé en France le roman musical, populiste, moderne, où dans des décors réalistes les femmes — Anouk Aimée, Catherine Deneuve, Françoise Dorléac — font rêver, où les personnages parlent en chantant le langage du quotidien.

...et celle d'Ugo Tognazzi

Ugo Tognazzi est mort sans qu'on l'ait vu vieillir, après avoir tourné en quarante ans plus de cent vingt films et avoir joué au théâtre un Harpagon qui mettait en cause la corruption de la classe politique. Il a incarné l'homme aux prises avec les accidents de l'histoire italienne, mais c'est son personnage de roublard un peu lâche et bon vivant qui lui a donné la célébrité. Il reste comme un oncle un peu paillard, parfois encombrant, mais tellement sympathique.

Lire page 16 - section B, les articles de JACQUES SICLIER

La revanche de M. Houphouët-Boigny

Confronté pour la première fois à un adversaire, le vieux dirigeant ivoirien, dont le pouvoir avait été ébranlé, remporte haut la main l'élection présidentielle

Le « Vieux », selon toute vraisemblance, gagné son pari : plus de 80 % des électeurs lui ont confié un septième mandat à la tête du pays. A se réjouir au précédent scrutin présidentiel de 1985, au cours duquel il avait tout simplement obtenu 100 % des suffrages exprimés, il pourrait, certes, faire la fine bouche. Mais, aujourd'hui, les choses n'étaient justement pas aussi simples qu'hier puisque Félix Houphouët-Boigny se voyait opposer, pour la première fois dans l'histoire de la Côte-d'Ivoire, un adversaire en la personne de Laurent Gbagbo.

Que le pouvoir en place ait fait feu de tout bois pour s'assurer du « bon choix » des Ivoiriens et qu'en conséquence de nom-

breuses irrégularités aient été commises, il n'y a pas à s'en étonner. Ici comme ailleurs en Afrique — on l'a vu récemment au Gabon où le premier tour des élections législatives a dû être annulé — la démocratie exige un long apprentissage. Il n'y a, semble-t-il, pas lieu de penser que cet exercice démocratique ait finalement tourné à la « mascarade » au point de dénaturer le résultat de cette élection présidentielle. Son septième mandat, le « Vieux » le doit, avant tout, au monde rural qui, la force de l'habitude et la peur de l'inconnu aidant, a voté en masse pour lui, même si la crise du cacao l'a durement frappé. Les villes, singulièrement Abidjan, au sein desquelles le chef du Front popu-

laire ivoirien (FPI) a recruté le plus gros de ses partisans, n'ont pas réussi à lui assurer une défaite honorable face au « père de la nation ».

Il n'y a pas eu d'enjeu de taille au cours de cette campagne, même si M. Gbagbo s'est prévalu du soutien du Parti socialiste français alors que M. Houphouët-Boigny a joué à fond — mais pas toujours à bon escient — la carte du libéralisme pour provoquer un « miracle » qui, aujourd'hui, a tourné court. En réalité, deux profils s'opposaient : le vieux planteur contre le jeune professeur. Et a priori deux conceptions du pouvoir.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 4

PATRICK CHAMPAGNE

Faire l'opinion

LE NOUVEAU JEU POLITIQUE

Le jeu politique est de plus en plus complexe. Les spécialistes qui, à travers notamment les sondages, prétendent faire parler le peuple, mais le font en réalité à la manière d'un prestidigitateur qui prête sa voix à ses marionnettes. L'idée démocratique est moins menacée qu'on le croit par le totalitarisme que par une sorte de démagogie savante d'autant plus dangereuse qu'elle se formalise toutes les semaines de la démocratie.



L'agonie du football est-allemand

Des clubs sacrifiés, une centaine de joueurs promis au chômage : pour les footballeurs de l'ex-RDA, l'unification sera impitoyable

MAGDEBOURG

de notre envoyé spécial

Les projecteurs se sont éteints et le rideau noir sur la pelouse est tombé. Alors, tel un vieux cinéma de quartier au terme d'une dernière séance, le stade Ernst Grube de Magdebourg s'est retrouvé seul avec ses souvenirs jaunés et ses gradins effrités. Il a pris des altitudes de vaisseau fantôme, perdu quelque part entre une voie ferrée rouillée et de sinistres usines, à portée de ballon des eaux grises de l'Elbe. Après la défaite de l'équipe locale contre Bordeaux (0-1) en coupe de l'UEFA, mardi 23 octobre, les huit mille spectateurs l'ont quitté le cœur gros, persuadés qu'ils ne reverraient pas de si tôt un match international. Sans doute avaient-ils raison. A l'image des joueurs de Magdebourg,

l'ensemble du football de l'ancienne Allemagne de l'Est risque de perdre le match décisif de l'unification. Car, si la République démocratique est déclassée officiellement le 3 octobre, son football, lui, existe toujours. Du moins, cherche-t-il à s'en persuader.

Il lui reste en fait six mois à vivre. Six mois pour terminer le championnat le plus impitoyable de son histoire : les deux équipes les mieux classées intégreront la première division de la RFA — la puissante Bundesliga — et joueront l'an prochain contre Hambourg ou le Bayern Munich. Quatre autres, classées de la troisième à la sixième place, rejoindront une nouvelle deuxième division, composée de deux groupes de douze équipes.

PHILIPPE BROUSSARD

Lire la suite page 14

CHAMPS ÉCONOMIQUES

« Les enjeux du commerce international » La pensée économique à l'épreuve des transformations contemporaines « L'Espagne avant le marché unique : l'embellie de l'économie basque » La chronique de Paul Fabra : « Où est le monnaie pour la Banque de France ? »

pages 25 à 27 - section C

DÉBATS

CEE

L'Europe des grandes causes

par Alain Juppé

QUELLE monnaie pour l'Europe ? Une monnaie unique ? Ou une monnaie commune ? La distinction peut sembler byzantine. Elle nous place pourtant, d'emblée, au cœur du débat. Il s'agit en fait de définir quelle Europe nous voulons construire d'ici à l'an 2000.

En forçant à peine le trait, on peut esquisser deux évolutions bien différentes.

Le dynamisme interne de la technocratie bruxelloise nous porte vers la « fédération », c'est-à-dire (si les mots ont un sens) vers un super-Etat doté des principaux attributs de la souveraineté, notamment du pouvoir de battre une monnaie unique qui se substituerait rapidement aux douze monnaies nationales ; doté aussi d'un droit propre s'imposant à celui des collectivités décentralisées qui le composent et d'institutions issues de l'actuelle Commission pour ce qui concerne le pouvoir exécutif, du conseil des ministres et du Parlement de Strasbourg pour ce qui est du pouvoir législatif.

Outre qu'elle choque nos convictions les plus profondes, cette conception de l'Europe, à fort contenu bureaucratique et fort déficit démocratique, nous paraît constituer, à la lumière des événements qui viennent de bouleverser les pays de l'Est, un contresens historique. La logique fédérale implique, en effet, que l'Europe ainsi conçue s'approfondisse sans s'élargir et répuge, par conséquent, à accueillir en son sein, avant longtemps, de nouveaux Etats membres.

Nous pensons qu'il existe une autre voie. Celle d'une Europe à la fois plus solidaire sur les enjeux essentiels, et plus ouverte à l'ensemble de notre continent. Telle est la vocation de l'Union des Etats de l'Europe pour laquelle nous avons fait

campagne l'an dernier, à l'occasion des élections européennes.

Une union d'Etats ne s'assigne pas pour objectif d'effacer progressivement les réalités nationales en les coulant dans un moule unique. Elle respecte la souveraineté des Etats membres dans les nombreux domaines qui doivent, à l'évidence, rester de compétence nationale. Elle ne traite que des questions d'intérêt manifestement communautaire. Son but n'est pas de se substituer à ses membres en entretenant la confusion des genres comme on le fait aujourd'hui mais de renforcer les solidarités qui les unissent et de stimuler entre eux les synergies.

Cette Europe sera-t-elle moins européenne qu'une Europe fédérale ? Je pense tout le contraire.

Il est d'abord dans la logique d'une Union d'Etats de transférer à l'Union l'exercice de certains éléments de souveraineté. C'est le cas depuis l'origine de la Communauté. Nous avons ainsi renoncé à fixer nous-mêmes les prix agricoles ; nous avons confié aux institutions communautaires la responsabilité de la politique commerciale ; les disciplines du système monétaire européen nous ont enlevé la faculté de changer à notre guise la parité de notre monnaie.

Négocier le processus de transfert

L'approfondissement de la construction communautaire nous conduira à étendre ces transferts d'exercice de souveraineté, notamment dans le cadre de l'union économique et monétaire. Nous y sommes favorables dès lors qu'une part, la France conserve la maîtrise de l'essentiel et, en particulier, le droit de décider elle-même de la paix et de la guerre ; la responsabilité exclusive de sa force de dissuasion nucléaire ; le pouvoir

d'émettre sa propre monnaie parallèlement à la monnaie commune européenne et, plus généralement, la possibilité de faire prévaloir son point de vue chaque fois que ses intérêts vitaux sont en cause.

Le processus de transfert doit, d'autre part, être négocié et non subi, équilibré et accompagné de progrès équivalents dans l'exercice du contrôle démocratique sur les décisions communautaires. Dans cet esprit, le rôle et les pouvoirs des institutions qui ont une légitimité incontestable méritent d'être accrus ; je pense au Parlement européen ; je pense au conseil des ministres, véritable exécutif de la Communauté, dont la présidence doit mieux s'affirmer et disposer, pour ce faire, de la durée qui lui fait actuellement défaut.

Dans une Union d'Etats, le contrôle démocratique passe aussi par les Parlements nationaux. Pour rester un terme à l'abaissement de ces Parlements, nous formulons deux dispositions. Nous proposons d'abord d'introduire dans notre droit une disposition analogue à celle qui existe en Grande-Bretagne et au Danemark, par exemple, et qui prévoit l'organisation d'un débat public au Parlement sur les projets de directives et règlements communautaires. Nous proposons aussi que les dispositions des traités internationaux et des textes communautaires n'échappent plus à tout contrôle de constitutionnalité et que, sans mettre en danger l'édifice du droit international, le législateur national puisse continuer à intervenir dans ces matières. Le RPR a déposé deux propositions de loi en ce sens.

Renforcer le contrôle démocratique au sein de la Communauté, c'est enfin tisser des liens plus étroits entre le Parlement européen et les Parlements nationaux. Des rencontres régulières entre les membres des commissions parlementaires, la participation, avec voix consultative, des députés européens français aux travaux des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat pourraient y contribuer.

Mais sans doute faut-il aller plus loin et envisager de réunir à Strasbourg des délégations des Parlements nationaux qui recevraient les attributions d'une Haute Assemblée chargée, notamment, de débattre de l'adaptation des mesures européennes aux spécificités nationales.

Plus européenne parce que plus démocratique, l'Union des Etats de l'Europe le sera surtout parce qu'elle (et elle seule) pourra devenir véritablement politique.

Pour que l'Europe soit vivante, qu'elle devienne vraiment l'affaire des Européens, elle doit sortir du champ trop aride de la monnaie et de l'économie. Elle doit devenir politique, c'est-à-dire aller à l'essentiel, à ce qui peut donner à ses citoyens le sentiment d'appartenir, dans le monde, à une communauté de destin.

Sécurité collective

Mais, de grâce, ne nous payons plus de mots ! Si l'Europe politique à un sens, c'est que les Etats qui la composent ont des valeurs et des intérêts communs.

S'ils ont des valeurs et des intérêts communs, c'est qu'ils sont capables d'avoir une politique étrangère harmonisée. Nous en sommes loin ! La France est aujourd'hui le seul pays de la communauté internationale et ce qui est plus grave encore - de la communauté européenne à faire entendre sa voix pour protester contre les tentatives d'annexion du Liban par la Syrie et d'asservissement, voire d'exclusion des chrétiens libanais.

L'Europe des directives et des règlements m'intéresse finalement peu. Je lui préfère l'Europe des grandes causes. Et cette Europe-là ne sortira pas des bureaux de Bruxelles. Elle ne peut naître que de la volonté commune des nations européennes, seules réalités vivantes et démocratiques du continent.

Aurons-nous le courage de le rappeler à nos partenaires au moment - proche - où nous reparlerons avec eux de l'Europe politique ?

Il nous faudra aussi les inviter à défendre ensemble l'Union des Etats de l'Europe que nous leur proposons. Est-il besoin de démontrer que, malgré l'effondrement du bloc soviétique, le monde reste instable et dangereux ? L'observation de l'actualité suffit à s'en convaincre. Nous devons donc bâtir, entre nous, un système de sécurité collective, adapté à l'état nouveau du monde et à ses risques. Une telle entreprise serait hors de portée d'une Europe à Douze, fédérale et intégrée qui ne saurait, par définition même, respecter le principe d'indépendance inhérent à la défense nationale. Elle est en revanche la vraie raison d'être de l'Union, parce que seule l'Union, par sa souplesse et son pragmatisme, peut inventer une forme originale de solidarité et de coopération, fondée essentiellement sur l'accord de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. C'était tout le sens des efforts déployés par M. Chirac, premier ministre, lorsqu'il entreprit de réactiver l'Union de l'Europe occidentale pour en faire le pôle européen de l'alliance atlantique. La tâche est à reprendre. Et de nous leurons pas : la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui peut et doit être le cadre des relations étroites avec l'Union soviétique ne saurait se substituer à un système de défense liant d'abord les Etats européens entre eux, puis ceux-ci avec les Etats-Unis.

Faire rêver les Français

Dernier mérite de l'Union des Etats de l'Europe : c'est une Europe accueillante, l'approfondissement et le renforcement de la construction européenne que nous appelons de nos vœux ne sont pas contradictoires avec l'élargissement de la Communauté. Je l'ai déjà dit : ce serait un contresens historique, en cette fin du vingtième siècle, que d'enfermer l'Europe dans les frontières des douze Etats qui la composent actuellement, de la transformer en une sorte de forteresse économiquement et politiquement impénétrable.

Sans doute ne faut-il pas diluer ce que nous avons si péniblement construit depuis trente ou quarante ans dans une vaste zone de libre-échange perméable à toutes les influences, sans identité et sans âme. Telle a toujours été la préoccupation des gaullistes. Mais ne tombons pas dans l'excès inverse : celui de la rigidité et de la fermeture.

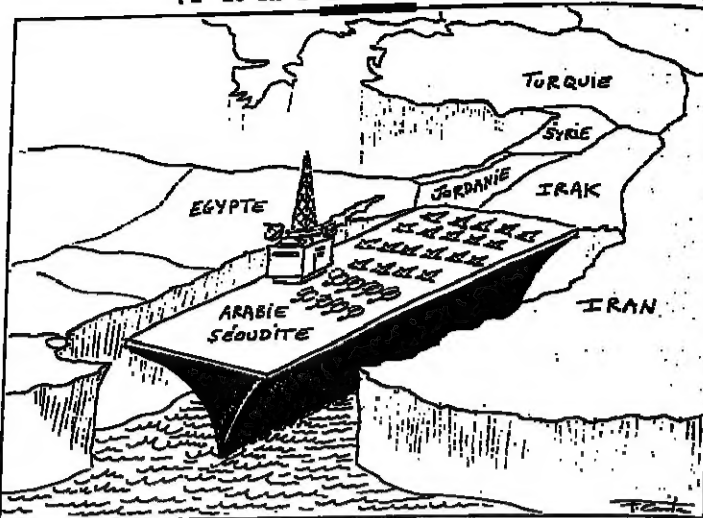
Au fur et à mesure que les pays qui frappent à notre porte atteindront le niveau de démocratie et de développement économique et social requis, nous devrons nous ouvrir. Toutes les étapes sont imaginables de l'association classique à l'adhésion pure et simple, en passant par de nouvelles formes de coopération, adaptées tant aux pays de l'Association européenne de libre-échange qu'aux démocraties qui sont en train d'émerger en Europe centrale et orientale. Ne nous embourbons pas de problèmes techniques que la volonté finit toujours par surmonter. La seule question est de savoir ce qu'à bout du compte nous rêvons de faire.

Car c'est bien de notre part de rêver qu'il s'agit : une Europe de 500 millions d'habitants, principal pôle de développement et de prospérité de la planète, amie et alliée des Etats-Unis, vivant en bonne intelligence avec l'Union soviétique, capable de prendre en main son destin et sa sécurité, soucieuse enfin de contribuer à la solution des grands défis du vingtième siècle : le développement, l'environnement, la résolution des conflits régionaux.

Oui, plutôt que d'alimenter les craintes que peut susciter la réunification de l'Allemagne, c'est bien tout cela que nous avons le devoir de faire rêver les Français afin qu'à force de le rêver, ils le fassent.

Alain Juppé est secrétaire général du RPR.

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE

Marxisme et judaïsme

MARK ANTISEMITES ?
de Francis Kaplan *Imago/Berg International*, diff. PUF, 186 p., 110 F.

LES MARXISTES ET LA QUESTION JUIVE
d'Enzo Traverso, préface de Pierre Vidal-Naquet. *La Brèche*, dist. Distique, 318 p., 140 F.

Un article de Marx publié en 1844 dans les *Annales franco-allemandes* sur « la question juive » embarrassait depuis longtemps les marxistes, qui tentent régulièrement d'en minimiser l'importance. Il semble dénoter en effet chez l'auteur du *Capital* les traces d'un antisémitisme inavoué, d'autant plus surprenant que lui-même était juif. Francis Kaplan a repris l'étude détaillée de ce texte controversé.

Pour lui, aucun doute n'est permis : dans cet article, Marx, en faisant du commerce et de l'argent l'essence même du judaïsme, manifeste un antisémitisme « déhissant ». Mieux même, selon Francis Kaplan, les écrits ultérieurs de Marx et sa correspondance confirment chez lui la présence d'un « antisémitisme ordinaire » qui est en contradiction avec sa doctrine, mais en concordance avec sa psychologie.

Les éléments du dossier réunis par Francis Kaplan sont assez convaincants : ils mon-

trient que Marx, quelle que fût sa volonté de rigueur, était soumis à l'idéologie de son temps, mais ils ne prouvent pas - telle n'est pas l'intention de l'auteur - que son œuvre soit invalidée par ces passions mal refoulées.

Il reste que le marxisme n'a jamais su penser le judaïsme ni reconnaître l'aspiration juive à une identité propre, distincte. Telle est la conclusion d'Enzo Traverso, qui affirme que « l'héroïsme du débat marxiste sur la question juive est l'histoire d'une incompréhension ».

Du texte de 1844 il souligne les « faiblesses fondamentales », notant en particulier que l'image du juif esquissée par Marx n'était rien d'autre que « la transformation en catégorie philosophique de certains aspects de la situation contingente dans laquelle vivaient les communautés juives d'Europe centrale pendant les premières décennies du XIX^e siècle ».

La tradition marxiste, à quelques exceptions près, n'a pas mieux compris la spécificité juive que l'antisémitisme, tandis que l'assimilation devenait « une sorte d'étape obligée dans l'évolution de toute société civile ». La « question juive » est ainsi révélatrice des « fautes » du marxisme et des limites de l'idéologie du progrès qui l'a nourri.

THOMAS FERENCZI

COURRIER

L'Europe verte du Général

Le Monde du 24 octobre publie une caricature de Tim en affirmant qu'elle date de juillet 1965, après « le refus de l'Europe verte » par le général de Gaulle. Une telle contre-vérité ne peut qu'accroître l'image trop répandue d'un de

Gaule anti-européen. Loïn de refuser l'Europe verte, de Gaulle l'a exigée et obtenue au bout de six mois de « crise de la chaise vide ».

MAURICE DELARUE

[Précisons, d'autre part, que le dessin de Tim sur le général de Gaulle, publié dans le Monde après avoir été refusé par l'Express.]

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-85-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

Enseignement

Lycéens à la dérive

par Guy Coq

CE qui risque d'entraîner le monde des lycéens dans une dérive incontrôlable, dans une dérive insaisissable, c'est une sorte de malaise diffus, une déstabilisation générale du système, dont il ne serait pas difficile de cerner les origines dans les errements des politiques éducatives menées ces dernières années.

Quelle chance que, pour l'instant, ils se contentent de réclamer des surveillants, des profs, de l'encadrement ! Quelle aubaine qu'ils acceptent de se rallier à des demandes quantifiables et d'ailleurs frappées au coin de la stricte justice ! Car cet entassement des jeunes dans des salles trop petites pour leur nombre témoigne d'un radical manque de respect à leur égard.

Il conviendrait qu'on réagisse vite en satisfaisant leurs demandes si légitimes. Et qu'on cesse le ridicule de les recevoir pour leur dire : « Voyez ce qu'on fait pour vous ! » Quelle dérision ! Alors qu'il est facile de leur donner des surveillants qu'ils demandent : beaucoup d'étudiants peu argentés seraient prêts à sauter sur l'occasion.

Qu'on invente vite, pour les aider, un système de monitoring scolaire. Et, surtout, qu'on cesse de désespérer les vocations de professeurs en déni-

grant systématiquement ceux qui sont en activité, comme c'est courant dans les propos de ces messieurs du ministère : qu'on ne se contente pas d'ouvrir au compte-gouttes le robinet des prérecrutements de professeurs, par bourses, sous le prétexte qu'on prépare une mégé réforme de la formation des enseignants...

Qu'on cesse aussi de poursuivre avec précipitation une politique purement quantitative de remplissage des lycées, et de programmer le nombre des bacheliers à la manière des plans quinquennaux du défunt stalinisme. Cette excessive accélération déséquilibre l'édifice fragile de l'appareil scolaire. Il faudrait reprendre la réflexion. Car en voulant enfermer toute une génération dans le moule unique et bientôt insignifiant du bac, on lui fait perdre ses repères. On n'élève pas le niveau, on se contente d'accélérer la planche à billets de diplômés dévalés.

Ah ! si les grands cortèges émouvants des lycéens revendiquant « du pognon pour l'éducation » pouvaient hâter la réorientation de la politique éducative actuelle qui conduit les systèmes scolaires et universitaires à des crises portées de catastrophes sociales et culturelles !

► Guy Coq est membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*.

PLUS VITE, MOINS CHER !

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir rendu visite !

MINITEL 3615 NEUBAUER

Les offres exclusives NEUBAUER :

- 205 GTI/VIP int. cuir, finitions bois gratuits
- ou Intérieur cuir gratuit sur la PEUGEOT de votre choix
- ou Finitions bois gratuites
- ou Conditions Argus + 7000 F

* sur présentation de cette annonce, jusqu'au 31 oct. 1990 ; ces offres ne sont pas cumulables et ne concernent pas les modèles de base et les séries limitées.

NEUBAUER
PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

5521 من الاموال

LA CRISE DU GOLFE

M. Bush a confirmé le renforcement du dispositif militaire américain

Le président Bush a confirmé, samedi 27 octobre à Hawaï, le renforcement du dispositif militaire américain dans le Golfe. Mais il a refusé de préciser si cette décision se traduirait par l'envoi de cent mille soldats supplémentaires, comme l'avait laissé entendre quelques jours auparavant le Pentagone. « L'objectif (de ce renforcement) est de faire clairement comprendre à Saddam Hussein que son agression ne va pas en rester là », évoquant l'évolution de la position du dirigeant irakien, M. Bush a dit : « Comme il voit les forces américaines arriver », avec celles d'autres pays, « il a adopté une nouvelle attitude, car nous sommes terriblement sérieux ». Le président américain a réaffirmé le caractère inacceptable de toute négociation comme préalable au retrait irakien du Koweït.

Dans le Golfe, un cargo irakien, l'*Amuriyah*, a été autorisé dimanche à poursuivre sa route vers le port de Bassorah après avoir été arraisonné par la marine américaine. Le navire, qui avait refusé de s'arrêter malgré les coups de semonce tirés par deux frégates américaines et australiennes, à proximité des côtes d'Oman, a finalement été inspecté par un groupe de marines qui n'ont trouvé « aucun produit suspect » à son bord.

A Ryad, les ministres des affaires étrangères des six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont entamé dimanche soir leur réunion extraordinaire, consacrée notamment aux derniers développements dans le Golfe.

Les ministres devaient passer en revue les démarches diplomatiques entreprises notamment par

l'émisnaire soviétique, M. Primakov, et évoquer la visite, samedi, à Téhéran, du vice-ministre saoudien des affaires étrangères. Les ministres devaient également passer en revue la situation militaire dans la région.

A Amman, une organisation revendiquant la tentative d'attentat perpétrée samedi contre une agence de la British Bank of the Middle-East a affirmé que cette opération était un « avertissement ». Un coup de téléphone émanant du « Parti Arabe communiste révolutionnaire » a indiqué que « les prochaines bombes ne pourront pas être désamorçées ». Cependant, selon la police, l'engin découvert ne contenait pas d'explosif. Il s'agit du premier incident de ce genre en Jordanie contre des intérêts occidentaux depuis le début de la crise du Golfe.

Un député islamiste jordanien a, pour sa part, déclaré qu'il fallait « frapper les intérêts américains et ceux de tous les pays qui occupent les lieux saints de l'Islam ».

A Bagdad enfin, l'Irak a donné dimanche le feu vert au départ de dix des vingt-quatre otages grecs. Cette décision intervient à l'issue de la visite de deux anciens ministres socialistes grecs en Irak, où ils se sont entretenus avec le numéro deux du régime irakien, M. Taher Yassin Ramadan, et avec des représentants du parti Baas.

Selon les envoyés grecs, qualifiés à Bagdad d'« apôtres de la paix », il s'agit d'un « cadeau personnel » des Irakiens à leur leader, M. Andréas Papan-dréou. — (AP, AFP, Reuter.)

Les Etats-Unis ne cherchent pas la guerre, mais sont « plus que jamais » déterminés

affirme le chef de la Maison-Blanche

Le président George Bush a affirmé dimanche 28 octobre que les Etats-Unis ne cherchent pas une guerre dans le Golfe, mais sont « plus que jamais » déterminés à obtenir le retrait irakien du Koweït. S'adressant à plusieurs milliers de soldats américains sur la base aérienne Hickam, située à Pearl-Harbor (Hawaï), où une attaque japonaise en 1941 avait entraîné l'entrée des Etats-Unis dans la seconde guerre mondiale, M. Bush a déclaré que les Américains n'ont, dans leur histoire, « jamais cherché une guerre ».

« Mais au cours de la seconde guerre mondiale, le monde a payé cher pour avoir tenté d'apaiser un agresseur qui aurait pu être stoppé. L'apaisement ne fait que conduire à de nouvelles agressions et en fin de compte à la guerre. Nous ne referons plus l'erreur de l'apaisement », a-t-il dit. Le président irakien Saddam Hussein « doit savoir qu'il y a beaucoup en jeu, que la cause (américaine) est juste et que la détermination, aujourd'hui plus que jamais, est réelle », a-t-il ajouté. « L'invasion du Koweït ne sera pas permise plus longtemps ».

Le président américain a une nouvelle fois menacé M. Saddam Hussein d'un procès similaire à celui des nazis à Nuremberg après la seconde guerre mondiale. Il a noté que le président irakien a perpétré une agression contre le Koweït, a pillé ce pays, pris des otages et a utilisé des armes chimiques contre les Kurdes irakiens. « Ces quatre crimes peuvent être punis selon les principes adoptés par les Alliés en 1945 et réaffirmés unanimement par les Nations unies en 1950 », a déclaré M. Bush.

De son côté, le secrétaire d'Etat au Foreign Office, M. William Waldegrave, n'a pas exclu un recours à la force militaire pour contraindre l'Irak

à évacuer ses troupes du Koweït, dans un entretien publié dimanche par l'agence officielle algérienne APS. « La communauté internationale a décidé des sanctions économiques pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweït, mais nous n'hésiterons pas à utiliser la force si nécessaire, même si nous ne le souhaitons pas », a affirmé M. Waldegrave, qui a cependant souligné que la solution diplomatique « ne doit pas être en deçà des résolutions du Conseil de sécurité » des Nations unies condamnant l'Irak. « Nous ne sommes pas en faveur d'une solution de compromis qui consisterait par exemple à céder une partie du Koweït à l'Irak, a-t-il dit, car cela risquerait d'entamer sérieusement le prestige et la crédibilité de l'ONU. »

Pessimisme soviétique...

Les efforts de paix soviétiques, perçus par certains comme une dernière chance d'éviter la guerre dans le Golfe, ont, semble-t-il, échoué ce week-end à Bagdad. L'agence de presse Novosti a rapporté qu'aucun progrès n'avait été enregistré à l'issue des entretiens entre le président irakien Saddam Hussein et l'émisnaire du président Mikhaïl Gorbatchev, Evgueni Primakov, qui a quitté la capitale irakienne lundi matin. « Il n'y a pas pour l'instant beaucoup de raisons d'être optimiste », avait dit le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, s'exprimant dimanche soir à Paris à l'occasion de la visite officielle de Mikhaïl Gorbatchev en France. Le report — à la demande de l'Union soviétique — d'un vote du Conseil de sécurité des Nations unies sur une nouvelle résolution contre l'Irak, ajouté à des déclarations du président George Bush et de Moscou ces der-

niers jours, avait laissé penser qu'un progrès était envisageable au plan diplomatique. Mais l'Irak n'a laissé paraître aucune volonté de compromis sur la question-clé : le retrait total du Koweït.

Au Caire, le président égyptien Mubarak a déclaré dimanche qu'un retrait partiel des troupes irakiennes du Koweït serait inacceptable pour l'Egypte, ajoutant que le peuple et le gouvernement koweïtiens sont seuls habilités à accorder des concessions territoriales.

...Et déception syrienne

La presse syrienne pour sa part appelle les Arabes à « réviser leur attitude » face à l'administration américaine, qu'elle accuse de « duplicité ». Pour le journal, les Etats-Unis « tentent d'exploiter le refus arabe collectif contre l'invasion du Koweït par l'Irak pour faire passer avec le moins de bruit possible l'aide militaire et économique à Israël ». On souligne à ce propos de source très bien informée à Damas, que l'émisnaire soviétique Evgueni Primakov a entendu dans la capitale syrienne la réaffirmation sans équivoque de l'opposition syrienne à la destruction de l'infrastructure économique et militaire de l'Irak par une offensive menée par les troupes étrangères stationnées dans le Golfe. Après avoir applaudi, quelques mois après l'arrivée à la Maison-Blanche du président Bush, à certaines positions positives dans la politique proche-orientale de la nouvelle administration américaine — notamment au Liban — Damas manifeste une déception croissante devant le « soutien illimité des Etats-Unis à Israël », qui ne peut aucunement servir la paix « et encourage l'expansionnisme israélien ». — (AFP, Reuter.)

A la demande de l'URSS

Le Conseil de sécurité a reporté le vote d'une nouvelle résolution condamnant l'Irak

Réuni afin de voter une résolution condamnant les exactions commises au Koweït par l'Irak et exigeant que ce pays garantisse la sécurité des personnels et des locaux diplomatiques, le Conseil de sécurité des Nations unies a brusquement interrompu ses travaux le samedi 27 octobre à la demande du représentant soviétique.

Le report de quarante-huit heures des délibérations du Conseil s'explique par l'intense activité diplomatique déployée à Bagdad au cours du week-end par M. Primakov, l'émisnaire spécial du président Gorbatchev, pour trouver une éventuelle issue pacifique à la crise.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Après une nuit de négociations qui avaient permis de rapprocher les positions des cinq Grands et des non-alignés pour voter, vraisemblablement, à l'unanimité, la dixième résolution condamnant fermement l'Irak, la décision soviétique était inattendue. La surprise a été d'autant plus grande que chacun avait pris place dans l'enceinte circulaire, y compris le secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar et les deux orateurs inscrits (Koweït et Irak). Seul manquait à l'appel l'ambassadeur soviétique, M. Youli Vorontsov, resté en consultation

téléphonique avec Madrid où M. Mikhaïl Gorbatchev s'entretenait avec le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez.

Les entretiens de M. Primakov à Bagdad

C'est à la demande du numéro un soviétique que M. Vorontsov a sollicité le report de la consultation à la dernière minute, ce qui est inhabituel. Officiellement, la délégation soviétique n'a fourni aucune justification et — selon la tradition onusienne — aucune explication ne lui a été réclamée. En réalité, M. Gorbatchev a souhaité ce délai après avoir été informé par son émissaire spécial au Proche-Orient, M. Evgueni Primakov, de l'évolution à ses yeux favorable des entretiens à Bagdad avec les dirigeants irakiens.

De toute évidence, les Soviétiques ont voulu éviter, pour l'instant, le vote d'une nouvelle résolution défavorable à l'Irak qui aurait risqué de compromettre un hypothétique assouplissement de la position de M. Saddam Hussein.

Pour bien marquer cette volonté de tout mettre en œuvre afin de parvenir à une solution pacifique du conflit, M. Gorbatchev a affirmé par M. Gorbatchev dans la capitale espagnole, les ambassadeurs soviétique et irakien sont sortis, à dessin, ensemble de la salle du Conseil, tandis que les représentants occidentaux empruntaient une autre sortie. Pour autant, M. Vorontsov a fait savoir préalablement que sa

demande de report ne signifiait pas que l'URSS avait modifié sa position sur la résolution, et qu'il s'apprêtait à la voter le 29 octobre lors de la reprise des travaux du Conseil.

Dans ce document, long de trois pages et qui, jusqu'au vote final, est naturellement sujet à modification, le Conseil « condamne les agissements des autorités et des forces d'occupation irakiennes », les sévices dont sont victimes les Koweïtiens, leur expulsion par la force et la destruction de registres civils.

Demande de compensation

Il exige que Bagdad cesse immédiatement les prises d'otages et garantisse la sécurité du personnel des missions diplomatiques ou consulaires ainsi que la sûreté de leurs locaux ; le Conseil demande que ceux-ci soient approvisionnés en vivres et en eau.

Par ailleurs, l'Irak se voit rappeler — pour la première fois — qu'en vertu du droit international, « il est responsable de toute perte, tout dommage ou tout préjudice subis, par le Koweït et les Etats tiers, leurs ressortissants et sociétés ».

A cette demande de compensation s'ajoute l'exigence de voir Bagdad se conformer à cette résolution et aux précédentes « faute de quoi le Conseil devra prendre de nouvelles mesures en application de la Charte ».

SERGE MARTI

Le ministre irakien du pétrole a été limogé et le rationnement de l'essence annulé

Le président Saddam Hussein a démis de ses fonctions, dimanche 28 octobre, son ministre du pétrole, M. Issam Abdel Rahim el Jalabi, et annulé la décision, prise le 19 octobre, de rationner l'essence et l'huile pour moteur. Ces deux décisions ont été annoncées par la télévision irakienne, citant un communiqué présidentiel.

Un second communiqué a désigné le ministre de l'industrie et de l'industrialisation militaire, M. Hussein Kamel (qui est également le gendre du président irakien), au poste de ministre du pétrole par intérim.

Ces mesures ont été prises au cours d'une réunion présidée par M. Saddam Hussein où des experts ont affirmé que le ministère de l'industrie et de l'industrialisation militaire était capable de produire tous les éléments qui entrent dans le raffinage du pétrole pour la fabrication de l'essence et de l'huile pour moteur ; selon ces experts, le ministère du pétrole « a commis une erreur de calcul » en affirmant que l'Irak n'était pas capable de les produire.

« Il a été prouvé, ont dit les experts, que l'Irak possède un stock suffisant de ces produits chimiques et que le ministère de l'industrie et de l'industrialisation militaire est capable de couvrir tous les besoins de l'Irak. » — (AFP.)

“J'ai quelques mots à vous dire.”



MARCEL BLEUSTEIN-BLANCHET
LES MOTS DE MA VIE
ROBERT LAFFONT



NEUBAU
PEUGEOT

LA CRISE DU GOLFE

Un message de fermeté des Douze à l'Irak

Aucun émissaire n'a négocié la libération des otages français

a affirmé M. Mitterrand

M. François Mitterrand a démenti, dimanche 28 octobre, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée à l'issue du sommet européen de Rome, qu'un émissaire ait été mandaté pour négocier la libération des otages français à Bagdad. Dans une résolution sur la question des otages, les Douze ont exclu de telles négociations.

ROME

de notre envoyée spéciale

« Il n'y a eu aucun contact, aucun délégué, aucune mission en Irak. La France s'est conformée à ses obligations (...). Elle a constamment maintenu depuis l'annonce de la restitution des otages français que M. Saddam Hussein ne serait qu'un otage, de quelque nationalité qu'il soit », a déclaré M. François Mitterrand. « C'est le droit pour quiconque », a ajouté le président de la République lorsque le nom de M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, aujourd'hui député européen socialiste, fut cité par un journaliste.

S'il a ainsi clairement affirmé qu'aucune tractation entre les autorités françaises et irakiennes n'a précédé la décision de M. Saddam Hussein de libérer les otages français, le président de la République s'est bien gardé de démentir ou de confirmer que M. Cheysson ait ren-

contré à Amman il y a une dizaine de jours le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz. M. Cheysson, en tant que parlementaire européen, a fait ce qu'il a pu, a-t-il ensuite ajouté, laissant entendre que son ancien ministre des affaires étrangères aurait pu prendre de son propre chef une telle initiative.

M. Mitterrand a également démenti lors de sa conférence de presse que cette question eût troublé la bonne atmosphère de la réunion des Douze. « La conversation a été paisible, agréable, aucun procès n'a été engagé », a-t-il dit. Ce procès avait pourtant été ébauché vendredi par M. Pio Mastrobuoni, porte-parole de la présidence du conseil italien, qui avait déploré que « des missions plus ou moins officieuses » aient des contacts avec Bagdad pour tenter de faire libérer des otages. Le Monde des 27 et 28 octobre. La presse italienne avait enfoncé le clou, en se faisant l'écho des informations en provenance d'Amman sur cette rencontre entre MM. Cheysson et Tarek Aziz.

Bref, une vague suspicion régnait, qui fut cependant dissipée, en fin de semaine, par M. Giulio Andreotti lors de sa conférence de presse. « Étaient les Italiens qui se posaient officiellement dans le rôle de défenseurs rigoureux des principes, rôle qui échoit en général, surtout quand la France est en cause, aux Britanniques. Sans doute la mission tentée récemment par M. Édouard Heath à Bagdad avait-elle incité la presse

d'outre-Manche à la réserve. M. Thatcher n'aurait pour sa part pas le moindre soupçon envers Paris sur ce point et si elle avait bien d'autres reproches à adresser à la France, elle les a adressés à propos de la crise du Golfe une parfaite identité de vues avec le président de la République.

Les autres conflits du Moyen-Orient

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze ont tenu en tout cas à présenter un front uni face à Saddam Hussein, dans un texte qui rappelle formellement leur attachement indéfectible aux principes figurant dans les résolutions des Nations unies et condamne les « manœuvres » par lesquelles l'Irak tente de diviser la communauté internationale au moyen notamment de libérations d'otages au compte-gouttes. Les Douze s'engagent à ne mandater aucun négociateur et à « déconseiller » les initiatives privées dans ce domaine.

Ils ont adopté d'autre part une déclaration parallèle sur les autres conflits du Moyen-Orient, soulignant que l'on ne peut totalement isoler ces conflits les uns des autres, même s'il ne peut y avoir, comme le précisait M. Andreotti, ni simultanéité ni analogie dans la recherche de solutions. Cette déclaration réitére, comme pour le Golfe, le soutien des Douze à toutes les décisions de l'ONU. Elle affirme que la Communauté est prête à œuvrer avec les pays concernés « en vue d'instaurer une situation de stabilité et de sécurité » dans la région, pour prévenir les crises et empêcher la prolifération des armes de destruction massive.

C. T.

[C'est M. Abdoul Rahim, le représentant de l'OLP en Jordanie, qui a affirmé vendredi dernier à Amman que M. Cheysson, « représentant le gouvernement français », avait rencontré, il y a une dizaine de jours dans la capitale jordanienne, M. Tarek Aziz. Cette rencontre n'est guère mise en doute dans les milieux autorisés français mais il est impossible de la confirmer. M. Cheysson n'étant joignable ni à Paris ni à Strasbourg. Même chose à l'ambassade de France en Jordanie où on précise seulement « avoir entendu la rumeur ». Aussi bien à l'Élysée qu'au Quai d'Orsay, on affirme que si cet entretien a bien eu lieu, M. Cheysson n'était absolument pas mandaté pour engager les autorités françaises et n'a fait parvenir aucun compte-rendu d'une discussion qu'il n'aurait pu avoir, en tout état de cause, que comme député européen.]

Les principaux points de la déclaration du conseil européen

Voici les principaux points de la déclaration du conseil européen, réuni à Rome, concernant la crise du Golfe :

Le conseil européen exige que l'Irak retire immédiatement et sans condition ses forces du Koweït, que le gouvernement légitime du Koweït soit rétabli et que tous les ressortissants étrangers qui le souhaitent puissent quitter l'Irak et le Koweït.

Le conseil européen, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, condamne la pratique irakienne consistant à retenir des ressortissants étrangers en otage et d'en détenir certains sur des sites stratégiques. (...) Les États membres de la Communauté européenne réaffirment leur solidarité totale pour parvenir à la libération de tous les ressortissants étrangers retenus en Irak et au Koweït et dénoncent l'utilisa-

tion sans scrupules, par l'Irak, de ces ressortissants dans le seul but vain de tenter de diviser la communauté internationale. Ils condamnent sans réserve cette manœuvre qui, conduite au mépris des règles humanitaires les plus élémentaires, ne peut que compliquer la perspective d'une solution de la crise. Ils affirment leur détermination à ne pas envoyer des représentants de leurs gouvernements en quelque qualité que ce soit pour négocier avec l'Irak la libération des ressortissants étrangers et à décourager d'autres de la faire. (...) La Communauté et ses États membres sont déterminés à respecter strictement l'embargo et les autres mesures décidées par le Conseil de sécurité et appellent tous les autres États à agir de même. Ils sont également prêts à examiner des mesures additionnelles conformes à la Charte des Nations unies.

Les trois cents Français étaient attendus lundi soir à Paris

Après plusieurs reports et des jours d'incertitude, les quelque 300 ressortissants français retenus en otages en Irak et au Koweït devaient arriver à Paris, lundi 29 octobre en fin de journée, à bord d'un avion des Iraqi Airways, qui pourrait également transporter la demi-douzaine de diplomates qui se trouvaient encore à l'ambassade de France à Koweït, ainsi que d'autres otages occidentaux.

L'Irak, a-t-on appris au quai d'Orsay, a demandé qu'au retour de Paris, l'avion - un Boeing 747 - rapporte des médicaments. Le gouvernement français a pris contact avec le Comité des sanctions de l'ONU pour qu'il prenne une décision. Les médicaments sont, en principe, exclus de la liste des produits dont l'importation par l'Irak ou l'exportation d'Irak sont frappées d'interdiction. Ce comité doit toutefois se prononcer au cas par cas.

Initialement prévu « avant la fin du week-end », le retour des otages français a été retardé parce que, selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, les autorités irakiennes ont souhaité que le vol s'effectue de jour. Les Français en Irak, quelque 180 à Bagdad et dans d'autres villes du pays, ainsi que 67 qui se trouvaient sur des sites stratégiques, attendaient dimanche « dans le calme et la sérénité », a-t-on dit de source française dans

la capitale irakienne. Les derniers retardataires, qui résidaient en province, se sont employés, dimanche, à faire les formalités nécessaires à leur départ. Les Français qui avaient été dispersés sur des sites stratégiques - pour y servir de « boucliers humains » - avaient été rassemblés dès samedi à Bagdad. Toutefois, d'après une source française bien informée dans la capitale irakienne, ils ont continué à subir un traitement particulier, puisqu'ils ont été enfermés à l'hôtel Melia Mansour, un établissement de luxe transformé par les autorités irakiennes en « centre de tri » des otages occidentaux envoyés sur les sites stratégiques. Le Quai d'Orsay a néanmoins indiqué que le chargé d'affaires, M. André Janier, avait pu prendre contact avec eux.

Évacuation de l'ambassade à Koweït

L'avion qui doit assurer le rapatriement, et qui peut transporter quelque 400 passagers, devait, dans un premier temps, aller chercher entre 70 et 75 Français bloqués à Koweït, avant d'embarquer à Bagdad le reste de ses passagers. « Selon toute probabilité », la demi-douzaine de diplomates français encore présents au Koweït, sous la houlette du chargé d'affaires, M. Jean-Pierre Galtier, doivent être également rapatriés après avoir subi, depuis le 26 août, le siège de la chancellerie, où les conditions de vie étaient devenues de jour en jour plus difficiles, l'am-

bassade étant notamment privée d'eau et d'électricité. Conformément à une décision prise par la CEE, Paris, qui ne fermerait pas pour autant la chancellerie - pour ne pas reconnaître le fait accompli de l'annexion du Koweït par l'Irak - devrait, une fois les diplomates évacués, élever une protestation auprès des autorités irakiennes.

Des otages d'autres nationalités pourraient aussi être évacués à bord de l'avion, leur nombre dépendant des places disponibles à bord. Le Boeing irakien était attendu à l'aéroport de Roissy. Pour sa part, Air Inter a mis des billets d'avion gratuits à la disposition des familles désireuses de venir accueillir leurs proches, tandis que la SNCF a fait savoir qu'elle rembourserait les billets de train à ceux qui choisiraient ce mode de transport. (AFP)

□ M. Léotard : une « grande joie » et « un certain malaise ». Le président (démisionnaire) du Parti républicain, M. François Léotard, a affirmé, dimanche 28 octobre, au « Club de la presse » d'Europe 1, que la prochaine libération des otages français en Irak lui procure, « comme à tous les Français, une grande joie », mais qu'il ne peut « cacher un certain malaise ». « Je souhaite que le gouvernement français (...) par une attitude très ferme vis-à-vis de Saddam Hussein, montre, à l'évidence, qu'il n'y a eu aucune espèce de négociations », a déclaré M. Léotard. Sinon, le malaise deviendrait, pour nous, un sentiment grave de déshonneur.

AFRIQUE

ALGÉRIE : dans un climat de mécontentement et de violences

Le gouvernement augmente fortement le salaire minimum

Au terme de plusieurs jours de négociations avec l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), le gouvernement a sensiblement augmenté le salaire minimum. Cette mesure intervient dans un climat de fortes tensions sociales, alors que plusieurs villes ont été le théâtre de violentes manifestations.

ALGER

de notre correspondant

Selon l'accord scellé, le 25 octobre, entre le gouvernement et l'UGTA, le salaire minimum garanti, base de calcul pour les pensions et retraites, passera le 1^{er} janvier 1991 de 1 000 dinars (par mois) environ 530 francs français) à 1 800 dinars, puis, le 1^{er} juillet, à 2 000 dinars. Quant au salaire minimum d'activité, fixé désormais à 2 100 dinars par mois, il devrait atteindre 2 500 dinars le 1^{er} juillet prochain.

Ces augmentations appréciables demeurent, cependant, assez éloignées de ce que demandaient les

syndicats qui, le 14 octobre, avaient fait descendre dans les rues de Constantine des milliers de travailleurs pour exiger la revalorisation des allocations familiales, le gel des prix et un salaire minimum de 4 000 dinars. Surtout, les mesures annoncées risquent de ne pas résister longtemps à la formidable érosion du pouvoir d'achat.

Une situation « fragile »

La pression sur les étiquettes est, en effet, si forte que même les quelques articles dont les prix sont encore subventionnés ont du mal à échapper au mouvement de hausse. C'est notamment le cas du pain, du lait, du sucre et de la semoule, toutes denrées de base qui subissent une augmentation sournoise que le gouvernement vient de dénoncer en menaçant de poursuivre les commerçants qui s'essayeraient à contourner les prix plafonds fixés par les autorités. Il est pourtant improbable que ces mises en garde suffisent à contenir les prix, emportés inexorablement par la libéralisation rapide et quasi totale du marché.

La revanche de M. Houphouët-Boigny

Suite de la première page

Sous la pression de la rue, au lendemain des turbulences d'avril, le chef de l'Etat avait été contraint de lâcher du lest au point de renoncer au système de parti unique et même d'évoquer son départ du pouvoir. Il avait ainsi perdu la première manche. Mais, très vite, en politique chevronnée qui ne s'avoue jamais vaincu, il s'est ressaisi et, au cours du récent congrès du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), a repris en main les choses. Convincre qu'il n'était pas dans la sac, le « Vieux » n'a pas cru utile de battre campagne lui-même et a délégué sur le terrain ses principaux lieutenants. Il vient donc de gagner la seconde manche. Les rumeurs - et pour des raisons alimentaires, les Africains d'autres nationalités qui avaient le droit de vote - l'ont réinstallé au pouvoir d'où les citoyens voulaient le chasser.

En bon père de famille

A qui la belle ? Fort de ce succès électoral, M. Houphouët-Boigny, quatre-vingt-cinq ans, peut mainte-

nant envisager à froid sa succession, en prévoir les étapes et, s'il le juge opportun, quitter la scène politique, comme il l'a toujours souhaité, « la tête haute ». Reste à savoir comment M. Gbagbo, qui a dénoncé une « mascarade d'élections » et affirmé que « d'innombrables irrégularités » avaient été commises, et les siens réagiront à cette péripétie électorale qui n'a pas tourné en leur faveur. Propos de circonstance d'un vaincu plein d'amertume ? Déjà, le chef du FPI vient d'affirmer que « plusieurs régions de Côte-d'Ivoire étaient virtuellement au bord de la guerre civile ». « Nous ne sommes pas des moutons », a averti M. Gbagbo. Il est clair que, même brillamment réélu pour un septième mandat de cinq ans, M. Houphouët-Boigny ne pourra pas diriger son pays en bon père de famille. Beaucoup de ses compatriotes, notamment les jeunes, les plus remuants et les plus exigeants, sauront, à n'en pas douter, le rappeler à ses devoirs démocratiques.

JACQUES DE BARRIN

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Un candidat républicain renonce à briguer le poste de gouverneur du Minnesota

Le candidat républicain Jon Gruneth, fortement critiqué pour s'être baigné avec deux adolescentes nées il y a quelques années, a annoncé dimanche 28 octobre qu'il renonçait à se présenter aux élections du 6 novembre pour le poste de gouverneur du Minnesota en raison de nouvelles critiques sur sa vie privée. Cette fois-ci, il s'agit d'une jeune femme qui a « confessé » au quotidien local, le *Star Tribune*, avoir été la maîtresse de M. Gruneth aussi bien durant son premier mariage, que son actuel. M. Gruneth a totalement démenti ces nouvelles accusations, ajoutant : « Les événements de ces trois dernières semaines ont été source d'énormes pressions sur ma famille (...) J'ai donc décidé, de me retirer ». La bataille opposant l'actuel gouverneur, le démocrate Rudy Perpich, à son rival républicain avait été particulièrement féroce. M. Perpich, au plus bas dans les sondages, s'était vu décerner par l'hebdomadaire *Newsweek* la palme du coup publicitaire le moins reluisant.

Il avait fait distribuer des copies des documents de divorce de M. Gruneth pour montrer que ce dernier n'avait pas payé de frais de garde d'enfants à son ex-femme, ce qui s'est révélé être

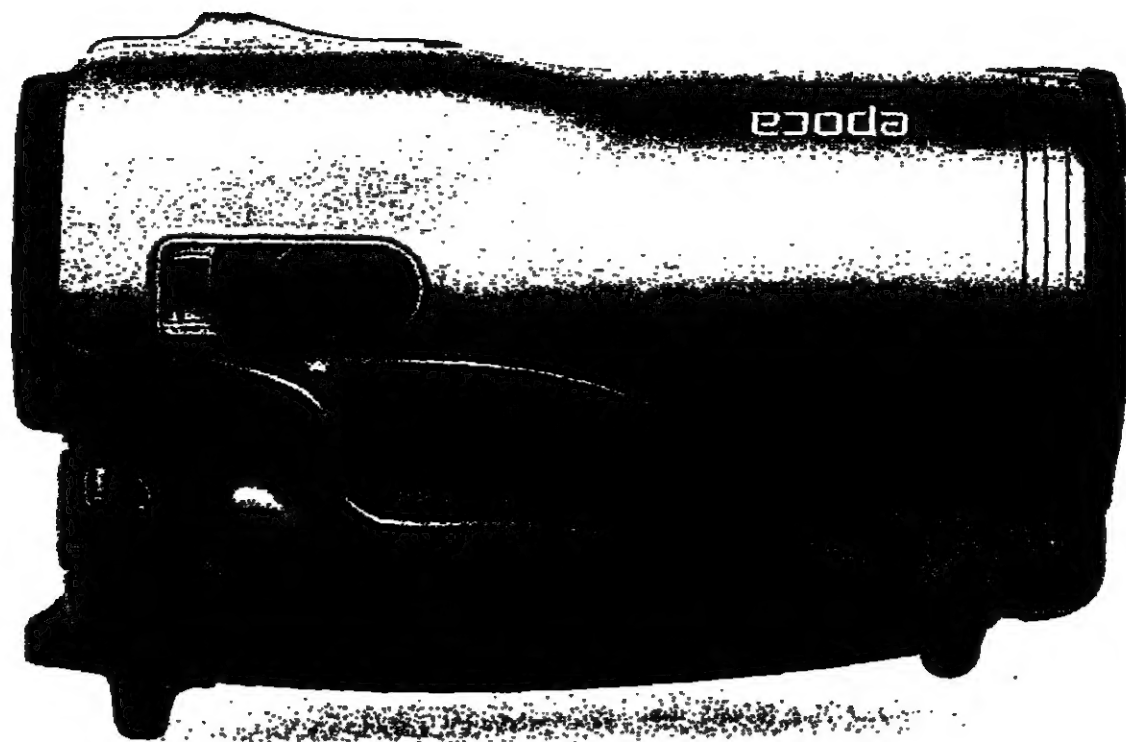
faux. M. Gruneth, devient ainsi le dernier en date des hommes politiques américains dont la carrière a été brisée pour une affaire de mœurs ces dernières années, après Gary Hart, ancien favori démocrate aux présidentielles de 88 « tombé » pour une liaison extra-maritale avec un mannequin. (AFP)

□ GUATEMALA : ouverture de négociations directes entre la guérilla et le gouvernement avant la fin de 1990. - La guérilla, le gouvernement et l'armée du Guatemala devraient entamer des négociations de paix fin novembre ou début décembre, a estimé, dimanche 28 octobre à Metopé (100 km au sud-est de Mexico), Mgr Rodolfo Quezada, président de la Commission nationale de réconciliation guatémaltèque (CNR). La rencontre avec le gouvernement pourrait intervenir avant la prise de fonction du nouveau président, le 14 janvier prochain. La délégation gouvernementale pourrait comprendre, à la fois, des représentants du gouvernement actuel et des émissaires du gouvernement issu des élections du 11 novembre. Au cours des trente dernières années, la guerre au Guatemala a fait quelque cent mille morts, disparus ou blessés, selon les organisations humanitaires. (AFP)

Une manifestation du Ku Klux Klan dégénère en affrontements

Une quinzaine de personnes ont été blessées et plus de quarante autres arrêtées, dimanche 28 octobre, lors d'échauffourées entre forces de l'ordre et contre-manifestants décidés à arrêter une marche de quarante membres du mouvement raciste blanc Ku Klux Klan à Washington. En milieu de journée, les membres du KKK, certains revêtus de leurs traditionnelles capotes blanches, ont défilé le long de l'avenue de la Constitution jusqu'au Capitole, lors d'une manifestation autorisée. Ils étaient encadrés de quelque quatre mille policiers faisant tampon avec des centaines de contre-manifestants installés tout au long du parcours.

Après leur arrivée au Capitole, un responsable du mouvement a appelé ses compagnons à chasser les parlementaires « hypocrites » qui avaient tenté de passer outre le veto du président George Bush à la loi sur les droits civiques de 1990. Cette loi, d'inspiration démocrate, avait facilité l'obtention de dommages et intérêts pour les minorités, dont les femmes, s'estimant victimes de discrimination sur le marché du travail. (AFP)



epoca
vu de dessus
taille réelle

- Qu'est-ce que c'est que ça?

- Le design, on a tendance à croire que c'est des fauteuils italiens très chers et très tarabiscotés. C'est faux.

Le design, c'est tout un travail sur l'objet, qui a pour mission de mettre sa forme, toute sa forme, au service de sa fonction.

Que plus rien ne soit gênant ou inutile;

que tout soit fonctionnel, intelligent, ergonomique;

que toutes les lignes soient pures, douces, presque vivantes...

Jamais sans doute un appareil photo n'est allé aussi loin dans le design. Car c'est un appareil photo, figure-toi.

Et sa très évidente avance sur le plan de l'esthétique se retrouve largement sur le plan technologique.

Ecoute plutôt...

Canon Epoca. Appareil
compact révolutionnaire.
Né en 1990. Pour découvrir
la liste complète des innovations
du Canon Epoca, consultez.



au plus vite le revendeur
Canon le plus proche. Quelles
que soient vos connaissances en
photographie, vous ne risquez
aucunement d'être déçu.

Canon

v o i r e t é m o u v o i r

OCÉANIE

NOUVELLE-ZÉLANDE : après six années de gouvernement travailliste

Le triomphe électoral des conservateurs de M. Jim Bolger

Le Parti national a remporté, samedi 27 octobre, les élections législatives en Nouvelle-Zélande avec la plus forte majorité - 39 sièges - jamais enregistrée dans l'histoire du pays. Il recueille 68 sièges (48,7 % des voix) contre 28 (34,5 %) au Parti travailliste, et un seul (5,2 %) au Nouveau Parti travailliste, issu d'une scission du Labour. Les écologistes, avec 6,7 %, n'enlèvent aucun siège.

Résumant plus que tout l'ampleur de la défaite travailliste, un tiers des ministres sortants n'ont pas été réélus. La presse a trouvé des accents communs pour décrire le « triomphe » des conservateurs et le « cauchemar » du Labour. Le chef du Parti national, M. Jim Bolger, âgé de cinquante-cinq ans, devient premier ministre, remplaçant M. Mike Moore.

Un catholique pragmatiste

WELLINGTON
de notre envoyé spécial

Il n'y a guère qu'une poignée d'illuminés pour s'alarmer qu'un pays majoritairement protestant soit dirigé par un premier ministre catholique. Ce trait coïncide avec un mur de Wellington, qui laisse sournoisement entendre que M. Bolger vendrait l'âme de la Nouvelle-Zélande aux « papistes » du Vatican - puissance étrangère - n'arrachait que quelques sièges à la sortie des bureaux de vote.

De la foi de leur nouveau héros, les Néo-Zélandais retiennent surtout qu'elle est chrétienne et ombrageuse. Les propos de cet ancien administrateur d'église, fermier, père de neuf enfants, hostile à l'avortement et apôtre d'une « société décente », vont droit au cœur du pays profond.

Tout comme le Jim Bolger « séculaire », annonçant des renforts de police, comble d'aise les banlieusards effrayés par la recrudescence de la délinquance. Bousculés par six années d'audace travailliste, la Nouvelle-Zélande se cherche un nouveau guide. Elle aura un patriarcat.

C'est le nouvel homme fort de Wellington est un conservateur bon teint, pur produit du Parti national. Né en 1935 dans la province de Taranaki, de parents irlandais fraîchement immigrés, il fait ses premières armes dans les organisations agricoles avant d'en-

trer au Parlement en 1972. Sir Robert Muldoon, entre 1975 et 1985, lui confie tout naturellement l'agriculture et les pêches, puis le ministère du travail, où il s'illustre en abolissant le syndicalisme obligatoire.

Ses plus farouches détracteurs le présentent comme bonru et colérique. Parmi les légendes courantes dans la « Ruche », le Parlement de Wellington, l'histoire - vraie - le décrivant lançant son style en direction d'un orateur du Labour, qui s'interrogeait publiquement sur son quotient intellectuel, est la plus fameuse. Mais les chroniqueurs plus nuancés le dépeignent plus maladroite qu'irascible. Au cours de la campagne, il a dû s'excuser plusieurs fois pour avoir accusé le chef des syndicats de fournir des informations à Moscou. Comme au bon vieux temps de la guerre froide.

Antinucléaire de fraîche date

On raconte aussi que M. Bolger aime savoir d'où le vent souffle. Durant les multiples complots qui ont précédé sa conquête de la direction du Parti national en 1986, il lui arrivait de conspirer, puis de désertir au dernier moment le carré des conjurés. Mais ce sont les Américains qui firent les frais de sa pirouette la plus spectaculaire.

En mars dernier, il annonçait en

effet qu'il ne remettrait finalement pas en cause la législation adoptée par le Labour interdisant l'escalade de navires nucléaires dans les ports néo-zélandais, politique qu'il avait jusqu'à présent combattue en qualifiant l'ancien premier ministre, M. David Lange, de « Neville Chamberlain du Pacifique ». Il est vrai que les sondages indiquaient que les Néo-Zélandais soutenaient à 80 % une telle fermeté antinucléaire.

Au fond, M. Bolger n'est pas doctrinaire pour un sou tant que ni l'ordre ni la vertu ne sont offensés. En dehors du terrain syndical, où le climat s'annonce orageux, il devrait faire preuve de pragmatisme. Plébiscité par un électoral plutôt hostile aux revendications fondées des Maoris, il n'est pas le bonfleur prêt à risquer d'enflammer les tensions raciales.

Antinucléaire de fraîche date, il reste un adversaire déclaré de toute dérive isolationniste et cherchera à se rapprocher de Washington. Ancien chef de l'opposition dénonçant le laxisme de M. Lange dans l'affaire du Rainbow Warrior, il est aujourd'hui un champion de la réconciliation avec Paris. En ce qui concerne le Vatican, enfin, il n'est pas dit que sa religion soit vraiment faite...

FRÉDÉRIC BOBIN

EUROPE

URSS

Le gouvernement soviétique envoie des troupes en Moldavie

La situation reste très tendue dans le sud de la République de Moldavie où des renforts de troupes ont été envoyés sur place par le Kremlin à la suite de l'instauration de l'état d'urgence vendredi 26 octobre.

La crise a éclaté lorsque les quelque 150 000 Gagauzes, une minorité d'origine turque mais de religion orthodoxe, qui ont proclamé leur propre République en août, ont franchi un nouveau pas la semaine dernière en organisant des élections au Parlement local.

Selon l'agence Tass, rapportant des informations en provenance de Kichinev, la capitale de la Moldavie, des négociations ont débuté pour tenter d'apaiser la tension. Le président, M. Mircea Snegur, a assuré que les groupes de « volontaires » moldaves qui se sont rassemblés le long de la frontière bordant la région gagauze seront retirés.

Une commission mixte a été mise sur pied par le Parlement moldave et le comité gouvernemental gagauze pour faciliter ce

retrait de la région de Komrat. Ces « volontaires », dont certains sont armés, ont juré de venir à bout de la tentative de sécession gagauze. Selon le Front populaire, 30 000 Moldaves se trouvaient dimanche en fin de journée autour du territoire gagauze.

« Maintenant que nous avons réussi à nous proclamer République unifiée, les Gagauzes ne vont pas la faire éclater », disaient les manifestants qui souhaitent que tout cela se termine pacifiquement.

Appel au calme

Le premier ministre moldave, M. Mircea Snegur, a lancé un appel au calme, affirmant néanmoins sa volonté de « mettre fin à cette tentative des séparatistes de diviser la République ».

Le général Iouri Chataline, qui commande les troupes appelées en renfort par les autorités moldaves a déclaré : « Les choses ont l'air très dangereuses. Je crains qu'à tout moment n'éclatent des combats qui feraient des victimes. » - (Reuter, AFP, AP)

Le Roukh pour l'indépendance de l'Ukraine. - Le mouvement nationaliste ukrainien Roukh s'est fixé comme objectif, lors de son deuxième congrès à Kiev qui s'est terminé dimanche 28 octobre, l'indépendance de l'Ukraine. Changeant son nom initial de « mouvement de l'Ukraine pour la perestroïka » en « mouvement populaire d'Ukraine », il a inscrit dans

son programme le « rétablissement par des moyens non violents de l'indépendance de l'Ukraine et la mise en place d'une société démocratique et humaine ». Le poète Ivan Dratch a été reconduit au poste de président pour un an, tandis que M. Mikhaïl Goryne devenait premier vice-président du mouvement et responsable de son conseil politique. - (AFP)

ESPAGNE : les élections au Pays basque

Les nationalistes récupèrent le terrain perdu en 1986

Le PNV (Parti nationaliste basque) est comme prévu le grand vainqueur des élections régionales qui ont eu lieu, dimanche 28 octobre, au Pays basque (le Monde du 26 octobre). Par rapport à la consultation de novembre 1986, il passe de 17 à 22 sièges (sur un total de 75), et de 23,7 % à 28,5 % des suffrages exprimés.

MADRID

de notre correspondant

Le PNV arrive en tête non seulement dans son fief traditionnel de Biscaye, mais également en Alava, habituellement le moins nationaliste des trois provinces basques, tandis qu'il est en deuxième position au Guipuzcoa. Le taux d'abstention a été de 39 %, soit 8 % de plus qu'il y a quatre ans.

Légère poussée d'Herri Batasuna

Le PNV récupère ainsi le terrain qu'il avait perdu en 1986 lorsqu'il avait souffert de la scission d'une nouvelle formation nationaliste plus radicale, Euzko Alkartasuna. Il avait alors été obligé de former, pour la première fois, un gouvernement de coalition avec les socialistes. Ces derniers font les frais de cette alliance, puisqu'ils perdent trois sièges passant de 19 à 16 (de 22 % à 19,9 % des voix).

Ce recul semble lié à la forte poussée du Parti populaire (PP, conservateur), qui passe de 2 à 6 sièges (de 4,9 % à 8,2 % des suffrages), résultat auquel il convient d'ajouter les 3 sièges obtenus par la formation Unité d'Alava, un nouveau parti de droite qui s'est séparé du PP l'an dernier.

Tout porte à croire que les électeurs conservateurs qui avaient apporté en 1986 leurs voix aux socialistes dans l'espoir de voir ces derniers faire obstacle aux nationalistes sont revenus cette fois à leur formation traditionnelle. Le PP a

aussi profité de la débâcle du CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien président du gouvernement, M. Adolfo Suarez, qui a perdu ses 2 sièges.

Le succès du PNV a porté préjudice aux autres formations nationalistes. Euzko Alkartasuna passe ainsi de 13 à 9 sièges, (de 15,9 % à 11,4 % des suffrages) et Euzkadiko Ezkerra recule également, de 9 à 6 sièges (de 10,9 % à 7,8 % des voix).

Seule la coalition radicale Herri Batasuna, formation proche de l'ETA militaire, enregistre une légère poussée : elle passe de 17,5 % à 18,4 % des suffrages et conserve ses 13 députés. Herri Batasuna est aujourd'hui la première force politique au Guipuzcoa.

Les résultats du scrutin vont entraîner une reconduction du gouvernement de coalition en place depuis 1986. Le lendakari (président du gouvernement basque) sortant, M. José Antonio Ardanza, va vraisemblablement retrouver ses fonctions.

Th. M.

« Lire également en page 26 l'article de Thierry Mallinck. » « L'embellie de l'économie basque. »

Arrestation du chef présumé des GRAPO. - La police a arrêté, vendredi 26 octobre, à Madrid, Fernando Silva Sando, chef présumé des Groupes de résistance antifasciste du 1^{er} octobre (GRAPO) ainsi que quatre autres membres de cette organisation qui préparaient l'enlèvement d'un homme d'affaires dont l'identité n'a pas été révélée. Après plusieurs années d'inactivité, les GRAPO ont commis une nouvelle série d'attentats ces derniers mois. Une quarantaine de membres du groupe incarcérés poursuivent en ce moment une grève de la faim pour obtenir le regroupement de 80 détenus des Grape dans une même prison. - (AFP)



Elections confuses en Géorgie

Les premières élections pluripartites tenues depuis 1920 se sont déroulées dimanche 28 octobre en Géorgie, opposant au Parti communiste une myriade de partis indépendantistes, qui risquent de souffrir de leurs divisions.

Quelque 140 partis indépendantistes se sont en effet créés ces derniers mois dans cette république du Caucase, peuplée de 5,5 millions d'habitants, dont 70 % de Géorgiens et 30 % de Russes ; 1 900 candidats s'affrontaient pour 250 sièges à pourvoir, représentant une trentaine de partis, portant parfois des étiquettes très voisines et regroupés en onze coalitions.

Plusieurs incidents se sont produits durant la campagne. Le dirigeant nationaliste Zviad Gamsakhourdia, cinquante et un ans, président de la « Table ronde Géorgie libre », que les premiers résultats partiels donnent majoritaire dans la plupart des circonscriptions, a fait l'objet de deux tentatives d'attentat, et le chef de son escorte a été tué il y a deux semaines. Le domicile de Valerian Akvadze, dirigeant d'un autre groupe indépendantiste, a été criblé de balles. Enfin, Goula Tchakouria, président du Parti national-démocrate, a été blessé par balles, vendredi 26 octobre, par des inconnus. - (AFP, UPI)

Création du premier syndicat indépendant de mineurs. - Des représentants de mineurs des houillères de l'ensemble de l'URSS ont décidé de fonder le premier syndicat indépendant de l'Union, ont rapporté, samedi 27 octobre, les médias soviétiques. Les délégués des mineurs ont également menacé de lancer une campagne de désobéissance civile en décembre. - (Reuter)

HONGRIE

Fin du blocus routier

BUDAPEST

de notre correspondant

Le gouvernement ayant accepté de limiter la hausse du prix de l'essence qui passera de 37,5 forints à 50 forints le litre au lieu des 62 forints prévus initialement, les chauffeurs de taxi et les transporteurs routiers ont décidé, dimanche 28 octobre, de lever le blocus routier qui paralysait totalement le pays depuis jeudi.

Le pire a ainsi pu être évité puisque ce mouvement paraissait en train de se transformer en une proposition nationale, provoquant de graves incidents dans tout le pays. Dimanche après-midi, le Forum démocratique (le parti le plus puissant représenté au gouvernement) avait mobilisé ses militants, et plus de vingt mille personnes ont manifesté face aux barrières des transporteurs en brandissant des banderoles : « Antiall, restez ! »

Vers 23 h 30, M. József Antall, premier ministre, est apparu à la télévision, répondant à une longue interview de son lit d'hôpital (il a subi une intervention chirurgicale, il y a quatre jours). Il a notamment déclaré qu'il n'y avait ni vainqueur ni vaincu dans ce conflit.

LASZLO USZKAI

CAMBODGE
POL POT = HUN SEN = COMMUNISME

Les Cambodgiens non-communistes qui sont opposés aussi bien à Pol Pot qu'à Hun Sen et qui représentent la majorité de la population, remercient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pour avoir élaboré un plan de paix juste. Ils souhaitent que le prince Norodom Sihanouk soit porté à la présidence du conseil national suprême. Ils dénoncent la duplicité de Hun Sen destinée à faire croire que les négociations tiennent sur un problème de partage de pouvoirs entre factions khmères, alors que le vrai problème est celui de l'autodétermination du peuple khmer au moyen d'élections libres dont on veut empêcher la tenue.

A l'instigation de Hanol Phnom-Penh cherche à gagner du temps et à saboter le plan de l'ONU, et ce afin de maintenir un statu quo injuste et dangereux et de perpétuer la malheureuse communique vietnamienne sur le Cambodge.

Résistance cambodgienne non-communiste
8, rue Tiphaine, 75015 Paris

ASIE

PAKISTAN

M^{re} Bhutto a subi un nouvel échec

M^{re} Benazir Bhutto a perdu son dernier bastion, le Sind, samedi 27 octobre lors des élections provinciales, et son sort immédiat dépend désormais du bon vouloir de ses adversaires.

Dans la province du Sind, dont M^{re} Benazir Bhutto est originaire, sa formation, le Parti populaire pakistanais (PPP), n'a obtenu que 47 % des sièges en jeu. Sur le reste des sièges, trente-quatre sont revenus à ses grands rivaux, le mouvement national islamique (INA), et dix-huit à des candidats indépendants, qui, pour la plupart, votent contre le PPP.

L'IDA a bénéficié d'un raz-de-marée dans la province du Pendjab et, dans la province de la North West Frontier, elle sera le groupe le plus important à l'assemblée provinciale, devant l'un de ses alliés.

Le président Bush a rencontré les dirigeants de onze États du Pacifique sud

Le président Bush a réuni, samedi 27 octobre, à Hawaii, les chefs d'Etat et de gouvernement des États insulaires membres du Forum du Pacifique sud. Onze d'entre eux étaient présents ou avaient envoyé des représentants. Parmi les sujets abordés, figuraient l'impact de la crise du Golfe sur les fragiles économies insulaires, les problèmes climatiques liés à l'effet de serre - la hausse du niveau de la mer risquant de submerger plusieurs micro-Etats - le refus américain d'accepter toutes les dispositions du traité de non-prolifération nucléaire dans le Pacifique et la question du stockage et de la destruction des armes chimiques sur l'atoll Johnston, situé à 1 130 kilomètres au sud-ouest de Hawaii. Malgré l'inquiétude manifestée par le Forum, les États-Unis ont évacué les armes chimiques stockées en RFA vers l'atoll où ils ont commencé à les incinérer en juillet dernier. - (UPI, AFP)

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTES : membres d'un groupe d'intégristes musulmans

Les assassins présumés du président du Parlement ont été arrêtés

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministère égyptien de l'Intérieur a annoncé l'arrestation, samedi 27 octobre, des assassins présumés du président du Parlement, Rafat El Mahgoub. Il s'agit de membres de l'organisation extrémiste musulmane Al Jihad, responsable de l'assassinat du président Sadate en octobre 1981.

Les premières arrestations ont eu lieu samedi à l'aube, quand la police a attaqué un des repaires de l'organisation, dans un quartier populaire, près des pyramides, au Caire. Cinq personnes ont été arrêtées après un échange de coups de feu avec les hommes de « corps anti-terroristes », une formation policière créée après l'attentat contre M. Mahgoub.

Parmi ces militants islamistes figure M. Safwat Abdel Ghani, chef du groupe qui aurait assassiné M. Mahgoub. Ce dernier était l'un des deux cent quatre-vingt-dix-neuf intégristes accusés de l'assassinat de plus de soixante policiers à Assiout (Haute-Egypte) en octobre 1981. Plus récemment, il avait été accusé d'avoir participé à l'attentat contre l'ancien ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, en décembre 1989.

M. Abdel Ghani, qui avait été arrêté, avait réussi à s'enfuir. Durant la journée, les policiers ont tendu une embuscade à trois autres des assassins présumés devant l'université du Caire.

Selon le ministère de l'Intérieur, un des suspects a tiré sur les forces de l'ordre qui tentaient de l'arrêter, « ce qui a obligé les services de sécurité à répliquer ». Résultat : deux des suspects ont été criblés d'une douzaine de balles chacun et le troisième grièvement blessé. La fusillade a aussi fait quatre blessés et créé la panique parmi les très nombreux passants qui se trouvaient devant l'université.

Selon les services de sécurité, ces maximalistes musulmans auraient avoué avoir planifié et exécuté l'attentat mais s'étaient trompés de cible. C'était le ministre de l'Intérieur qui était visé - il suivait le même itinéraire que le président du Parlement. L'attentat aurait été motivé par l'assassinat le 2 septembre du numéro deux d'Al Jihad, le Dr Alas Mohibidine, les islamistes étant convaincus que « c'est la police qui l'a liquidé ».

Bien que les assassins présumés soient tous égyptiens, les services de sécurité continuent de penser que l'Irak est impliqué d'une manière ou d'une autre.

ALEXANDRE BUCCIANTI

L'archevêque de Paris célébrera le 1^{er} novembre une messe pour le Liban. - Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, célébrera, jeudi 1^{er} novembre dans la cathédrale Notre-Dame-de-Paris, une messe à l'intention du Liban. Cette messe, célébrée « pour les morts et pour les vivants, pour le pardon et pour la paix », aura lieu à 10 heures.

IRAN : réouverture de l'ambassade britannique à Téhéran. - L'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran a été rouverte dimanche 28 octobre, un mois après la reprise officielle des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues en mars 1989 à la suite de la condamnation à mort prononcée par l'imam Khomeiny à l'encontre de Salman Rushdie. Lors d'une cérémonie officielle, le chef de la mission diplomatique, M. John Reddaway, a hissé le drapeau britannique dans l'enceinte de l'ambassade à la place de celui de la Suède, qui avait la charge des intérêts de la Grande-Bretagne en Iran. - (AFP)

Les sociaux-dém
les dépensesQue peut faire la F
en Europe de l'E

Les meilleurs experts vous



480 pages

HACHETTE

سكا من الاموال

Union soviétique pes en Moldavie

Elections confuses en Géorgie

Les élections législatives de dimanche 26 octobre en Géorgie ont été marquées par une confusion totale. Les résultats ont été contestés par les deux camps principaux, les nationalistes et les communistes. Les nationalistes accusent les communistes de fraude, tandis que les communistes accusent les nationalistes de fraude. Les élections ont été annulées et de nouvelles élections ont été prévues pour le 11 novembre.

URSS Gorki redevient Nijni-Novgorod

La population locale et ses députés l'avaient demandé depuis quelque temps déjà, mais c'est officiellement maintenant, grâce à un décret adopté mardi 23 octobre par le présidium du Soviet suprême de l'URSS, la ville et la région de Gorki, sur la Volga, sont redevenues Nijni-Novgorod. C'est dès 1932, donc du vivant de l'écrivain Maxime Gorki (celui-ci ne devait mourir qu'en 1936), que Nijni-Novgorod, célèbre pour ses foires du temps des tsars, avait pris le nom de l'auteur des Bas-Fonds. Le changement est d'importance, puisque Maxime Gorki, malgré le culte dont il faisait l'objet, n'est pas précisément considéré comme une survivance de l'ancien régime. Jusqu'à présent, on s'était contenté de débaptiser les villes typiquement bolcheviques telles que Stalingrad et Molotov (dès les années 60), puis « Brejnev », « Tchernomir », « Oustinov » et autres localités portant les noms de dignitaires de la « stagnation », enfin « Jdanov », près de la mer Noire, en janvier 1989.

ALLEMAGNE : en raison d'une exportation illégale de capitaux L'existence de l'ancien Parti communiste est-allemand est mise en cause

BERLIN
de notre correspondant
Le trésorier et vice-président du Parti du socialisme démocratique (PDS), M. Wolfgang Pohl, qui a reconnu avoir organisé l'exportation illégale de capitaux à l'étranger, a été placé, vendredi 26 octobre, en état d'arrestation à Berlin. A moins de deux mois des législatives du 2 décembre, cette arrestation porte un coup sévère aux héritiers de l'ancien Parti communiste est-allemand (SED). Les agissements de M. Pohl et de ses amis de

l'ancien appareil communiste mettent en cause l'existence même du PDS, dont les dirigeants avaient réussi, jusqu'ici, à convaincre de leur volonté de rupture totale avec le passé. Le président du parti, le jeune avocat Gregor Gysi, dont la popularité a été, tous ces derniers mois, l'un des principaux atouts de sa formation, devait poser samedi la question de confiance devant le comité directeur du PDS.

La confession de M. Pohl - rendue publique par le parti lui-même - met fin à une semaine de spéculations sur l'origine de mystérieux fonds qu'un membre du parti avait

tenté de retirer, la semaine dernière, d'une banque d'Oslo. Alertées par la police norvégienne, les autorités judiciaires berlinoises avaient déclenché aussitôt une vaste opération pour tenter de mettre au jour d'éventuelles exportations frauduleuses de capitaux.

La perquisition spectaculaire qu'elles avaient menée, en pleine nuit, au siège du PDS à Berlin-Est, le vendredi 19 octobre, avait permis de découvrir qu'une somme de 107 millions de deutschmarks avaient été transférée par le PDS sur les comptes, en Allemagne de l'Est, d'une mystérieuse société « Putnik » et, de là, sur des comptes en Norvège et aux Pays-Bas.

C'est en tentant de récupérer 70 millions en liquide à Oslo que le mandant en Allemagne de l'Est de cette société, un certain Karl-Heinz Kaufmann, de Halle, disparu depuis, a fait découvrir le pot aux roses.

TCHÉCOSLOVAQUIE La promulgation de la loi sur la langue slovaque suscite des remous

PRAGUE
Correspondance
Plusieurs dizaines de Slovaques ont entamé une grève de la faim, vendredi 26 octobre, devant le Conseil national slovaque à Bratislava pour protester contre la promulgation de la loi sur la langue slovaque, qu'ils qualifient d'« insuffisante ». Le Conseil national slovaque avait en effet adopté la veille ce texte qui est un compromis entre les propositions de la coalition gouvernementale et celles des nationalistes. Le slovaque sera donc la langue officielle sur le territoire slovaque, mais les régions comportant une population non-slovaque de plus de 20 % pourront bénéficier d'écoles et d'autres services publics assurés dans la langue locale.

Les Hongrois, dans le sud de la Slovaquie, sont la minorité ethnique la plus importante, et 60 000 élèves sur les 500 000 à 600 000 Slovaques de nationalité hongroise reçoivent un enseignement en hongrois. Il existe aussi en Slovaquie des communautés ukrainiennes et polonaises.

Les nationalistes réclament une mesure qui s'appliquerait à la totalité du territoire slovaque. Le slovaque est, comme le tchèque, une langue du groupe slave occidental, et si un Slovaque peut très bien se faire comprendre par un Tchécoslovaque, et inversement, les Slovaques cherchent à se forger une identité culturelle à part entière, et leur langue est au cœur de ces efforts. Le Parti nationaliste, dont le but, on ne le cache pas, est la création d'un État slovaque indépendant, a fait de la question de la langue son cheval de bataille.

Après le vote, jeudi 25 octobre, le président du Parti nationaliste slovaque, M. Vítoslav Moric, a appelé à la grève générale et à une campagne de désobéissance civile. Pour cette raison, il devrait faire l'objet prochainement de poursuites judiciaires.

PETER GREEN
HENRI DE BRESSON

SUEDE : pour remettre l'économie sur les rails Les sociaux-démocrates réduisent les dépenses sociales

STOCKHOLM
de notre correspondante
« Une demi-mesure », « très insuffisante », « inachevée ». C'est ainsi qu'a été accueilli le nouveau plan d'austérité présenté vendredi 26 octobre à Stockholm par le premier ministre suédois, M. Ingvar Carlsson et son ministre des finances, M. Allan Larsson. En début de semaine, ils avaient annoncé des mesures qui allaient « soulever des tempêtes dans l'opinion publique ». Sans doute ont-ils dû en partie reculer, après une

semaine de discussions intenses au sein du groupe parlementaire social-démocrate. 15 milliards de couronnes d'économies dans les dépenses publiques seulement (sur les 25 milliards initialement évoqués) devront stimuler la croissance, restaurer la confiance dans la couronne et empêcher que des industriels inquiets ne soient tentés d'aller s'installer dans l'espace communautaire. En ce qui concerne les rapports avec l'Europe, le gouvernement « souhaite qu'une nouvelle décision du Parle-

ment exprime avec davantage de clarté les ambitions de la Suède de devenir membre de la Communauté européenne ». C'est dit pour la première fois, sans réserve, mais sans date précise.

Dans le climat actuel de crise, qui se traduit par une montée du chômage, une inflation de 11 %, un taux d'intérêt porté à 17 % il y a une semaine, pour stopper l'hémorragie de devises, le gouvernement social-démocrate a dû changer de direction. A onze mois des législatives, le parti au pouvoir n'est plus crédité que de 31 % des intentions de vote (contre environ 45 % habituellement). Pour le gouvernement, l'assainissement de l'économie doit passer par une réduction « nécessaire » des dépenses du secteur public.

Le point le plus important du plan d'austérité concerne le régime très généreux des congés-maladie. Remboursés jusqu'ici à 100 %, ils ne le seront plus, à compter du 1^{er} mars 1991, qu'à 75 % pour les trois premiers jours d'arrêt, 90 % pour la suite. La Sécurité sociale ne couvrira à l'avenir que 80 % du salaire d'un parent restant à la maison pour s'occuper d'un enfant malade. Les crèches et les garderies coûtent cher et souffrent en outre d'un manque chronique de personnel, l'âge scolaire sera avancé de sept ans à six ans. Ces mesures sont en contradiction avec les promesses électorales des sociaux-démocrates, mais « lorsqu'il faut faire des sacrifices, tout le monde doit être traité de la même manière », dit le premier ministre. Le patronat juge insuffisantes les économies réalisées. Des coupes sont également prévues dans les budgets de l'aide aux réfugiés et dans le secteur de la défense.

Les effectifs de l'administration seront d'autre part réduits de 10 % en trois ans. Elle doit, selon le gouvernement, « s'adapter aux changements en cours hors de Suède et à l'intégration internationale » : les télécoms devront être plus rentables ; Vattenfall, l'Agence nationale pour la production électrique, sera transformée en société par actions.

Le premier ministre constate par ailleurs que « le pouvoir de décision du système politique est insuffisant » et il souhaite que la Constitution soit modifiée, notamment pour porter de trois à quatre ans la durée des législatures.

Que peut faire la France en Europe de l'Est ? Les meilleurs experts vous répondent :

L'ANNUEL INTERNATIONAL
90-91
TEXTES INÉDITS
480 pages - relié - 149F
HACHETTE Supérieur
FRANÇOISE NIETO

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE LABORATOIRE ROGER BELLON

BIENVENUE DANS UN MONDE SOLIDE, EN CROISSANCE, INTERNATIONAL

Actionnaires de Laboratoire Roger Bellon, du 25 octobre au 22 novembre, vous avez l'opportunité de :

- valoriser votre capital grâce à une prime à l'échange de 36 %
- 1 action Laboratoire Roger Bellon pour 10 actions Rhône-Poulenc Rorer
- rejoindre un groupe à fort potentiel de croissance, classé n° 1 en France, n° 2 en Europe et parmi les dix premiers groupes pharmaceutiques mondiaux.

Cette offre publique d'échange porte sur 178 036 actions de Laboratoire Roger Bellon, correspondant au capital détenu par le public (23,8 %).

(1) sur la base des cours moyens du dernier mois précédant la suspension de la cotation

(2) Les actions remises en échange n'ont pas fait, et ne feront pas, l'objet d'un enregistrement aux U.S.A. conformément à la réglementation américaine. En conséquence, l'offre ou la vente de ces actions aux U.S.A. ou à des "US persons" est soumise à certaines restrictions mentionnées dans la note d'information visée par la C.O.B.

Cette note d'information est disponible auprès des intermédiaires financiers et de Rhône-Poulenc Rorer Izo - 20 avenue Raymond Aron 92165 Antony cedex (Vise C.O.B. n° 90-439 du 24.10.90)

Rhône-Poulenc Rorer:
Un groupe mondial au service de la santé humaine

- Chiffre d'affaires: 18 milliards de F.
- Croissance du bénéfice par action: +30% par an, sur les 4 ans à venir
- 24 000 personnes; 3 400 chercheurs
- Budget de Recherche: 2,5 milliards de F.
- Présent dans 150 pays
- 8 domaines thérapeutiques majeurs.

Nouveau né, il est déjà parmi les grands

PH RHÔNE-POULENC RORER

DIPLOMATIE

Malgré les réserves britanniques au sommet de Rome

Le Conseil européen a arrêté un calendrier balisant la voie vers l'Union économique et monétaire

Le passage à la deuxième étape du programme devant transformer la Communauté en une Union économique et monétaire (UEM), dotée d'une monnaie unique, l'écu, aura lieu le 1^{er} janvier 1994. Ainsi en ont décidé, dimanche 28 octobre à Rome, onze chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE. Margaret Thatcher, qui aurait voulu éviter qu'une date soit arrêtée, s'est trouvée complètement isolée.

ROME

de notre envoyé spécial

Les conclusions approuvées par le Conseil européen font état de la réserve générale du Royaume-Uni, mais cela n'empêchera pas Londres de participer à la Conférence intergouvernementale (CIG) qui, à partir du 14 décembre prochain, débitera des amendements à apporter au traité de Rome pour mettre l'UEM en place.

Les Onze ont en effet manifesté la double préoccupation d'enlever aux Britanniques les moyens de faire de l'obstruction à un moment où à un autre du processus, mais aussi de leur faciliter la tâche lorsque, changeant d'avis, ils voudront s'y rallier.

Après avoir rappelé les objectifs de l'UEM (notamment une politique monétaire unique, une monnaie unique, une banque centrale unique), les Onze indiquent que le passage à la deuxième étape aura lieu de façon quasi automatique le 1^{er} janvier 1994.

Une deuxième étape plus longue que prévu

Les conditions posées sont de nature objectives et ne devraient pas pouvoir être utilisées pour d'éventuelles manœuvres dilatoires. « Le plus grand nombre possible de pays aura rejoint l'accord de change du SME » (1), précise le document. « C'est une façon de dire qu'ils ne seront pas forcément tous là », a commenté M. François Mitterrand, dont le souci a été d'éviter que, par un artifice quelconque, des prélabes puissent être posés.

Les travaux préparatoires restent muets quant à la durée de la deuxième étape, celle durant laquelle seront mises en place les

nouvelles institutions de l'UEM et, en particulier, la banque centrale européenne. M. Jacques Delors s'était contenté d'indiquer à plusieurs reprises que cette deuxième étape devrait être courte.

Toujours préoccupé d'obtenir un maximum de garanties quant à la bonne fin de l'exercice, M. Mitterrand a fait valoir qu'il pourrait être dangereux de rester ainsi dans le vague. Selon lui, la CIG serait bien inspirée d'indiquer un « délai raisonnable » pour cette deuxième étape — quatre, cinq ou six ans, a précisé le président de la République.

Dans cet esprit, les conclusions adoptées notent qu'au plus tard trois ans après le début de la deuxième phase les Douze feront le point sur le degré de convergence atteint par leurs économies « afin de préparer la décision relative au passage à la troisième phase qui interviendra dans un délai raisonnable ».

En introduisant ce nouvel élément dans le débat, le seul souci du président de la République a été de se prémunir par avance contre d'éventuels atermoiements, a observé M. Elisabeth Guigou, le ministre chargé des affaires européennes. Il reste que « quatre, cinq, six ans » ne correspond pas exactement à cette « étape courte » que M. Delors — il l'a répété dimanche — appelle de ses vœux. Un tel bail, compte-tenu de ce qui a été décidé pour le passage à la deuxième étape, reporte l'UEM, la monnaie unique, dans ses plaines attribuées, aux dernières années du siècle.

M. François Mitterrand avait-il en tête d'autres raisons que le souci invoqué de baliser la route pour éviter le flou ? Un terme précis mais relativement éloigné est rassurant pour ceux des pays membres, notamment du sud de la Communauté, qui souhaitent poursuivre aux objectifs de l'UEM, mais s'interrogent sur la capacité de leurs économies à s'adapter très vite à cette nouvelle donne.

Pour des raisons politiques, la France, comme d'ailleurs la Commission, exclut une UEM à deux vitesses qui serait celle où, par crainte de ne pas tenir la performance, certains Etats membres consentiraient à signer le traité. Pour éviter cet écueil, plutôt leur offrir des délais et, le cas échéant, des dispositions transitoires. Par ailleurs, le passage à la troisième

étape implique des parités irrévocables fixes entre les différentes monnaies, puis une monnaie unique, ce qui exige une très grande confiance des performances économiques. Une période de quatre à six ans pour la deuxième étape serait une perspective pas forcément malvenue, à un moment où la dégradation de la conjoncture en Occident porte à calmer, sinon les ambitions, du moins les moyens de les accomplir.

« Difficultés objectives »

La diversion tentée au début des travaux par M. Thatcher pour amener le Conseil européen à débiter en priorité de l'Uruguay Round, sujet, expliqua-t-elle, concret, plutôt que de l'UEM, projet lointain, échoua. « J'ai estimé que nous ne pouvions pas aborder la substance. Il importe, certes, que la Commission dispose d'un mandat lui donnant suffisamment d'autorité pour négocier, mais on se heurte à des difficultés objectives et il revient aux ministres responsables de les trancher. Ce n'était pas au Conseil européen, qui n'était pas préparé à ce débat, de les débattre de cette mission. Il est vrai, cependant, que si nous arrivons en décembre sans résultat, ce sera un très mauvais démarrage pour la CIG », a commenté M. Andreotti.

Les ministres de l'Agriculture et du Commerce du Royaume-Uni doivent, en principe, reprendre leurs travaux mardi à Luxembourg (la date n'était pas confirmée dimanche soir). M. Mitterrand et ses collaborateurs se sont montrés très fermes sur cette affaire, refusant un débat « biaisé » où les Etats-Unis présenteraient une offre tout à fait imprécise alors qu'ils exigeraient de la Communauté qu'elle s'engage à considérablement limiter sa marge de manœuvre.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) La livre sterling vient de rejoindre le mécanisme de change du Système monétaire européen (SME) mais avec, par dérogation, des marges de change autorisées de part et d'autre de son taux pivot de 6,56 au lieu des 2,25 % qui sont la règle. Dans l'hypothèse où le gouvernement britannique estimait impossible de limiter la variation de la livre à la bande étroite de 2,25 %, il ne pourra pas, pour autant, le moment venu, demander que soit différé le passage à la deuxième étape.

Un consensus s'est dégagé sur la nécessité d'une politique étrangère et de sécurité commune

ROME

de notre envoyé spécial

A propos de la construction de l'Europe politique, comme à propos de l'union monétaire, M. Thatcher s'est désolidarisée à Rome de ses onze partenaires européens, en veillant cependant à ne pas s'exclure du jeu. La Grande-Bretagne participera aux deux conférences intergouvernementales qui seront lancées à Rome en décembre, et c'est à l'intérieur de ces forums, qu'elle ne récuse

aucun point où ils ont des intérêts communs à défendre. Quant à la politique commune de sécurité, même si la déclaration de Rome reste prudente, parlant de sa définition « graduelle » et sans pré-judice des engagements qui lient déjà les Etats, un tabou est désormais définitivement levé qui voulait que les questions de défense et de sécurité échappent aux compétences communautaires. On est, certes, encore très loin d'une position commune, fût-ce à onze, sur ce sujet qui pose implicitement la

oser l'avouer, à une sainte alliance dangereuse.

M. Jacques Delors a souhaité que les travaux préparatoires sur l'union politique soient suffisamment avancés d'ici à la mi-décembre pour que la conférence intergouvernementale sur le sujet dispose à son ouverture d'un véritable mandat, c'est-à-dire de la définition claire de l'objectif recherché.

Une aide d'urgence à l'URSS

Le conseil de Rome a, d'autre part, renvoyé au prochain sommet des Douze, en décembre, trois sujets qui auraient dû figurer à son ordre du jour. S'ils ont décidé de débattre un prêt de 600 millions de dollars en faveur de la Hongrie et de créer une réserve financière pour aider tous les pays d'Europe de l'Est à surmonter la crise pétrolière, les Douze n'ont pu prendre de décision concrète sur l'aide à la réforme économique en URSS, comme ils l'avaient envisagé à Dublin. « Ce n'est pas faute de travail de la part de la Commission, ni d'attention de la part du conseil », a souligné M. Jacques Delors, mais les décisions soviétiques sur les réformes économiques et institutionnelles ne sont pas encore connues de nous. « En revanche, les pays européens se sont déclarés prêts à décider une « action d'urgence » en faveur de l'Union soviétique, à savoir une aide alimentaire qui aiderait la population à supporter les pénuries de l'hiver. C'est dire qu'ils restent conscients de la situation en URSS ».

A également été renvoyée au mois de décembre la décision sur le siège des différentes institutions européennes et en particulier du Parlement, pour laquelle M. Andreotti aurait dû présenter des propositions, lesquelles sont pourtant déjà connues de M. Mitterrand qui les a qualifiées de « judicieuses », en rappelant l'existence française de voir consacré comme définitif, par le prochain conseil européen, le siège de Strasbourg pour toutes les sessions plénières du Parlement.

Enfin, le conseil a renvoyé à de plus amples discussions entre ministres des affaires étrangères la préparation de la « déclaration transatlantique » qui doit définir les relations futures entre la Communauté et les Etats-Unis.

C. T.



pas, qu'elle exprimera son point de vue.

Les travaux préparatoires à la conférence sur l'union politique sont beaucoup moins avancés que sur l'union monétaire, et le sommet de Rome avait essentiellement pour objet de dresser l'inventaire des différents points de vue sur ce que devraient être les futures institutions politiques communautaires. La déclaration finale de ce sommet fait cependant apparaître une idée défendue par la France sur ce sujet. M. Baron Crespo, s'en prenant à la proposition de M. Roland Dumas de réunir régulièrement en congrès des délégations des Parlements nationaux et du Parlement européen, dénonce ainsi la volonté de créer « des organismes pseudo-législatifs hybrides et inopérants », ainsi que les tentatives « de neutraliser le processus d'intégration et de revenir, sans

question de l'avenir de l'OTAN et sur lequel d'ailleurs aucun pays européen ne semble avoir encore fixé sa religion. Mais le débat va pouvoir légitimement s'ouvrir entre les Douze.

Mais, stimulés par l'expérience que constitue depuis trois mois la crise du Golfe, ils veulent se donner les moyens d'une action com-

A Madrid

M. Gorbatchev a obtenu un prêt de 1 500 millions de dollars lié à l'achat de produits espagnols

MADRID

de notre correspondant

M. Mikhaïl Gorbatchev a quitté l'Espagne, dimanche 28 octobre, visiblement satisfait. Il s'est taillé un beau succès dans l'opinion publique espagnole, il est reparti avec une jolie moisson d'accords bilatéraux et le sentiment que le gouvernement espagnol se fera l'interprète des impérieux besoins soviétiques après de l'Occident et de la Communauté, alors que la perestroïka se trouve dans une phase critique.

Outre une déclaration politique conjointe, premier pas vers l'élaboration d'un futur traité entre les deux pays, seize accords ont été signés durant cette visite. Le plus important prévoit la concession à l'URSS d'une ligne de crédits de 1 500 millions de dollars. Les Soviétiques ont finalement dû accepter que ce prêt soit subordonné à l'acquisition de produits espagnols. Ils ont obtenu en revanche qu'il puisse servir à financer non seulement l'achat de biens d'équipement, mais aussi de produits de consommation dont le besoin se fait aujourd'hui cruellement sentir dans leur pays. Un autre accord prévoit que l'Espagne achètera à Moscou, à partir de 1995, entre 2 et 6 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an.

La nécessité que l'Occident aide concrètement la perestroïka, dont le succès intéresse en fin de compte l'avenir tout entier, a d'ailleurs constitué un leitmotiv des interventions publiques de M. Gorbatchev à Madrid. Il l'a notamment souligné lors de la conférence de presse qu'il a donnée, samedi, conjointement avec le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez. « Il y a deux points de vue en Occident à ce sujet, a assuré

M. Gorbatchev. Certains pensent qu'il n'est pas nécessaire de nous concéder des crédits dans l'idée que cela pourrait accélérer le changement. D'autres considèrent au contraire que dès lors que nous avons commencé à passer à l'économie de marché, octroyer des prêts nous permettrait d'accroître notre marge de manœuvre et de rendre le changement moins douloureux pour notre peuple ».

« Nous ne demandons pas l'aumône »

« Il faut se rendre compte, a-t-il averti, que si nous ne recevons aucune aide et si nous pouvons seulement compter sur nos propres forces, cela freinerait en fait les transformations, et nous risquerions d'en revenir finalement à un système autoritaire. Nous ne demandons d'ailleurs pas l'aumône, mais des prêts que nous rembourserons normalement. Notre pays constitue un énorme marché ».

M. Gorbatchev a par ailleurs souligné à plusieurs reprises que « le passage de l'Union soviétique d'un système à un autre intéresse tout le monde du point de vue stratégique ».

En ce qui concerne le conflit du Golfe, M. Gorbatchev a condamné sans équivoque l'annexion du Koweït, mais il n'a pas caché ses réticences face à une aventure militaire. « L'Irak, ce n'est pas seulement l'équipe de Saddam Hussein, c'est aussi une population. Il y a aussi en Irak des femmes et des enfants qui souffriraient des conséquences d'un conflit ».

« Cette crise a lieu dans un moment de grands changements internationaux, alors que le monde s'aligne de la guerre froide, a-t-il ajouté. Nous devons démontrer que nous sommes capables de la résou-

dre par des méthodes politiques, sans en revenir justement aux méthodes de la guerre froide », a assuré M. Gorbatchev à l'issue de la conférence de presse. Les cercles du pouvoir irakien commencent à se rendre compte que la solution du problème ne viendra pas par la force de l'annexion. Une thèse sur laquelle il a insisté durant ses conversations avec M. Gonzalez, affirmant à ce dernier que les effets de l'embargo commencent à faire fléchir les dirigeants de Bagdad.

Dans les milieux diplomatiques espagnols, on affirmait que le ministre soviétique des affaires étrangères s'était montré sensiblement plus dur à l'égard de l'Irak lors de ses conversations privées. M. Chevardnadze a notamment affirmé à ses interlocuteurs de Madrid qu'il « comprenait » le refus de Washington de négocier avec les Irakiens. Il a toutefois insisté sur la nécessité d'agir exclusivement dans le cadre de l'ONU, déclarant que celle-ci se soit jusqu'ici contentée d'enterrer les actions individuelles déjà prises par certains Etats.

M. Gonzalez a affirmé qu'il partageait largement l'analyse de son hôte, tant à propos du Golfe que sur la nécessité de résoudre enfin « d'autres problèmes déjà anciens du Proche-Orient », une allusion évidente à la question palestinienne. L'entente entre les deux hommes a d'ailleurs constitué une véritable constante durant la visite du chef d'Etat soviétique. Comme l'a dit M. Gorbatchev, de manière inattendue et en provoquant la surprise de M. Gonzalez : « Nous sommes finalement tous les deux des représentants des idées socialistes et nous essayons tous les deux d'éliminer les aspects négatifs ».

THIERRY MALINIAR

Les pays du pacte de Varsovie ont levé le dernier obstacle à la signature du traité CFE

Les six pays membres du pacte de Varsovie ont conclu, samedi 27 octobre à Prague, un accord sur la répartition des armements conventionnels au sein du pacte, qui lève le dernier obstacle à la signature du traité CFE (sur les forces conventionnelles en Europe), le 18 novembre à Paris.

Cet accord a été conclu à l'issue de concessions soviétiques de dernière heure sur les chars d'assaut, le dernier point de litige, a indiqué au cours d'une conférence de presse le vice-ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Robert Harencar.

L'URSS a finalement accepté de réduire son arsenal à 13 150 chars au lieu des 13 300 qu'elle exigeait. L'accord conclu à Prague sera signé le 3 novembre à Budapest au niveau des ministres des affaires étrangères. Cette réunion remplacera le sommet du pacte initialement prévu à la même date et reporté à la demande de Moscou après celui de la CSCE (Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe) qui s'ouvre le 19 novembre à Paris. — (AFP)

○ TAIWAN : arrivée à Taipei du maire de Moscou. — Le maire de Moscou, M. Gavril Popov, est arrivé, samedi 27 octobre, à Taipei pour une visite non officielle d'une journée, destinée à renforcer les relations économiques avec Taiwan. M. Popov est le plus haut responsable soviétique à s'être jamais rendu en Chine nationale. — (AFP)

Les principales conclusions

Voici les principales conclusions du conseil européen réuni à Rome concernant l'union européenne :

• Conférence sur l'union politique.

Le conseil européen a confirmé la volonté de transformer progressivement la Communauté en une union européenne en développant sa dimension politique, en renforçant sa capacité d'action et en étendant sa compétence (1) à d'autres secteurs complémentaires de l'intégration économique qui sont essentiels pour la cohésion internationale.

Il est nécessaire que cette évolution s'accompagne d'un développement du rôle du Parlement européen en matière législative (1) et de contrôle sur l'activité de l'union (...). Cette même exigence sera confortée par la définition d'une citoyenneté européenne (1) qui s'ajoutera à celle des Etats membres et par la prise en compte des intérêts particuliers des régions.

Le conseil européen a constaté un consensus sur l'objectif d'une politique étrangère et de sécurité commune (1) pour renforcer l'identité de la Communauté et la cohérence de son action sur la scène internationale.

• Conférence sur l'union économique et monétaire.

Pour onze Etats membres les travaux pour la modification du traité devraient en particulier s'orienter, pour le stade final de l'union économique et monétaire sur les éléments suivants :

— pour l'union économique, un système de marché ouvert qui conjugue la stabilité des prix avec la croissance, l'emploi et la protection de l'environnement ; qui vise à des conditions financières et budgétaires saines et équilibrées et à la cohésion économique et sociale. Dans ce but la capacité d'action des institutions de la Communauté sera renforcée ;

— pour l'union monétaire, la création d'une nouvelle institution, qui sera formée des banques cen-

trales nationales et d'un organe central, et qui exercera la responsabilité entière de la politique monétaire (...). Elle, ainsi que les membres du conseil, seront indépendants de toute instruction. Elle fera rapport aux institutions politiques responsables.

Avec la réalisation de la phase finale de l'union économique et monétaire, les taux de change seront irrévocablement fixés. La Communauté aura une monnaie unique — un écu fort et stable, — expression de son identité et de son unité. La deuxième phase commencera le 1^{er} janvier 1994 (...).

Au début de la deuxième phase, la nouvelle institution de la Communauté sera créée. Ceci permettra notamment de renforcer la coordination des politiques monétaires ; de mettre en place les instruments et les procédures nécessaires à la future conduite d'une politique monétaire unique ; de superviser le développement de l'écu.

Au plus tard dans trois ans à partir de la deuxième phase, la Commission et le conseil de l'institution monétaire feront rapport sur les progrès réalisés en matière de convergence réelle, afin de préparer la décision relative au passage à la troisième phase qui interviendra dans un délai raisonnable.

Le Royaume-Uni n'est pas en mesure d'accepter la formule exposée ci-dessus (...).

• Relations avec l'URSS.

Le conseil européen a entendu le rapport préliminaire de la Commission à la suite des contacts qu'elle a eus avec le gouvernement soviétique, conformément au mandat du conseil européen de Dublin, en vue d'élaborer des propositions sur des crédits à court terme et sur le soutien à apporter à plus long terme aux réformes structurelles.

(1) Sur ces points, la délégation britannique préfère ne pas préjuger le débat qui aura lieu lors de la conférence intergouvernementale.

M. Mauroy inv... toutes les con...

M. Raymond Barre... de voter le projet de go...

Le Monde
NUMERO SPECIALMUTATIONS
A L'EST

132 PAGES - 30F

VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND

سكزا من الامثل

POLITIQUE

Le débat sur la contribution sociale généralisée

M. Mauroy invite M. Marchais à « mesurer toutes les conséquences » du vote du PCF

Le premier secrétaire du PS a répondu, samedi 27 octobre, à la lettre que le secrétaire général du PCF lui avait adressée, vendredi 26 octobre, pour lui faire savoir que, le cas échéant, la direction de son parti n'hésiterait pas à « recommander » aux députés communistes de s'associer à la droite parlementaire pour censurer le projet de contribution sociale généralisée défendu par le gouvernement.

M. Pierre Mauroy écrit notamment à M. Georges Marchais : « Je ne reconnais ni l'esprit ni la lettre du projet de loi soumis au Parlement par le gouvernement de Michel Rocard dans la description que vous faites de la CSG. Loin de menacer la pérennité du système, la nouvelle contribution lui assure au contraire toutes ses chances de développement pour l'avenir. Ce développement passe aujourd'hui par la recherche d'une base de

financement plus équitable correspondant à l'élargissement de la sécurité sociale à toutes les catégories professionnelles, auquel notre gouvernement contribue. [...] La CSG apporterait une justice plus grande, au sein même du salaire, dans la mesure où le projet de loi vise à substituer à des cotisations légèrement dégressives un financement proportionnel que nous souhaitons même légèrement progressif. Allons-nous priver la très grande majorité des salariés, quatorze millions de personnes, d'un avantage dès à présent mesurable ? Et, pour ne prendre qu'un seul exemple, allons-nous refuser à un couple de salariés payés au SMIC une augmentation de pouvoir d'achat de 1 000 francs en 1991 ? [...] Aussi suis-je surpris de certaines de vos analyses qui ne correspondent pas à la réalité. [...]

« Lors des discussions que nous avons tenues ensemble à la veille des élections municipales, conclut M. Mauroy, vous aviez écarté la possibilité de confondre les voix des

parlementaires communistes avec celles de la droite à l'occasion d'une motion de censure. Vous semblez revenir sur ce choix. J' imagine que vous en mesurez toutes les conséquences. »

« L'Humanité » : « Indéfendable »

Commentant oralement la position prise par le secrétaire général du PCF, le premier secrétaire du PS a affirmé, samedi, à Lille : « Ce serait une très grande responsabilité pour le Parti communiste de mêler ses voix à celles de l'opposition pour une motion de censure. Il mesure certainement la gravité de son geste. S'il franchissait ce pas, il commettrait une action qui ne serait pas sans conséquence : on ne peut pas dire que tout va pour le mieux dans le système de protection sociale des Français. Une réforme est nécessaire. La réforme, c'est précisément ce qui caractérise la gauche. »

Le PCF a réagi en jugeant « indéfendable » l'argumentation de

M. Mauroy. L'Humanité du lundi 29 octobre estime, en « une », que le premier secrétaire du PS « assimile à la droite une condamnation qui vient également de la CGT, de FO, de la CGC, des Mutualités de France, de la Confédération syndicale des familles... » Dans l'édition du quotidien du PCF, Jacques Couillard écrit que le premier secrétaire du PS « nie l'évidence » et se livre à « un tour de passe-passe » en présentant comme une mesure de justice sociale un projet « qui consiste à faire payer par les salariés, les retraités et les chômeurs une prime de trente milliards accordée au patronat ».

Le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, écrit, pour sa part, dans l'Humanité Dimanche : « Notre objectif principal n'est pas de renverser le gouvernement. Il est de rejeter la contribution sociale généralisée. »

M. Raymond Barre n'est « pas sûr » de voter le projet du gouvernement

Tout en dénonçant le « conservatisme archaïque » de ceux qui s'opposent à la contribution sociale généralisée (CSG), M. Raymond Barre n'est « pas sûr » de voter ce projet. L'ancien premier ministre attend du gouvernement plusieurs précisions sur cette mesure dont il approuve le principe, car elle est « moderne ». Invité, dimanche 28 octobre, de l'émission de TF1, « 7 sur 7 », le député du Rhône (apparenté UDF) a estimé que la CSG est « une bonne mesure technique, mais il ne faut pas, a-t-il souligné, qu'elle soit dévoyée ».

M. Barre a énuméré trois conditions sur lesquelles il attend que « le gouvernement précise sa position : pas d'augmentation des prélèvements ; équilibre de plans sérieux de réduction des dépenses ; maîtrise des dépenses sociales ; contrôle de l'emploi

des fonds qui sont recueillis. [...] Si trop de zones d'ombre demeurent, si des risques de dérapage apparaissent, a ajouté l'ancien premier ministre, je ne suis pas sûr d'apporter ma voix à la CSG. »

M. Bayron (UDF) pour la censure

Quant à la motion de censure que pourrait déposer l'opposition sur la CSG, M. Barre a indiqué qu'il faut attendre d'avoir « vu le texte » pour se prononcer.

« Si une motion de censure est déposée, je la voterai », a déclaré, pour sa part, M. François Bayron, député UDF des Pyrénées-Atlantiques, qui était, au même moment, l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde ». Le député général de l'UDF a estimé, cependant, qu'il y avait « peu de ris-

que » pour M. Michel Rocard car « il n'y a pas aujourd'hui de majorité automatique pour renverser le gouvernement, même si le PC vote avec l'opposition ».

Cette confiance est également partagée par M. Jean-Pierre Soisson, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle s'est dit « tout à fait serein » au « Forum de RMC-Libération ». « Je ne suis pas très pessimiste », a déclaré M. Soisson, parce que ce serait vraiment une coalition des contraintes extraordinaires qui pousserait M. Marchais à voter avec M. Sturbois contre le gouvernement. Ce n'est pas ça la majorité de renchère que je pays attend. » Le ministre du travail a admis, toutefois, que « peut-être, le gouvernement n'a pas suffisamment expliqué » son projet.

Deux élections municipales partielles

MAYENNE : Saint-Berthevin (2^e tour).
Inscr., 4 554 ; vot., 3 176 ; abst., 30,25 % ; suffr. exp., 3 018. Liste maj. présid. conduite par M. Michel Sorin (PS), 1 627 voix (53,91 %), 23 élus ; liste conduite par M. Clément Trocherie (RPR), 1 391 voix (46,09 %), six élus.

[Après Laval et Mayenne, la quatrième ville du département, Saint-Berthevin, déteuse depuis vingt-cinq ans par la droite, passe à gauche. L'analyse des résultats de premier tour se donnait pourtant pas M. Sorin favori de cette élection, organisée après la démission d'une partie du conseil municipal en désaccord avec le maire sortant, M. Bernard Le Godeais (UDF-PR), élu depuis 1965. En effet, les deux listes de gauche se totalisaient que 43,50 % des voix alors que les deux listes de droite en engrangeaient plus de 56 %. M. Trocherie, candidat RPR, emporté, en outre, le deuxième tour en sa faveur de M. Jean-Jacques Perrin, dauphin de M. Le Godeais, qui emmenait une liste de divers droite, alors que les communistes, écartés d'une liste commune avec le PS, n'avaient donné aucune consigne de vote. Avec une participation presque identique à celle du premier tour, la gauche l'a pourtant emporté nettement.

Les résultats de premier tour avaient été les suivants : inscr., 4 554 ; vot., 3 204 ; abst., 29,64 % ; suffr. exp., 3 106 ; liste maj. présid., 1 212 voix

(39,02 % ; liste RPR, 937 (30,17 % ; liste div. d., 819 (26,37 % ; liste PCF, 138 (4,44 %).

Le 12 mars 1989, avec 4 467 inscrits, 3 328 votants (abst., 25,49 %) et 3 129 suffrages exprimés, la liste de M. La Godeais avait recueilli 1 702 voix (54,39 %) et 23 élus, et la liste de la majorité présidentielle 1 427 voix (45,60 %) et 6 élus.]

CORSE-DU-SUD : Grosseto-Fregene (1^{er} tour).

Inscr., 1 289 ; vot., 1 009 ; abst., 21,72 % ; suffr. exp., 993. M. José Rossi, député UDF-PR, 589 voix (59,31 %), les dix-neuf membres de sa liste sont élus ; M. Jean-Noël Pataccioli, sans étiquette, 307 (30,91 %) ; M. Antoine Boczi, sans étiquette, 97 (9,76 %). Ces deux listes ne comptent aucun élu.

[Cette élection a été organisée après l'assassinat, le 26 septembre, du maire, Charles-Antoine Grosseto, conseiller général. La liste de M. Rossi, député UDF-PR, est entièrement élue dès le premier tour.

En mars 1989, les résultats étaient les suivants : inscr., 1 315, vot. 1 083, abst., 23,72 %, suffr. exp. 970. M. Grosseto l'emporta emporté dès le premier tour, sa liste, élue en totalité, obtenant au moyenne 780 voix, contre 170 à la liste qui lui était opposée.]

Le Monde

NUMERO SPECIAL

MUTATIONS A L'EST

Pologne ■ Hongrie ■ RDA ■ Tchécoslovaquie
Bulgarie ■ Roumanie ■ Albanie

132 PAGES - 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

alternatives
ECONOMIQUESnovembre 90
nouvelle formule

URSS :

en route pour l'implosion

J. DELORS :

« Le discours du libéralisme
économique est inacceptable »

Alternatives Economiques - 12 rue du Chagrier 91000 Evry - Tél. 01 30 97 75

TOM CLANCY
Tempête rouge

Paul Bowles

KIRK DOUGLAS
Le fils du chiffonnier

Le LIVRE de POCHE

Bibliographie générale

KIRK DOUGLAS	Le Fils du chiffonnier
HAN SUYIN	La montagne est jeune (nouvelle édition)
JEAN-FRANÇOIS KAHN	Esquisse d'une philosophie du mensonge
JEAN-DENIS BREDIN	Sieyès, la clé de la Révolution française
MICHAEL KORDA	La Succession Bannerman
PAUL BOWLES	Réveillon à Tanger
CLAUDE COURCHAY	L'Embellie
BERNARD MALAMUD	La Vie multiple de William D.
SERGE DOUBROVSKY	Un amour de soi
NADINE DE ROTHSCHILD	Parlez-moi d'amour
MICHEL POLAC	Le Q.I. ou le roman d'un surdoué
JEAN-MICHEL BEAU	L'Honneur d'un gendarme - Les Irlandais de Vincennes

Bibliographie Romans

JEROME CHARYN	Frog
VARLAM CHALAMOV	Quai de l'Enfer Récits de Kolyma 2

Bibliographie Essais

HELENE VEDRINE	Les Grandes Conceptions de l'imaginaire. De Platon à Sartre et Lacan (inédit)
----------------	---

Bibliographie Policiers/Thrillers

TOM CLANCY	Tempête rouge
JOSEPH HEYWOOD	L'Aigle de Sibérie
AGATHA CHRISTIE	Témoin indésirable
ALFRED HITCHCOCK	Histoires déroutantes

Classiques

DESCARTES	Les Passions de l'âme
-----------	-----------------------

Bibliographie Littéraires Gothiques

CHRETIEN DE TROYES	Le Conte du Graal
--------------------	-------------------

POLITIQUE

Réunis à Lille

Les présidents des communautés urbaines s'inquiètent du sort que leur réserve le projet Joxe

Les présidents et délégués des neuf communautés urbaines de France (1) se sont réunis à Lille, les 26 et 27 octobre, sous la présidence de M. Pierre Mauroy, dans le cadre de leur rencontre annuelle. Cette réunion prenait un relief particulier, quelques semaines avant l'examen par le Parlement du projet de loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République, qui traite notamment de la coopération intercommunale.

LILLE

de notre correspondant

Le projet de loi du ministère de l'Intérieur prévoit la création de communautés de villes et de communautés de communes. Les communautés urbaines, qui se veulent le modèle de référence en matière de coopération intercommunale, ont craint d'être les « oubliées » de ce texte. Par la voix de leurs présidents, de M. Mauroy (Lille) à M. Jacques Chaban-Delmas (Bordeaux), de M. Michel Noir (Lyon) à M. Catherine Trautmann (Strasbourg), elles ont fait part de leurs inquiétudes et de leurs revendications au ministre délégué aux collectivités locales, M. Philippe Marchand.

« Les communautés urbaines constituent la forme la plus élaborée de la coopération intercommunale », conviennent de la nécessité de constituer des agglomérations fortes et

cohérentes pour affronter l'Europe de 1993. M. Mauroy avait lancé cette formule en prenant, voilà un an, la présidence de l'Association des présidents de communauté urbaine. Elle a fait fortune depuis, puisque le maire de Lille a réussi à la faire prendre en compte par ses collègues et surtout par le gouvernement lui-même.

La France est en retard dans ce domaine de la coopération intercommunale par rapport à tous ses partenaires européens, comptant à elle seule autant de communes que les autres membres de la CEE réunis. L'Etat avait imposé, voilà vingt ans, la création de communautés urbaines : quelques-unes s'étaient alors constituées volontairement, mais elles ne sont toujours que neuf au total. Les communes sont jalouses de leurs prérogatives et n'acceptent que difficilement de les abdiquer, fût-ce partiellement, même au nom de la cohérence de l'aménagement des agglomérations.

Le gouvernement a choisi de proposer des formules de coopération plus souples et moins contraignantes que celle de la communauté urbaine, qui n'est d'ailleurs reprise dans le projet de loi de M. Pierre Joxe que de façon quasi subsidiaire, ce qui n'est évidemment pas du goût des communautés urbaines existantes. Elles aimeraient, en effet, bénéficier de ce qui pourrait être une « clause de la forme de coopération la plus favorisée ». A tout le moins, elles ne veulent pas être moins bien traitées que les communautés de villes.

A défaut d'obtenir satisfaction, le risque est que nous soyons encore,

dans dix ou vingt ans, les glorieux témoins de « la forme de la coopération intercommunale la plus élaborée », mais si on a encore raison à neuf en 2010, ce n'est pas une raison qui triomphe », commente M. André Billardon, président de la communauté urbaine du Creusot-Montceau-Mines, qui succède, pour l'année de l'association et qui, à ce titre, sera notamment chargé de traduire sur le terrain législatif les revendications des communautés urbaines.

M. Marchand a déjà laissé entendre que le gouvernement pourrait leur donner satisfaction sur certains points (procédures de création ou d'extension, règles de transfert de compétences), mais il s'est montré plus réservé sur des questions essentielles, comme la reconnaissance de la compétence économique ou le fonds de compensation de la TVA.

Au-delà de l'examen du projet de loi, les présidents et délégués des communautés urbaines ont posé le problème du financement des grandes infrastructures routières ou de transport d'agglomération. Ils feront prochainement des propositions concrètes au gouvernement, parmi lesquelles pourrait bien figurer l'instauration de péages ou de prélèvements sur les péages autoroutiers, comme M. Noir en a fait la proposition.

JEAN-RENÉ LORE

(1) Bordeaux, Brest, Cherbourg, Le Creusot-Montceau-Mines, Dunkerque, Lille, Lyon, Le Mans, Strasbourg.

Un nouvel embarras pour M. Chaban-Delmas

La chambre régionale des comptes relève des « errements » dans la gestion de la communauté urbaine de Bordeaux

Non-application des règles des marchés publics dans la construction de parkings, niveau élevé de l'endettement et des crédits d'emprunt : telles sont quelques-unes des observations que la chambre régionale des comptes formule à l'encontre de la gestion de la communauté urbaine de Bordeaux sur la période 1983-1986.

BORDEAUX

de notre correspondante

Composée de vingt-sept communes, la communauté urbaine de Bordeaux était, à l'époque des faits analysés par la chambre régionale des comptes, présidée par M. Jacques Chaban-Delmas, à la tête d'un exécutif de droite. Depuis 1989, le maire de Bordeaux continue à présider la CUB, mais dans le cadre d'un accord de gestion avec le Parti socialiste.

A lire les observations de la chambre des comptes, les parkings de la communauté urbaine recourent de curieuses zones d'ombre. La CUB fait gérer ses parcs de stationnement par une société d'économie mixte, Bordeaux Parcs Autos-BPA. Les magistrats de la chambre des comptes n'ont pu accéder à « aucun document disponible », leur permettant « une analyse comparative des coûts de construction des parcs de stationnement », et, donc, « une évaluation de la politique menée ». Sur tout, les magistrats notent que les opérations réalisées par Bordeaux Parcs Autos « ont été menées sans que soient appliquées les règles des marchés publics, sans que les marchés soient transmis aux comités de légalité, et alors que certains documents nécessaires à leur vérification étaient absents. De tels errements, souligne la chambre des comptes, sont de nature à mettre en cause la régularité de l'ensemble des opérations concernées ».

Une situation « fragile »

La CUB a, jusqu'ici, consenti des efforts très importants pour le stationnement. Des efforts hors norme, si l'on en croit une étude réalisée en 1989 par la SOFRETU. Cette filiale de la RATP notait que la communauté urbaine avait consacré « 84,3 % de ses ressources » à l'automobile. En tout cas, entre 1983 et 1986, la CUB n'a pas ménagé ses efforts de bâtisseur souterrain. Elle a donné mandat à Bordeaux Parcs Autos de construire quatre parkings en sous-sol et d'en racheter ou

reprenant en gestion deux autres. La SOFRETU, filiale pour le Sud-Ouest de la SAE, et la société Quillery furent notamment choisies pour exécuter les travaux.

Les observations de la chambre des comptes ne soulèvent pas la moindre contestation de la part de Jacques Chaban-Delmas, déjà embarrassé par les aspects financiers de la crise du club de football des Girondins de Bordeaux. « Il est exact, répond-il par écrit au magistrat, que les procédures propres aux marchés publics, qu'il s'agisse d'ingénierie ou de travaux, n'ont pas été suivies scrupuleusement ».

De la même façon, le président de la communauté urbaine reconnaît que « la situation financière de la CUB reste fragile ». La chambre des comptes attire, en effet,

son attention sur « le niveau de la fiscalité » qui « reste élevé » et « le poids de la dette, exceptionnellement lourd ». Dans ces conditions, poursuivent les magistrats, « l'introduction d'un projet lourd tel que celui du métro, dont l'impact, en termes d'annuités, devrait se manifester de manière significative à partir de 1991-1992, suppose des choix fondamentaux en ce qui concerne les autres projets et la recherche de ressources nouvelles ».

Les observations de la chambre régionale des comptes doivent être soumises, lundi 29 octobre, au Conseil de la communauté urbaine bordelaise, réuni en séance plénière.

GINETTE DE MATHA

Une réunion du club République moderne

M. Chevènement fait observer à M. Rocard que le « capitalisme » est encore loin d'être « tempéré »

Le club République moderne, que préside M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a organisé, samedi 27 octobre, un colloque sur « l'état de la France » auquel ont participé des membres de l'opposition, MM. Pierre-André Wiltzer, député (UDF) de l'Essonne, et Jean-Louis Bourlanges, député (démocrate-chrétien) européen. M. Philippe Séguin, retenu « contre son gré » par l'assemblée des Clubs 89, a envoyé un message. M. Chevènement a conclu les débats en mettant en question, notamment, la notion de « capitalisme tempéré » avancée par M. Michel Rocard le 20 septembre à Joux-lès-Tours.

M. Bourlanges, ironisant sur le « mélange de désolation nostalgique et de volontarisme utopique » qui caractérisait la réunion des amis de M. Chevènement, s'est amusé à relever, dans les interventions de ces derniers, la fréquence des mots commençant par re - retrouver le sens du service public, reconstituer la puissance de l'Etat, refonder la conscience nationale... - généralement précédés d'un impératif « il faut... ». Nombre de propos entendus au cours de ce colloque, non seulement de la part des proches du ministre de la défense, mais aussi de leurs invités, dessinaient, en effet, un bilan négatif et désabusé de la décennie, au point que M. Maurice Benassay, député ministériel aux rapatriés, a cru pouvoir résumer ainsi la situation qu'ils décrivaient : « Il est temps que la gauche revienne au pouvoir ! ».

M. Benassay, fabiusien, se référait plus particulièrement à l'analyse que venait de présenter M. Dominique Strauss-Kahn, jospiniste, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, pour qui, « la France » avait fait « le choix politique d'accepter le chômage », il n'y a pas lieu de s'étonner des « explosions sociales » auxquelles on assiste, comme à Vaulx-en-Yvelines. Pour M. Strauss-Kahn, l'« échec » est « patent » sur « l'école, l'immigration, la protection sociale », et la gauche est « à bout de souffle », « au creux de la vague », tandis que, loin que les idéologies soient mortes, l'une d'entre elles, la libérale, exerce « une domination absolue », à la faveur d'une phase de « déréliction » résultant du fait que « les formes de régulation anciennes ne sont plus adaptées ».

Ce débat sur la « question sociale » avait été introduit par M. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, maire de Mulhouse, qui s'était demandé si la gauche, arrivée au pouvoir en 1981, avait été contrainte de faire une politique bien éloignée de celle qu'elle proposait, ne devait pas être considérée comme une « génération sacrifiée ». « Le risque existe », a observé

M. Strauss-Kahn. M. Benassay s'est voulu plus positif, à sa façon, en invitant ses camarades à reconnaître les défauts de leur action, par exemple en admettant que « le vote des immigrés a été inventé pour [se] dispenser de penser le problème de l'intégration » ou en interrogeant sur les « nouvelles féodalités » nées de la décentralisation, dont une des conséquences, la dévolution des permis de construire aux maires, a produit, selon lui, « deux résultats essentiels : la concussion et la prévarication ».

M. Séguin : le « triomphe posthume de de Gaulle »

Le débat sur la question politique, introduit par M. Michel Suchod, député de la Dordogne, a donné l'occasion à M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur, d'évoquer, lui aussi, un jugement sévère sur la « dégradation » de la « vertu collective » des Français. « Nous sommes en train de glisser dans une sorte de fripouillerie générale, régionale et nationale », a-t-il affirmé. M. Jobert a été, avec M. Bourlanges et, à travers un long message, M. Séguin, de ceux qui ont opposé à la désespérance actuelle le souvenir du gaullisme. Celui-ci a dû son succès en 1958, selon M. Bourlanges, au fait qu'il restaurait la « souveraineté du peuple », la « clarté des choix » et un « pouvoir efficace », alors que « le pouvoir, aujourd'hui, est fondamentalement impuissant ».

Le député européen a cité quatre domaines où cette impuissance, selon lui, apparaît au grand jour : la sécurité, l'immigration, la fiscalité et la solidarité. Pour M. Séguin, les politiques sont « solidement responsables devant le pays » d'une « non-ingérence dans les affaires intérieures de la France ». « Le triomphe posthume de de Gaulle, selon le maire d'Epinal, ne s'explique pas autrement : dans l'imagerie populaire, il est celui qui a osé, alors que nous n'osons

plus [...] Peu à peu, la République entre dans un régime de pilotage automatique. » Refusant un « paradis consensuel paré de mauvaises intentions politiques », M. Séguin a souligné qu'« il ne peut y avoir de République moderne sans choix politiques », que ceux-ci aient pour effet de « diviser » ou de « rassembler » peu importe.

M. Chevènement, dans sa conclusion, a rejeté, lui aussi, une « conception chafouine de l'ouverture, celle du gouvernement au centre, chère à M. Valéry Giscard d'Estaing », lui opposant une « conception ambiguë, qui consiste à partir des défis qui nous sont posés, en invitant qui conque le souhaite à les relever avec nous ». Il a, surtout, réservé ses flèches à l'« européisme », répondant aux trinités de M. Jacques Delors sur la « limite » de sa légitimité (le Monde du 26 octobre) en affirmant que « la CEE n'est pas chargée de tout » et que « la Commission ne peut être le faux exécutif européen ». « L'Europe, aujourd'hui », a expliqué le ministre de la défense, « est à redéfinir, au moins à trois titres : d'une part quant à son contenu politique, d'autre part quant à la délégation des pouvoirs consentie aux institutions communautaires, enfin quant à sa dimension géographique ».

M. Rocard avait parlé, au « séminaire » socialiste de Joux-lès-Tours, du « capitalisme tempéré », auquel le PS s'était, selon lui, résigné. M. Chevènement a pris le premier ministre au mot. Enumérant les maux actuels, du nombre des chômeurs à la crise de l'agriculture, de la spéculation sur les prix du pétrole à l'ingérence des patrimoines, il a demandé : « Est-ce là le capitalisme tempéré ? » M. Rocard - et le gouvernement avec lui - a encore du pain sur la planche.

PATRICK JARREAU

Après la fin de la grève des employés municipaux Clichy-sous-Bois vit dans l'attente de nouvelles élections

Après la grève des employés municipaux de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui a pris fin lundi 22 octobre, l'hypothèse d'une dissolution du conseil municipal, demandée au ministre de l'Intérieur par le préfet de Seine-Saint-Denis le 12 octobre, est envisagée par les élus, dont M. Christian Chapuis, le maire communiste de la ville. Fort de 30 % de voix aux dernières élections de mars 1989, le candidat du Front national a, dans cette hypothèse, toutes les raisons de se montrer optimiste.

Commotionnée, Clichy-sous-Bois se relève à peine de la paralysie municipale qui a privé de cantine et de crèche, pendant dix-neuf jours, l'ensemble de ses habitants. « Nous voulons nos salaires », « Chapuis, démission, usurpateur » : mercredi 24 octobre, ces slogans, placardés sur les colonnes du péron de l'hôtel de ville, donnaient encore une idée du bras-de-fer qui avait opposé, pendant plus de deux semaines, le personnel municipal à M. Chapuis.

« Plus une goutte d'essence »

Dernière tribulation dans le feuilleton tragi-comique qui se déroule depuis près de sept mois à Clichy-sous-Bois (le Monde du 10 octobre), l'absence de majorité au conseil municipal risquait de coûter aux quelque quatre cents agents de la commune leur salaire de novembre et décembre, cette dépense n'ayant pas été inscrite au budget préparé par l'ancien maire, communiste, M. André Déchamps. Saisie par M. Chapuis, via le préfet, la chambre régionale des comptes a finalement ordonné, le 18 octobre, un transfert de ressources budgétaires permettant d'assurer ce paiement. Les agents municipaux ont obtenu aussi, le 19 octobre, l'indemnisation d'une partie des jours de grève et l'engagement qu'il ne serait procédé à aucune « chasse aux sorcières ». Le 22 octobre, les services municipaux fonctionnaient de nouveau.

La concorde ne règne pas pour autant. M. Chapuis accuse les anciens grévistes de se livrer à du « sabotage », à une « grève du zèle »

et d'avoir été téléguidés par l'ancien maire, M. Déchamps. M. François Collet, fondateur du syndicat autonome, orchestrateur de la grève, s'en défend. « Nous sommes totalement apolitiques », déclare-t-il, et l'appartenance au syndicat de M. Alain Déchamps, le fils aîné de l'ancien maire, ne doit pas inciter, selon lui, à en douter. M. Collet tire la sonnette d'alarme. « Le budget de la ville est dans le rouge, souligne-t-il. Nous n'avons plus une goutte d'essence pour nos véhicules. Si cela continue, les repas ne pourront plus être livrés à la cantine ».

A Clichy-sous-Bois, personne n'en doute : seule la dissolution du conseil municipal peut donner une issue à la crise. L'opposition s'y prépare activement. M. André Déchamps, destitué en mars dernier par la fédération communiste de la Seine-Saint-Denis en raison de propos jugés racistes, s'est déclaré, le 18 octobre, candidat à d'éventuelles élections, en précisant que sa liste serait « indépendante de tout parti politique ». La droite, qui a trois élus au conseil municipal (le quatrième ayant rallié le camp de M. Déchamps), a prévu de se présenter unie dans une nouvelle association, l'Avenir de Clichy, créée le 23 octobre. « Nous ne voulons servir de liste d'appoint, déclare M. Giuseppe Guagliardo, conseiller municipal RPR, ni à M. Déchamps ni au candidat du Front national. Evidemment, nous prenons le risque de faire passer le Front national, mais cela nous donne, un moins, une chance pour les élections de 1993 ».

Le maire de Clichy affirme : « Nos difficultés réelles, explique le maire, sont d'ordre social, économique et financier et elles ne se régleront pas de si tôt. La commune, qui compte environ trente mille habitants, dont près de 40 % d'immigrés, doit gérer la population scolaire d'une ville de quarante-cinq mille habitants. Nous y consacrons près de 60 % du budget. Rien n'est prévu ici pour la jeunesse. » En face, le candidat du Front national, M. Laurent Daffos, guette son heure.

BÉATRICE JÉRÔME

VOYAGEURS EN INDONESIE A CHOIX

Indonésie, archipel de légendes

Les îles de la Sonde : 22 jours - à partir de 18950 F

Sumatra, et l'architecture batik, Java, où le temple de Borobudur est mondialement célèbre, tout comme à Solo le palais du Sultan, les Toraja, vivant au rythme des rites funéraires, et bien sûr Bali : tout dans ces îles est magique.

Dans cette région du monde encore peu fréquentée, VOYAGEURS EN INDONESIE a conçu ce circuit de 22 jours à travers les îles de la Sonde, en bien d'autres que vous découvrirez en demandant sa brochure à VOYAGEURS EN INDONESIE, 30, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. (1) 42.60.63.31.

VOYAGEURS EN INDONESIE

Un seul pays, tous les voyages.

13. Le mouvement lycéen organisé.
14. Dépistage de sida pour les fonctionnaires italiens.

15. Le Football Club de Laval menace de dépôt de bilan.
16. Les disparitions de Jacques Demy et d'Ugo Laquenza.

17. L'art critique de Piero Dorazio.
18. Championnat d'échecs : première victoire de Karpov.

En conclusion du synode sur la formation des prêtres

Le pape rappelle avec fermeté la discipline du célibat

CITÉ DU VATICAN
de notre envoyé spécial

Dans un message adressé, dimanche 28 octobre, « au peuple de Dieu », les évêques présents à Rome au synode sur la formation des prêtres ont estimé que « le célibat dans l'Eglise resplendissait d'une certitude et d'une lumière nouvelles ». La veille, le pape, en concluant les travaux des délégués épiscopaux, avait lui aussi confirmé avec insistance la discipline du célibat, tout en condamnant une « compréhension erronée, parfois tendancieuse » du concile Vatican II qui, selon lui, a été l'une des sources de la chute des vocations durant les années 70.

D'autre part, le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, avait présenté, jeudi 25 octobre, aux évêques un rapport sur l'état d'avancement du projet de catéchisme universel lancé par l'Eglise catholique en 1985. De nombreux amendements, notamment sur la partie morale du document, ont été formulés.

Le sujet n'était pourtant pas... « à l'ordre du jour », comme l'avait clairement indiqué, en préambule, le cardinal Lucas Moreira Neves, rapporteur général du synode. Même si un autre Brésilien, le cardinal Aloysio Lorscheider, archevêque de Fortaleza, avait sciemment jeté de l'huile sur le feu en révélant qu'au Brésil, il y a quelques années, deux hommes mariés avaient été ordonnés prêtres avec l'autorisation du pape (le Monde du 20 octobre).

En réponse, et par trois fois, le synode a confirmé avec insistance la discipline du célibat sacerdotal. A la suite de la « révélation », tout d'abord, pour expliquer que l'ordination de ces Brésiliens mariés « pouvait se concevoir éventuellement comme une concession rarissime faite au célibat, mais sûrement pas comme une concession faite à la chasteté » (1). Une deuxième fois, samedi dernier, au moment du vote sur les quarante et une propositions faites par les évêques pour améliorer la formation des prêtres : l'une de ces propositions, acceptée à la quasi-unanimité, ne portait même pas sur la remise en cause éventuelle du célibat, mais sur le seul fait qu'on ne puisse pas « encourager le doute que le célibat puisse un jour être aboli ». A la conclusion des travaux des

évêques, enfin, où le pape a rappelé que l'ordination d'hommes mariés, notamment pour faire face à la crise des vocations dans certains pays, était « une solution qui n'était pas à prendre en considération ».

Chaste, pauvre, obéissant et plus « spirituel »

Le pape, dans sa conclusion, a par ailleurs fermement condamné « la propagande systématiquement hostile faite au célibat sacerdotal » et a mis en cause « la complicité de certains médias ». « Le synode, a-t-il expliqué, a confirmé, sans possibilité d'équivoque, le choix du célibat, qui est propre au rite latin (2) et qui est révélateur d'une profonde intuition spirituelle et théologique ». Dans leur message adressé dimanche au « peuple de Dieu », les pères synodaux ont, dans le même temps, regretté que « certains jeunes n'aient pas opté pour une vie selon les conseils évangéliques de chasteté, pauvreté et obéissance ».

Mais, pour faire ses preuves, le séminariste paré de ces vertus devrait être plus ancré dans la spiritualité. Les évêques ont retenu l'idée d'une année « propédeutique », non encore clairement définie, qui pourrait être soit une année de transition « initiatrice » entre les études publiques et le séminaire (à l'image du noviciat religieux), soit une année particulière, pendant le

séminaire, orientée spécifiquement sur le développement spirituel personnel. Mais le rôle du prêtre, dans l'esprit des pères synodaux bien distinct de celui du moine, consiste toujours à annoncer l'Evangile et à célébrer les sacrements.

Parmi les propositions faites au pape (propositions gardées secrètes, qui serviront de base à une exhortation apostolique), une attention particulière a été portée aux mouvements du Renouveau qui, loin d'exciter la méfiance d'antan, et sûrement parce qu'ils sont source de nombreuses vocations, sont invités à faire route commune dans les séminaires diocésains. Tandis que deux autres idées font leur chemin : celle du cardinal Decourtyz de faire participer plus activement les femmes à la formation des prêtres. Et celle d'une « formation permanente » : les évêques réclament d'urgence la constitution d'un directeur qui mette sur pied une structure d'accompagnement de leur vie spirituelle.

Dans sa conclusion, Jean-Paul II s'en est pris d'autre part directement à ceux qui, selon lui, ont « mal compris, ou mal voulu comprendre le concile Vatican II » (1962-1965). Ceux-ci sont en partie responsables, à ses yeux, de la crise d'identité du sacerdoce, « née dans les années qui ont juste suivi le concile » et qui a provoqué une chute importante du nombre des vocations. Il a parlé d'« une compréhension erronée, parfois tendancieuse, de la doctrine du magistère conciliaire », entendant du même coup l'idée que nombre de catholiques pouvaient se faire du concile. Le pape, qui a noté qu'au niveau mondial le nombre des vocations était en constante progression (+53 % en treize ans), a annoncé le lancement d'une étude scientifique sans précédent sur le problème des vocations.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) L'ordination avait été acceptée par le pape à condition que les époux vivent « comme frère et sœur », sous des toits différents.

(2) La publication, en cours de synode, du premier code des canons des Eglises orientales a confirmé que les prêtres de ces Eglises pouvaient être mariés.

POINT DE VUE

Liberté de l'information et libertés individuelles

par Philippe Guillaume

Mis en cause par l'inspecteur Dufour, qui, affirmant agir pour le compte de la hiérarchie des RG, avait « révélé » qu'il avait été chargé de « recruter un jeune homosexuel chargé de [le] compromettre ». M. Philippe Guillaume, président commun d'Antenne 2 et FR3, nous a adressé le point de vue suivant.

Les polémiques sur la disparition du pasteur Douc et le rôle des renseignements généraux me paraissent poser trois problèmes distincts liés à l'action des services de police, au rôle de la presse et au débat politique ordinaire.

L'action des services de police :

Une enquête des renseignements généraux n'est ni illégale ni attentatoire à la liberté ou à l'honneur des personnes, et, en ce qui me concerne, je ne trouverais rien de choquant à ce qu'une enquête ait eu pour objet de vérifier que, président de sociétés publiques, je n'avais pas d'intérêts croisés avec des sociétés commerciales. Supposons qu'une telle enquête ait établi l'existence d'intérêts croisés, il n'y a rien de scandaleux que je démissionne de mes fonctions ou que je renonce à des intérêts privés contradictoires avec mes fonctions.

L'agitation actuelle autour de l'action des services de police prend pour prétexte la description de missions très particulières qui auraient été confiées à certains services pour constituer des dossiers de nature à compromettre ou à contraindre à la démission telle ou telle personnalité jugée indésirable. De telles pratiques — qui pour l'instant ne sont pas établies — seraient inacceptables et poseraient un grave problème de libertés publiques.

C'est sans doute au nom de l'information que de tels récents sont repris avec complaisance, glosses et commentaires en prime. Peut-on en ignorer pour autant les conséquences sur la réputation, l'image publique et la vie privée des personnes citées ?

Le rôle de la presse :

Je considère que la liberté de la presse doit être totale et la liberté d'information ne connaît aucune restriction. Comme président d'Antenne 2 et France Régions 3, on m'autorisera à dire que les journa-

Listes des sociétés publiques de télévision doivent, à cet égard, être exemplaires et se maintenir à l'abri de toutes pressions ou complaisances. Ils le font, c'est bien, et c'est normal.

Mais la liberté de l'information ne saurait être confondue avec la censure ou avec l'exclusion. La liberté de l'information suppose, dans son exercice, une responsabilité également sans restrictions c'est-à-dire une grande rigueur dans l'examen de la véracité des faits et un total respect des personnes et de leur vie privée. Comme citoyen, je considère n'avoir pas bénéficié de ce respect élémentaire ; nous sommes dans un pays de droit, je saisis la justice pour obtenir réparation de l'inspecteur Dufour et de certains médias.

On a ainsi fortement suggéré, entre autres délicatesses, que j'étais homosexuel. Incidemment, si cela m'intéresse, je signale que je ne le suis pas. C'est un fait, dont je ne tire ni vanité ni honte. Cependant, au delà de cette circonstance, je crois qu'il convient, fortement et gravement, de dénoncer la permanente tentation d'exclusion qui consiste à montrer du doigt, pour salir et condamner, toutes les différences : « sale pédé », « sale juif », « sale nègre »... Le fait d'être homosexuel n'est pas un délit en France, pas plus que celui d'être de confession juive ou musulmane, d'être de couleur de peau ou de culture différentes.

C'est une grave ignominie, ayant suggéré cette différence, de suggérer de façon récurrente que rien des lors ne peut étonner, aucun excès, aucune culpabilité.

Le débat politique ordinaire :

Parce qu'elle est au service de l'intérêt général, la télévision publique — plus encore que les autres médias — doit se préserver de toutes pressions, politiques ou commerciales, et protéger sa totale intégrité éditoriale. Président d'Antenne 2 et de France Régions 3, je suis garant privilégié de cette indépendance. C'est souligner que — blessé ou non par cette affaire — à laquelle mon nom et ma personne ont été associés — il est hors de question que j'accepte de participer, ou d'être utilisé, dans quelque chahut politique que ce soit. L'obligation de réserve doit être, de ma part, totale ; elle l'a été, elle le sera.

Selon un rapport du cardinal Ratzinger

Le projet de catéchisme universel bute sur l'exposé de la morale chrétienne

CITÉ DU VATICAN
de notre envoyé spécial

C'est l'un des « grands travaux » de la curie romaine. Au début des années 80, l'urgence d'un « résumé de la foi » à l'usage d'un public de plus en plus ignorant des vérités catholiques est exprimée par le Vatican et par certains évêques nationaux. En 1985, réunis en synode extraordinaire pour dresser un bilan du concile Vatican II (1962-1965), les évêques décident, à une large majorité, de lancer la rédaction d'un « catéchisme universel ».

L'ouvrage n'a pas vocation à remplacer les catéchismes nationaux, il doit plutôt servir de référence, en tant qu'« exposé organique et synthétique, aussi concis et complet que possible », des principaux enseignements de l'Eglise et de sa morale. En premier lieu, les destinataires sont les évêques, à qui incombe la tâche d'approuver les catéchismes diocésains et nationaux. Mais à travers eux, bien entendu, catéchistes et fidèles laïcs sont concernés.

En novembre 1989, une première version, en trois parties (le credo, les sacrements, les commandements), est envoyée aux évêques du monde entier. L'intérêt est manifeste. En six mois, vingt-quatre mille amendements ou remarques sont retournés à Rome. Aujourd'hui, près des trois quarts des évêques se disent satisfaits ou très satisfaits

de l'état d'avancement des travaux, 7 % seulement jugent le projet négatif ou inacceptable et 18 % le trouvent satisfaisant, mais émettent des réserves.

Le rappel des dix commandements

La copie que renvoient les évêques au Vatican en vue des dernières retouches s'efforce de corriger un texte jugé « trop théologique », « peu adapté à la vie d'aujourd'hui » et peu utilisable « immédiatement sur le terrain ». Le titre même de l'ouvrage « catéchisme universel » est jugé, par certains, « trop prétentieux ».

C'est la partie morale qui a fait l'objet des principales critiques (« parfois orthogonales », selon le cardinal Ratzinger). Le projet s'efforcerait en effet d'exposer l'ensemble de la doctrine catholique en matière de morale — « ouverte aux questions contemporaines ». Or, « aucune partie de la doctrine catholique n'est aujourd'hui aussi controversée que la morale », reconnaît le préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui préside également la commission pour la préparation du catéchisme universel. Le cardinal Ratzinger sait qu'une encyclique du pape sur la morale doit être rendue publique dans les prochains mois. Un « catéchisme universel » ne saurait donc en faire abstraction. Aussi, la commission ad hoc a-t-elle décidé de procéder à une

« révision générale » des chapitres concernant la morale chrétienne : celle-ci devrait être plus explicitement articulée autour des Dix Commandements.

En revanche, les évêques reconnaissent que l'enseignement du concile Vatican II est « largement présent et bien présent dans le projet ». Restent quelques points en suspens : l'exposé de la foi ne respecterait pas assez « le principe de la hiérarchie des vérités ». Certains souhaiteraient que soient indiqués les degrés de certitude des différentes doctrines. D'autres reprochent aux rédacteurs de faire trop souvent référence à l'Ecriture sainte, sans avancer ni argumentations, ni exemples pour aujourd'hui. D'autres lacunes ont été relevées concernant le rôle des laïcs, la doctrine sociale de l'Eglise et sa dimension missionnaire.

L'aspect œcuménique, enfin, et le dialogue entre les religions n'auraient pas trouvé leur place dans le document. A cette critique, le cardinal Ratzinger a répondu qu'il fallait « renoncer à une description concrète des différentes religions, qui serait superficielle ». Le projet de catéchisme universel, dont on pensait en 1985 pouvoir débattre lors du synode qui vient de s'achever, ne sera pas prêt avant 1992.

J.-M. DY.

SCIENCES

L'« Atalante » remplace le « Jean-Charcot »

Lancement d'un nouveau navire océanographique

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, M. Luis Valente de Oliveira, ministre portugais du plan et de l'aménagement du territoire, et M. José Pedro Sucena Paiva, secrétaire d'Etat portugais chargé de la science et de la technologie, ont inauguré, le 26 octobre à Brest, l'Atalante, le nouveau grand navire océanographique de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER). Ainsi sera remplacé le « vieux » Jean-Charcot, qui avait été mis en service en 1985.

Construit par les Ateliers et Chantiers du Havre, l'Atalante est long de 84,60 mètres et déplace 3 300 tonnes. Il peut embarquer 1 000 tonnes de port en lourd. Et, selon les campagnes océanographi-

ques, l'équipage sera composé de 20 à 30 hommes et l'équipe scientifique comprendra 25 chercheurs, ingénieurs et techniciens.

L'Atalante est donc un peu plus grand que le Jean-Charcot (74,30 mètres de long et 2 200 tonnes de déplacement). Mais, bien évidemment, il est doté d'équipements qui sont précédés par le Jean-Charcot. Ainsi, la refonte de 1983. Ainsi l'Atalante est-il beaucoup plus informatisé : des consoles où peuvent s'acquiescer et être traitées toutes les mesures et données sont installées dans tous les laboratoires et même dans les chambres des scientifiques. De même, des écrans donnent à la passerelle toutes les informations nécessaires à la conduite du navire et à la connaissance de tout ce qui se passe à bord.

Laboratoires en conteneurs

Une des nouveautés les plus remarquables de l'Atalante est le sondeur multifaisceaux norvégien EM 12. Un sondeur multifaisceaux est une véritable batterie de sonars qui, à partir de deux émetteurs situés de part et d'autre de la coque du navire, envoient leurs signaux simultanément et dans le même plan vertical, comme deux portiques d'éventail, de telle façon que tous ces signaux dessinent immédiatement — informatiquement — la topographie précise de deux bandes parallèles des fonds marins.

Le Jean-Charcot avait été le premier navire civil à être équipé d'un sondeur multifaisceaux, le Seabeam américain. Mais l'angle d'ou-

verture du Seabeam est de 57° alors que celui de l'EM 12 est de 120°. La largeur de la bande cartographiée à chaque passage par le Seabeam est égale aux trois quarts de la profondeur d'eau : le Jean-Charcot, naviguant au-dessus de fonds situés sous 6 000 mètres d'eau, cartographiait ceux-ci sur une largeur de 4 500 mètres. Avec l'EM 12, on pourra cartographier une largeur de fonds égale à trois fois la profondeur d'eau, soit 18 000 mètres pour la même profondeur de 6 000 mètres. Cette largeur quadruplée permettra d'espacer les passages de l'Atalante et donc d'accélérer les levés cartographiques des fonds marins tout en diminuant les coûts.

L'Atalante est doté d'un portique arrière très puissant. Il pourra ainsi mettre en œuvre le petit sous-marin Nautille (18 tonnes dans l'air) qui peut descendre à la profondeur de 6 000 mètres, alors que le Jean-Charcot ne pouvait manœuvrer que la Cyana (9 tonnes dans l'air) qui ne peut plonger qu'à 3 000 mètres.

En outre, le hangar à sous-marins de l'Atalante est suffisamment grand pour abriter le Nautille et des engins de reconnaissance inhabités, tel le S.I.R.

Enfin, les cales et les ponts de l'Atalante ont la capacité d'accueillir douze conteneurs-laboratoires, soit le double de celle du Jean-Charcot. La mobilité des conteneurs permettra à l'Atalante de mener à bien trois campagnes successives sans être obligé de faire escale dans un port doté des moyens de levage nécessaires à ces déplacements.

YVONNE REBEYROL



SOCIÉTÉ

DÉFENSE

En raison de la baisse démographique des années 70

Les armées accorderont moins d'exemptions du service aux jeunes Français

L'an dernier, les cas d'exemptions du service national en France ont représenté 20,18 % de la classe des jeunes en âge de porter l'uniforme. Pour 1990, ce taux devrait être réduit de 4 à 5 points, grâce à l'adoption - par les centres de sélection - de nouvelles normes d'aptitude. L'évolution devrait aller dans le même sens jusqu'à la fin du siècle, en raison de l'arrivée de classes dites « creuses ».

Le général Jean-Claude Feval, directeur central du service national, vient de lancer une mise en garde aux jeunes Français, du moins à ceux qui croient avoir de plus en plus de chances d'échapper au service militaire. Dans le dernier numéro de la revue officielle, *l'Armée d'aujourd'hui*, qui consacre un long dossier à l'avenir du service national, il explique notamment : « Dans les années 80, sept jeunes Français sur dix accomplissent leur service. Mais, aujourd'hui, ce taux devrait croître, car nous rentrons dans les années creuses correspondant à la baisse démographique du début des années 70. Ce qui va entraîner l'incorporation d'un nombre plus élevé de jeunes. En 1989, le pourcentage des exemptions (sur des critères médicaux) a été de 20,18 % de la classe d'âge et celui des dispensés (pour des motifs administratifs ou sociaux) de 5,5 %. Au total, cette année-là, on a compté 26,5 670 inaptes pour un service actif pour une ressource globale de 414 800 Français. Depuis le 1^{er} juillet, de nouvelles



normes d'aptitude, moins libérales ou « permissives », ont été adoptées pour la sélection des recrues. Elles devraient, selon le ministère de la défense, ramener à environ 16 % le taux des exemptions.

« Le problème est simple, constate le général Feval. Au début des années 70, la démographie française a chuté de 60 000 naissances-hommes. Ainsi, les 420 000 jeunes que nous recrutons encore il y a quelques années ne seront plus que

360 000 en 1993. Il va donc falloir aller chercher ces 60 000 manquants parmi ceux qui étaient auparavant exemptés ou dispensés. Par exemple, des jeunes qui étaient exempts médicaux (ont à fait normalement jusqu'à présent) seront tout de même appelés au service national, avec un engagement physique moindre et plus de tâches bureaucratiques. Quant aux dispensés sociaux, conclut-il dans la revue, nous avons déjà des cas de jeunes mariés avec un enfant, qui font leur service ».

Selon des prévisions du ministère de la défense, la baisse attendue de la ressource démographique fera passer le pourcentage des jeunes gens appelés sous les drapeaux aux environs de 73,3 % de la classe (au lieu de 72,8 % en 1989), de façon à subvenir aux besoins des armées durant la décennie.

La diminution du nombre des naissances dans les années 70 ne constitue pas le seul facteur qui rendra plus universel le service militaire. La perspective d'une réduction, après 1993, du temps passé sous l'uniforme ira dans le même sens.

« La réduction du service militaire à dix mois permettra d'incorporer un plus grand nombre de jeunes gens dans le contingent pour un nombre de postes donné », observe le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, dans la réponse qu'il vient de faire à une question écrite de M. Jean-Louis Masson, député RPR de la Moselle. Les effets de cette mesure, allant dans le sens d'une plus grande universalité du service national, compenseront sur ce plan les effets du rétrécissement prévu du format de l'armée de terre.

EDUCATION

Sous les houlettes de SOS-Racisme et des Jeunesses communistes

Les lycéens se divisent en deux coordinations rivales

L'agitation lycéenne s'est poursuivie, malgré les vacances, samedi 27 octobre dans plusieurs villes de France. Deux mille manifestants se sont rassemblés dans les rues de Nancy (Mouthe-et-Moselle) et 1500 lycéens ont manifesté à Colmar (Haut-Rhin). A Strasbourg, ils étaient environ un millier pour leur troisième manifestation en trois jours. Des défilés plus modestes ont réuni quelques centaines de jeunes à Molsheim (Bas-Rhin),

Neufchâteau (Vosges), Metz, Thionville et Farnet (Moselle). A Douai (Nord), quelque deux mille lycéens se sont retrouvés dans les rues ; à Lyon ainsi qu'à Montpellier, plusieurs centaines de lycéens ont défilé dans le centre-ville. Le même jour, les deux courants qui animent le mouvement, les Jeunesses communistes et la FIDL (Fédération indépendante et démocratique des lycéens), ont tenté de s'organiser en vue de la rentrée.

Trois manifestations parisiennes en une semaine, des dizaines de milliers de lycéens dans les rues des villes de province, trois ententes, le 22 octobre avec le ministre de l'éducation nationale, le 24 octobre avec les présidents de groupes parlementaires, enfin le 26 octobre avec le premier ministre et M. Jospin, cent postes de surveillants et mille postes de personnels d'entretien décrochés en quelques jours : les lycéens auraient pu décider de souffler un peu, d'autant que les congés de la Toussaint leur offrent l'occasion d'une pause méritée.

Or loin de se reposer sur leurs lauriers, les plus actifs d'entre eux ont mis à profit le premier week-end des vacances pour tenter d'organiser un mouvement de mécontentement encore très spontané. Tout le monde, bien sûr, aura remarqué, lors des deux assemblées générales tenues à l'université Jussieu les 24 et 26 octobre, la présence parmi les lycéens d'étudiants ou de militants qui n'ont manifesté que l'âge de fréquenter les bancs des lycées. Responsables de SOS-Racisme, voire de courants minoritaires du parti socialiste (comme la Nouvelle Ecole Socialiste de M. Julien Dray ou Socialisme et République de M. Chevènement), militants communistes à la trentaine bien sonnée, sans oublier quelques adeptes de la Ligue communiste révolutionnaire et les éternels sous-marins de Lutte ouvrière : ils étaient tous là pour épauler, conseiller et essayer de tirer parti de ce profond malaise lycéen. Sans grand succès jusqu'à présent.

République, plus présents dans les lycées parisiens. Le sentiment d'être marginalisé a provoqué, samedi, une vive contre-attaque de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL), animée par des lycéens proches de SOS-Racisme et « coréalisée » par M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne. Après avoir pris contact avec des lycéens de province, la FIDL organisait donc, dans l'après-midi du 27 octobre, dans un amphithéâtre de Paris-1 (Panthéon-Sorbonne), une réunion qui s'engageait en « coordination nationale provisoire », et ébauchait un bureau, également « provisoire », comprenant une vingtaine de lycéens de la région parisienne et de province (notamment Strasbourg, Grenoble, Sedan, Vichy, Saint-Brieuc, Toulon et Narbonne).

« Un plan d'urgence » réclamé Cette coordination a adopté un appel à de nouvelles manifestations dès la rentrée : le 6 novembre devant les conseils régionaux et le 12 novembre devant l'Assemblée nationale. Elle réclame d'autre part un « plan d'urgence » pour l'édu-

cation (rénovation des lycées et constructions nouvelles, embauche de professeurs et de pions suppléentaires, développement des droits de réunion et d'expression des lycéens). Une réunion est prévue, mercredi 31 octobre à Paris, pour organiser ces nouvelles échéances. Mais, de son côté, la coordination parisienne, principalement animée par les Jeunesses communistes, mais où figurent toujours des jeunes trotskistes et des militants socialistes de la mouvance de M. Chevènement, invite les lycéens à la constitution d'une autre coordination nationale, mardi 30 octobre à Paris. Et elle appellera probablement, elle aussi, à des manifestations les 6 et 12 novembre.

Ces deux dates risquent cependant d'être rapidement caduques si le gouvernement décide d'avancer au 5 novembre la discussion parlementaire sur le budget de l'éducation nationale. Cette perspective suscite les mêmes réactions. Elle serait vécue comme une provocation par les deux courants du mouvement lycéen.

GÉRARD COURTOIS

JUSTICE

La crise du barreau bordelais

L'ancien bâtonnier lavé de tout soupçon par la cour d'appel de Bordeaux

La cour d'appel de Bordeaux a rendu le 26 octobre un arrêt lavant de tout soupçon, l'ancien bâtonnier Favreau et M. Daniel Gauthier, soupçon que faisait peser sur eux depuis quatre ans le conseil de l'ordre des avocats. « Aucun fait, dit la cour, dans la gestion budgétaire et la présentation des comptes ne caractérise un manquement à la probité, à la délicatesse ou à l'honneur de la part du bâtonnier ou du trésorier. » Il n'y a donc pas lieu d'engager les poursuites disciplinaires réclamées par l'ordre des avocats.

BORDEAUX

de notre correspondant

La crise du barreau bordelais avait éclaté dès la fin du bâtonnat de M. Bertrand Favreau en 1986. Dans un milieu réputé conservateur, ses pairs ne lui pardonnaient apparemment pas ses sympathies de gauche (il est proche de MM. Roland Dumas et Robert Badinter). Ils l'attaquaient sur sa gestion. M. Favreau avait, en 1984 et 1985, entrepris un dépeçage de l'institution ordinaire. Il avait mené au pas de charge une politique d'investissements : construction d'une maison des avocats, informatisation des procédures judiciaires, mais aussi création d'un prix international Ludovic-Trarieux, remis pour la première fois en 1985 à Nelson Mandela. Ces opérations avaient coûté cher au barreau et vidé les caisses. Saisissant ce prétexte, les successeurs du bâtonnier décidèrent, le 20 juillet 1987, l'ouverture d'une information disciplinaire à l'encontre de M. Favreau et de M. Daniel Gauthier, trésorier de l'ordre sous son bâtonnat et aujourd'hui retiré du barreau.

Trois points étaient en cause : dépassement budgétaire, dépassement de crédits sur la liste civile du bâtonnier et « utilisation au profit de l'ordre de fonds déviés pour le compte de tiers en exécution d'un séquestre ». Cette dernière accusation dirigée contre M. Favreau était liée à la découverte de fonds provenant d'un compte de l'ancienne chambre départementale des avocats. Ces fonds avaient été intégrés dans les caisses de l'ordre en 1984 par M. Favreau en accord avec le parquet général de Bordeaux. Ils auraient dû être restitués, assuraient l'ordre des avocats, car ils appartenaient en fait à des tiers. De son côté, l'ancien bâtonnier soulève des questions sur ce « trésor de guerre des avocats ». Comment et pourquoi avait-il survécu à la dissolution de la chambre départementale des avocats ?

Un ancien attaché parlementaire d'Edgar Faure condamné pour escroquerie. - M. Jean-Christophe Devaux, quarante-quatre ans, ancien attaché parlementaire du sénateur Edgar Faure, vient d'être condamné pour escroquerie à trente mois de prison et 100 000 F d'amende par la 13^e chambre du tribunal correctionnel de Paris.

Inculpation de M. Jean-Hugues Colonna, ancien député socialiste, pour recel de documents administratifs. - Député socialiste des Alpes-Maritimes de 1981 à 1988, M. Jean-Hugues Colonna, aujourd'hui chargé de mission au ministère de l'intérieur, a été inculpé vendredi 26 octobre à Nice du recel de documents administratifs et laissé en liberté. Il est accusé par un conseiller général RPR des Alpes-Maritimes, M. Christian Estrosi, d'avoir fait état, lors d'une émission radiophonique, d'une lettre datant de 1987 par laquelle M. Alain Juppé, alors ministre du budget, proposait à M. Estrosi des facilités pour alléger un redressement fiscal de 4,8 millions de francs.

Eglise de scientologie de Lyon : trois nouvelles inculpations. - Trois nouvelles inculpations pour « escroquerie et complicité, exercice illégal de la médecine et complicité » ont été prononcées vendredi 26 octobre par le juge lyonnais, M. Georges Fenech, dans le cours de l'enquête ouverte après le suicide en mars 1988 d'un adepte lyonnais de la secte (le Monde du 14 juillet). L'une des personnes inculpées, M^{me} Chantal Gauthier, responsable d'une école de langue satellite de l'Eglise de scientologie, Manhattan Langue, qui employait des fidèles sans les rémunérer, selon l'accusation, a été écrouée.

Le maire de Vincennes proteste auprès du ministre de l'Intérieur après l'incendie de vingt voitures. - M. Jean Clouet, sénateur-maire de Vincennes, a écrit au ministre de l'Intérieur pour exprimer son indignation après l'incendie, dans la nuit du vendredi 26 octobre au samedi 27 octobre, de vingt voitures sur l'esplanade du château de Vincennes au terme d'un rodéo.

A qui avait-il profité ? La cour d'appel de Bordeaux prit en charge l'affaire et ordonna en janvier 1988 une expertise comptable.

« Aucune anomalie »

L'expertise, faite aujourd'hui la cour d'appel, établit formellement que M. Favreau n'a pas « utilisé au profit de l'ordre des fonds déviés pour le compte de tiers en exécution d'un séquestre ». « L'imputation émanant du conseil de l'ordre ne repose sur aucun fondement », conclut dans son arrêt la cour de Bordeaux. Les magistrats constatent également qu'il n'y a eu « aucune anomalie » ni « dépassement des crédits » dans l'utilisation de la liste civile du bâtonnier en 1984 et 1985. Enfin, la cour rappelle que si « la politique définitive par M. Favreau et son conseil de l'ordre, comme toute politique d'investissement, s'est révélée onéreuse », la responsabilité n'en pèse pas sur le bâtonnier et son trésorier car elle a fait l'objet de discussions.

L'arrêt de la cour d'appel mettrait-il un terme à la crise du barreau bordelais ? En fait, deux dossiers restent ouverts. Tout d'abord la lumière n'a pas été faite sur « le trésor de guerre des avocats ». Il est établi que les sommes intégrées au compte de l'ordre des avocats provenaient de « l'encaissement de coupons et de la vente de litres ». Les bénéficiaires de ces opérations restent anonymes. En mai 1987, la chancellerie avait ordonné une enquête complémentaire sur l'utilisation de ces fonds. En juillet 1987, le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux avait ouvert une information disciplinaire à l'encontre de M. Andouard, le dernier président de la chambre départementale des avocats.

Ces deux procédures semblent, trois ans après, être au point mort. Par ailleurs, l'ancien bâtonnier Alfred Peyrelongue, successeur de M. Favreau, a été inculpé en juillet dernier de faux, usage de faux et escroquerie au jugement. Cette inculpation vise la délibération du conseil de l'ordre qui engageait en juillet 1987 l'information disciplinaire contre M. Favreau et M. Daniel Gauthier. Elle est intervenue à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile déposée par M. Favreau. Cette plainte visait notamment M. Annie Vizez, ancienne secrétaire du conseil de l'ordre. M. Vizez, qui avait été inculpé une première fois en octobre 1989, a été réinculpé en juillet 1990, peu après M. Peyrelongue. On ignore les suites qui seront données à cette procédure pénale.

GINETTE DE MATHA

Manifestations

Samedi 27 octobre, cette situation confuse s'est sérieusement décaisée. A l'issue de l'assemblée générale de vendredi soir à Jussieu, un embryon de coordination semblait constitué pour les lycéens de l'Île-de-France. Les Jeunesses communistes, plus actives en banlieue, y étaient nettement majoritaires mais avaient laissé quelques places à des lycéens de SOS-Racisme, de la Ligue communiste révolutionnaire et du courant Socialisme et

Les divisions des nationalistes corses

L'ex-FLNC revendique le premier attentat commis sur le continent depuis plus de trois ans

L'ex-FLNC a revendiqué dans une lettre qui a été authentifiée par les enquêteurs l'attentat à l'explosif perpétré vendredi 26 octobre contre les locaux d'une filiale de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) à Aubagne (le Monde du 28 et 29 octobre). Dans ce texte, remis à un quotidien local, l'organisation séparatiste dénonce le « colonialisme économique », accusant la SNCM de « tirer plus de 75 % de son chiffre d'affaires sur les lignes corses, avec un réinvestissement nul dans l'île ».

Cet attentat, le premier visant un objectif situé sur le continent depuis mars 1986, était intervenu au lendemain de la visite en Corse de M. Pierre Joxe. Dans leur revendication, les clandestins réaffirment leur attachement à la notion de « peuple corse » contenue dans le projet du ministre de l'Intérieur mais sur laquelle le conseil d'Etat a émis des réserves.

Une manifestation a par ailleurs rassemblé samedi 27 octobre à Ajaccio plusieurs centaines de personnes répondant à l'appel de différents mouvements nationalistes, où se sont exprimées des divergences d'appréciation sur le projet Joxe. La Cancolla, principale formation nationaliste, qui ne s'était pas associée à cette manifestation, a tenu de son côté dimanche à Bastia une réunion consacrée à la place de l'organisation dissoute dans le mouvement revendicatif.

EN BREF

M. Dieng (Sénégale) à la tête de la Commission internationale des juristes. - M. Adama Dieng, juriste sénégalais, a été nommé, lundi 22 octobre, secrétaire général de la Commission internationale des juristes (CIJ) dont le siège est à Genève. Fondée en 1952 et composée de quarante membres en provenance de tous les continents, la CIJ est une organisation non gouvernementale (ONG) ayant statut consultatif auprès de l'ONU. Son objectif est de promouvoir et de défendre la primauté du droit et l'application des droits de l'homme telle qu'elle est prévue dans la Charte des Nations unies. M. Dieng est le premier ressortissant d'un pays du tiers monde à accéder à la charge de secrétaire général de la CIJ. Agé de quarante ans, il a exercé des fonctions de consultant auprès de l'UNESCO, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du Centre des droits de l'homme de l'ONU à Genève. (Corresp.)

Manifestations anti-TGV à Lille et en Provence. - Deux cents habitants de la banlieue sud de Lille ont bloqué pendant quelques instants la gare de la préfecture du Nord, samedi 27 octobre, pour exiger que le TGV, qui doit traverser leurs communes, passe en souterrain. De leur côté, les opposants provençaux au TGV, au nombre d'un millier environ, ont, durant la même journée, interrompu toute circulation ferroviaire pendant près de trois heures à Mornas (Vaucluse). Douze mille voyageurs, transportés par des navettes routières SNCF, ont été retardés. Les manifestants ont également bloqué l'autoroute A 7 et la nationale 7 pendant près d'une heure, y provoquant d'importants bouchons.

La vedette d'un film publicitaire contre la drogue cambriolait pour se procurer de l'héroïne. - Un jeune homme de dix-huit ans, qui avait été la vedette d'un film publicitaire anti-droge en 1987, a été inculpé de vol avec effraction par un juge d'instruction du tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) et écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy. Steve avait été arrêté le 17 octobre à Malakoff alors qu'il commettait un cambriolage pour se procurer l'argent nécessaire à l'achat de doses d'héroïne. Il y a quatre ans, à l'écran, il jetait des paquets de drogue dans la cuvette des toilettes tandis qu'une voix off affirmait : « La drogue, c'est de la merde. »

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Envoyer 40 F (timbre à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ses numéros.

SOCIÉTÉ

Deux adolescents extorquent 6 500 F à un camarade
Les racketteurs de la rue des Vertus

L'un a quatorze ans, l'autre seize. Des adolescents comme les autres, plutôt bien habillés, normalement scolarisés. Des habitants du quartier des Enfants-Rouges, dans le troisième arrondissement de Paris. Lundi 21 octobre, ces deux frères ont été interpellés par la police, puis déferés à la douzième section du parquet de Paris, qui a saisi le juge des enfants. « Une affaire classique », soulignent les magistrats. Une simple histoire de racket entre écoliers.

Ils voulaient s'acheter des vélos, des blousons et... « des gâteaux », déclarent-ils. Ils n'avaient pas assez d'argent, alors ils sont allés voir un copain du quartier, ancien camarade de classe du plus jeune à l'école communale de la rue des Vertus. De demandes en menaces, le chantage s'est fait plus pressant, les rencontres au métro République plus fréquentes. « Tu nous amènes de l'argent ou on te pousse sur la voie ! »

Terrorisé, l'adolescent de treize ans a commencé à dérober de l'argent dans la caisse du magasin tenu par sa mère. De plus en plus d'argent. En tout, 6 500 F. Étonné par la disparition de ces

sommes, elle l'a interrogé. L'enfant a fini par tout raconter. Que le chantage durait depuis la rentrée des classes, début septembre. Que le plus jeune frère avait lui aussi été menacé mais sans résultat. Que les deux racketteurs allaient démanteler et qu'il fallait faire vite.

La mère a immédiatement porté plainte et la police n'a eu aucun mal à arrêter les deux collégiens. Rapidement, ils ont avoué. Le parquet, qui a requis une mesure de contrôle judiciaire, s'explique : « On ne va quand même pas les mettre en prison, surtout que ces cas sont devenus fréquents. Si les magistrats soulignent que 70 % des jeunes qui passent devant eux ne récidivent pas, ils manifestent quand même leur inquiétude : « Ce genre de pratique s'est banalisée dans la tête des gamins. Quand ils veulent de l'argent, ils ont recours à des moyens qu'ils n'employaient jamais auparavant. Ils ne sont pas plus méchants. C'est seulement un phénomène de société. » Ce qu'un policier exprime avec d'autres mots : « Nous, on piquait les gâteaux, eux, ils ont d'autres méthodes. »

NATHANIEL HERZBERG

MÉDECINE

En contradiction avec une directive de la CEE

Le gouvernement italien décide d'instituer un dépistage obligatoire du sida pour certains agents de l'Etat

La décision du gouvernement italien d'imposer un dépistage de la contamination par le virus du sida à certaines catégories de fonctionnaires - policiers, militaires, pompiers - relance la polémique sur le caractère discriminatoire de certaines mesures préventives. Cette décision est non seulement en contradiction avec une directive européenne qui affirme que « les personnes contaminées ne présentent aucun danger pour leurs collègues de travail », mais avec une loi récemment votée par le Parlement italien.

ROME

de notre correspondant

Il y a plus de trois cent mille séropositifs et 3 700 malades du sida en Italie. Pour tenter d'enrayer le fléau, le gouvernement de Rome, a décidé, premier de tous en Europe, d'imposer aux agents de l'Etat « accomplissant des tâches pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé du public » un dépistage obligatoire du virus. Sont concernés par la mesure, les policiers, les soldats et les pompiers. « Initiative schizophrénique » pour les syndicats, « inacceptable atteinte aux droits de la personne », selon plusieurs témoins de l'opposition parlementaire, « inconstitutionnel et dangereux pour les libertés publiques » d'après les associations homosexuelles de la péninsule, le décret du 4 octobre déclenche une véritable tempête de protestations.

Le titre de l'éditorial du premier quotidien du pays, le *Corriere della Sera*, publié jeudi 25 octobre, traduit l'humeur générale. Il s'intitule : « Nous sommes tous pestiférés », et il demande ironiquement pourquoi « les bouchers, les barbiers, les boulangers, les dentistes, les infirmières et les autres » ne seraient pas soumis, eux aussi, au dépistage obligatoire.

Présenté par le ministre de l'intérieur, signé par les ministères de la défense, des finances, et du budget sans oublier le président du Conseil, M. Giulio Andreotti, le texte, qui prévoit aussi le dépistage des drogués sous l'unique, n'a curieusement pas été signé par le ministre de la santé publique. « Comment voulez-vous », déclarait mercredi M. Francesco De Lorenzo, « que je me sente lié par un texte que je n'ai pas signé et auquel, lors d'une première proposition de mon collègue de l'intérieur, je m'étais opposé. » Controverse intra-gouvernementale presque routinière dans un système de coalition où la notion de solidarité gouvernementale n'existe pas.

Le plus grave est que, si, en principe, les résultats de ces tests « seront exclusivement communiqués » aux personnes concernées, il

est clair que les éventuels séropositifs devront faire carrière ailleurs que sous l'uniforme. Discrimination caractéristique. « Ce décret, expliquait, mercredi, M. Elio Guzzanti, vice-président d'une commission ministérielle spécialement créée pour lutter contre le sida, et qui, elle non plus, n'a pas été consultée, est en contradiction formelle, non seulement avec la directive de la CEE sur le sujet (au terme de laquelle « les personnes contaminées ne constituent pas un danger pour leurs collègues de travail »), mais avec la loi votée par notre propre Parlement il y a à peine quatre mois. » Ce texte interdit précisément aux employeurs de soumettre leurs salariés au test HIV.

Le respect des formes

D'une façon générale, tous les médecins, à commencer par le conseil de l'Ordre italien, déplorent la méthode « subreptice » employée par le pouvoir. Sur le fond toutefois, les opinions sont moins unanimes. Avec plus de sept cents morts par an pour cause de surdose d'héroïne (record d'Europe) et 68 % de drogués (16 % d'homosexuels) parmi ses malades infectés, l'Italie, pour laquelle les spécialistes prévoient trente mille sidésiens déclarés d'ici à 1992, a un vrai problème. Pour la seule Lombardie industrielle (c'est-à-dire Milan) qui compte déjà 32 % des malades transalpins, on prévoit au moins trois mille quatre cents morts dans les vingt-quatre mois.

Pour les autorités, le fléau appelle clairement des formes de lutte plus radicales que les campagnes anti-sida qui sont actuellement menées dans les médias. La commission ministérielle de M. Guzzanti est d'ailleurs en train d'étudier des mesures de dépistage obligatoire dans les prisons. « C'est un fait », déclarait mercredi le célèbre immunologue transalpin, le professeur Ferdinando Aiuti, que « le test de dépistage est utile et sûr pour identifier les malades et commencer à les soigner. » Même si, selon lui, la méthode employée ou l'espèce par le gouvernement, est « contreproductive », il ne condamne pas le principe de l'automatisme.

D'autres vont plus loin et affirment, comme M. Giuliano Cazola, secrétaire confédéral du principal syndicat national (CGIL) qui dès lors qu'il « garantit le respect des droits de la personne humaine », le décret du gouvernement « ne constitue pas en lui-même une mesure inadéquante ». Il faudrait simplement respecter les formes. Opinion partagée, et plus encore, par Mgr Elio Sgreccia, directeur du département de bioéthique à l'université catholique de Rome. Le décret va sans doute devoir être soumis au Parlement. Le débat pourra alors commencer.

PATRICE CLAUDE

SPORTS

L'agonie du football est-allemand

Suite de la première page

Enfin, deux équipes seront également qualifiées pour cette seconde division à l'issue de matches de barrage. Au total, ce sont donc huit clubs qui sauront leur peau.

Les autres, les mal-classés de l'actuel championnat, seront condamnés à s'éparpiller dans des compétitions régionales amateurs. Des clubs qui ont disputé cette saison encore - et pour la dernière fois sous la bannière de la RDA - des coupes d'Europe, disparaîtront. Si la compétition devait s'arrêter aujourd'hui, le Lokomotiv Leipzig, Carl Zeiss Jena ou le FC Berlin (nouvelle appellation du Dynamo Berlin) seraient sacrifiés.

Le Magdebourg FC, septième du championnat, n'est pas à l'abri d'une telle mésaventure. S'il ne parvient pas à décrocher une place au sein de la future deuxième division, il sombrera dans l'anonymat avec ses trois titres de champion de RDA et sa Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes remportée en 1974 contre le Milan AC. Un tel club, expédié du jour au lendemain en troisième division, c'est un peu comme si, en France, l'AS Saint-Etienne était rayée de la carte du football de haut niveau.

« Si cela doit nous arriver, le MFC mourra », Reinhard Lehmann se cramponne à son fauteuil de président. Il hésite entre anxiété et optimisme. D'un côté, il veut se convaincre qu'une occasion unique d'entrer de plain-pied dans l'ère du

professionnalisme s'offre à son club (« c'est une chance à saisir »). De l'autre, il reconnaît qu'il cumule les handicaps et qu'une éventuelle aventure au sein de la nouvelle deuxième division serait bien risquée.

Du temps du communisme, le budget moyen d'un club de premier plan s'élevait à 10 millions de francs, financés essentiellement par le gouvernement. En cas d'accession à la Bundesliga, ce budget devrait au moins être multiplié par cinq. En seconde division, il devrait simplement doubler. Ce qui est déjà énorme. Dans les deux cas, l'argent manquera donc, comme le confirme Reinhard Lehmann à propos de Magdebourg : « Nous avons six mois pour trouver une solution. A partir de décembre, la fédération ne nous donnera plus un sou. Les entreprises locales ont d'autres soucis et n'ont pas les moyens de nous aider. Peut-être faudra-t-il se tourner vers l'Ouest, vers des partenaires prêts à investir dans la région. Le défi va d'être relevé... »

En attendant cette solution-miracle, les vingt salariés (entraîneurs, employés...) qui ont échappé à la première vague de licenciements (une vingtaine de personnes) ne se font guère d'illusions. Ces derniers mois, des centaines d'éducateurs et de cadres du sport est-allemand (par exemple, de l'athlétisme) ont déjà perdu leur emploi. En 1989, un peu plus de dix mille personnes

vivaient directement du sport en RDA. Selon les dernières estimations, ils ne seront plus que deux mille cinq cents en 1991. Le football, comme les autres disciplines, découvre la loi du sport capitaliste et du rendement.

Baisse du niveau à l'Ouest ?

Le public non plus n'échappe pas à la crise actuelle. A Magdebourg, il vient deux fois moins nombreux que par le passé (cinq mille spectateurs de moyenne contre dix mille). Comme partout dans le pays, le prix des places au stade a augmenté, et les ménages ont d'autres priorités que le football en ces temps de chômage et d'inflation.

Quant aux joueurs du MFC, ils commencent peut-être à regretter d'avoir signé de nouveaux contrats de deux ou trois ans en juin dernier. Certes, ils gagnent beaucoup mieux leur vie qu'auparavant - 30 000 francs par mois pour les meilleurs d'entre eux - mais n'ont qu'une angoisse : faire partie des cent joueurs qui, quoi qu'il arrive, se retrouveront au chômage dans six mois, lorsqu'une demi-douzaine de clubs seront relégués chez les amateurs.

A mesure qu'approche l'heure de la fusion, le fossé qui sépare le football des deux Allemagnes paraît de plus en plus infranchissable, à l'image de celui qui reste creusé entre les deux sociétés. Nombre d'Allemands de l'Ouest assurent en fait que les clubs de l'Est ne disposent pas de structures assez solides pour rivaliser avec leurs opulents cousins. Certains estiment même que le mariage à venir affaiblira le niveau général du football allemand, au moins dans l'immédiat. « On va beaucoup trop vite », déclaraient

récentement Stefan Reuter, le milieu de terrain international du Bayern. Selon lui, les clubs de l'Est n'ont pas les moyens humains et financiers, de figurer honorablement en Bundesliga. « Ils seront prêts dans cinq ans, pas avant », assure-t-il.

Sans doute sont-ils trop imprégnés de leur passé pour mener à bien une mutation si rapide. Pendant des dizaines d'années, ils ont été inféodés au régime. La chute du communisme a, par exemple, permis de découvrir de multiples affaires de corruption concernant le Dynamo Berlin, l'équipe de la police politique (la Stasi). Il servait à la fois d'outil de propagande et de « source d'information ».

Tous ces clubs devront donc apprendre au plus vite le capitalisme dans le football, trouver des sponsors, améliorer le confort de leurs stades, négocier des contrats de joueurs ou des droits de télévision. Ils risquent de perdre quelques matches avant d'assimiler définitivement toutes les données du professionnalisme. Car les meilleurs joueurs ne leur en laisseront sans doute pas le temps et préféreront s'« exiler » vers la Ruhr ou la Bavière.

Cette saison, seize joueurs de haut niveau ont déjà quitté la Bundesliga. Les clubs de l'Est n'avaient pas d'autre solution pour renflouer leurs caisses. Le Dynamo Dresde a cédé cinq joueurs, parmi lesquels deux de ses meilleurs éléments, Matthias Sammer à Stuttgart (7 millions de francs) et surtout Ulf Kirsten à Leverkusen (12 millions de francs). De l'avis général, cet argent fait du Dynamo le seul club capable de rivaliser avec les plus modestes pensionnaires de la Bundesliga.

PHILIPPE BROUSSARD

Le championnat de France de deuxième division

Laval menacé de dépôt de bilan

LAVAIL

de notre correspondant

L'avenir du Stade lavallois FC (3^e au classement de deuxième division groupe B) est compromis depuis le refus de la ville vendredis 26 octobre de verser un centime de plus à l'équipe professionnelle, au cours d'une réunion houleuse, la majorité municipale (socialiste, association des démocrates, communiste) a suivi le maire PS, M. André Pinçon, pour refuser en bloc un plan de sauvetage et de relance proposé par un groupe d'industriels mayennais.

Partant d'un déficit de fonctionnement à court terme de deux millions de francs et d'un objectif de remonter en première division en trois ans, ces industriels, conduits par M. Jean Py, PDG d'une entreprise de sous-traitance automobile (SCOTIA), proposent un financement propre de 3,6 millions par an et demandaient en complément des apports de 2,5 millions, respectivement au conseil général et à la mairie.

La veille, les industriels avaient pourtant gagné la partie à l'hôtel du département. Poussée fortement par le président du conseil général, le sénateur centriste René Ballayer, la note est passée, mais après avoir subi quelques ratées imposées par l'autre sénateur centriste de la Mayenne, M. Jean Arthuis, vice-président et grand

argentier de l'assemblée départementale. Aux 500 000 F de subvention annuelle versés, le département ajoute 2,5 millions la première année, 1,5 million la deuxième, et 1 million la troisième.

Vendredi soir, à la mairie de Laval, il n'y a pas eu de recherche de consensus. M. André Pinçon s'en est tenu au statu quo : le Stade lavallois coûte 4 millions de francs au contribuable et on en restera là. Plus de la moitié de cette somme est consacrée à l'entretien et au fonctionnement du stade Le Bassac (ouvert à d'autres disciplines et autres clubs sportifs), la subvention directe à l'équipe de football professionnel s'élevait à 900 000 F (plus 287 000 F pour le centre de formation).

Les industriels engagés se sont donné quinze jours pour tenter de contourner le blocage de la mairie ou de trouver avec celle-ci l'amorce d'un compromis. Depuis le décès du président Henri Bisson, en 1987, le stade lavallois traverse des turbulences qui ont entraîné la descente en deuxième division en 1989 et une présidence par intérim cette saison. En prenant aujourd'hui les choses en main, les industriels mayennais ont voulu passer un contrat de confiance avec les collectivités locales.

GERARD LECLERC

CYCLISME

Dopé... naturellement

LA HAYE

de notre correspondant

Écarté du peloton professionnel par la suspension d'un an prononcée à son encontre au début de l'été, le cycliste néerlandais Gert Jan Theunisse affirme détenir la preuve scientifique que son nom a été injustement saisi par des affaires de dopage en 1988 (Tour de France) et cette année (Fibche wallonne).

Gert-Jan Theunisse ne s'est pas dopé, dit-il. Il est naturellement dopé ! Des analyses biologiques poussées auraient montré que l'organisme du sportif produit insuffisamment de lépistotéron, substance qui est censée dissoudre les hormones secrétées au moment d'un effort intense, telle la testostérone.

CHRISTIAN CHARTIER

RUGBY

La composition du XV de France face à la Nouvelle-Zélande

L'équipe de France de rugby qui affrontera la Nouvelle-Zélande samedi 3 novembre à Nantes, à l'occasion du premier test-match

des All Blacks, actuellement en tournée en France, présentera une ligne de trois-quarts inédite. Les défenses sur blessure de Philippe Sella et de Patrice Lagisquet ont amené les sélectionneurs à retenir le Nimois Jean-Claude Langlade (centre) et le Montfermeilais Philippe Saint-André (ailé). Tous deux joueront à Nantes leur première rencontre internationale. La « charnière » sera également inédite puisque le Lourdais Aubin Hueber évoluera à la mêlée, Didier Camberabero, titulaire indiscutable, restant à l'ouverture.

Composition de l'équipe de France : Serge Blanco (Barritz, capitaine) - Stéphane Weller (Grenoble), Jean-Claude Langlade (Nîmes), Franck Mesnel (Racing CF), Philippe Saint-André (Montfermeil) - (o) Didier Camberabero (Béziers), (m) Aubin Hueber (Lourdes) - Eric Champ (Toulon), Laurent Rodriguez (Dax), Eric Melville (Toulon) - Olivier Roumat (Dax), Abdelatif Benazzi (Agen) - Laurent Seigne (Agen), Louis Armayou (Lourdes), Pascal Ondarts (Biarritz).

Les Néo-Zélandais ont dominé les Barbarians français (23-13) samedi 27 octobre à Agen lors de leur quatrième match en France. Une semaine après le premier test de Nantes, une seconde rencontre les opposera à l'équipe de France samedi 10 novembre à Paris.

« DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT »
Le Monde SCIENCES & MÉDECINE

Les résultats

CYCLISME

Coupe du monde

Le Néerlandais Erik Bruilink a remporté la finale de la Coupe du monde de cyclisme, samedi 27 octobre à Lunel (Hérault). Il a obtenu le meilleur temps du contre-la-montre de 50 kilomètres. L'Italien Gianni Bugno, huitième de l'épreuve, termine en tête du classement général de cette deuxième Coupe du monde.

JUDO

Championnat d'Europe

L'URSS a conservé son titre de champion d'Europe des nations de judo masculin en battant la France aux points (20-13), dimanche 28 octobre à Dubrovnik (Yougoslavie). Les deux équipes avaient atteint le terme de la finale à égalité en finale face aux Britanniques (4-3).

FOOTBALL

Championnat de France

Première division (Quatrième journée)
Monaco b. Paris SG 2-0
Marseille b. Brest 3-1
Metz et Toulon 0-0
Nantes b. Rennes 2-0

Deuxième division (Quatrième journée)
Bordeaux b. Nancy 5-0
Toulouse b. Saint-Etienne 0-0
Cannes et Sochaux 1-1
Lyon b. Nice 1-0
Lille b. Montpellier 1-0
Auxerre b. Caen 1-0

Classement. - 1. Marseille, 22 pts ; 2. Auxerre, 21 ; 3. Monaco, 19 ; 4. Brest, Metz, Bordeaux, Nantes, Lille et Lyon, 15 ; 10. Caen et Paris SG, 14 ; 12. Montpellier, 13 ; 13. Toulouse, 12 ; 14. Toulon, Cannes, Sochaux et Nancy, 11 ; 18. Nice et Saint-Etienne, 10 ; 20. Rennes, 9.

Deuxième division (Quatrième journée)
Bastia et Arles-Avignon 0-0
Charbonnet et Evreux 1-1
Albi b. Valenciennes 1-0
Nîmes b. Dunkerque 3-0
Marignac b. Gueugnon 4-1
Strasbourg b. Rodez 3-0
Dijon b. Lohans 2-0
Mulhouse b. Annecy 2-1
Epinal b. Ajaccio 2-1

Classement. - 1. Bastia, 20 pts ; 2. Istres, 19 ; 3. Nîmes et Albi, 18 ; 5. Valenciennes, 17.

Groupes B
Angers b. Red Star 2-0
Rennes b. Niort 1-0
Laval b. Beauvais 2-1
La Haye b. Orléans 5-1
Guingamp b. Saint-Seurin 2-1

مكتبة الاسلام

هكذا من الامل

Erreurs sur les codes barres !
Parce que chez Leclerc un prix est un prix,
voici notre nouveau cheval de bataille.



Le système des codes barres a permis aux hypermarchés de réduire les erreurs d'étiquetage sur les produits, d'améliorer leur gestion et de satisfaire davantage le consommateur grâce aux factures détaillées fournies à la caisse. Mais Madame Neiertz a raison, trop d'erreurs subsistent. C'est pourquoi tous les Centres E. Leclerc s'engagent à rembourser l'article dont le prix inscrit sur le ticket de caisse ne correspondrait pas à celui indiqué en rayon. Un bon moyen d'éviter les polémiques, non ?

E. LECLERC

Metan...
Bataille de rhyu...
Philippe Broussard
Dopé...
composition du XV de France
face à la Nouvelle-Zélande
CHARTIER
ORDRE NOTRE SUPPLÉMENT

CULTURE

Trois disparitions

Jacques Demy, père du « roman musical »

L'homme qui avait réussi à faire aimer de tous son cinéma « en chanté » est mort à Paris d'une congestion cérébrale. Il était âgé de cinquante-neuf ans

Il a aimé et nous a fait aimer les villes ouvertes sur la mer où passent de jeunes marins en uniforme blanc, des filles blondes et brunes chantant l'amour, des hommes trop beaux parfois pour être heureux et des dames mûres égrenant leurs nostalgies, mais toujours prêtes à rêver. Il a fait des histoires romanesques et des intrigues de mélodrames, des mondes enchantés, proches des contes de fées, où, quand la vie réelle et la vérité sociale reprennent leurs droits, on avait les larmes aux yeux et le cœur gros.

Fût au temps de la nouvelle vague, porté par le succès de ses comédies musicales, uniques dans le cinéma français, Jacques Demy, cinéaste de divertissement, flâneur de clair de lune, capable de passer de l'autre côté de l'écran pour en ramener les personnages de ses fantasmes, et toujours guidé par les échos de la jeunesse, a connu, pourtant, des passages à vide et une traversée du désert dont il revint, au début des années 80 sinon amer, du moins désenchanté jusqu'à ne plus voir dans *Une chambre en ville* Nantes comme au temps de *Lola*.

Puis, il retrouva le goût du bonheur et films comme *Autrefois*, tout en se rendant bien compte que le temps avait passé. Ce temps, on aurait bien voulu le retenir pour garder le sourire franc du « grand Jacques », pour l'entendre encore parler des films qu'il avait envie de tourner, pour voir surgir, encore, de l'écran, sur des aires de chansons populaires, ces êtres qu'il inventait, qui respiraient l'amour en dansant et ne croyaient qu'aux sentiments et à la passion. Aujourd'hui, Agnès Varda, sa femme, la mère de son fils Mathieu, est en train d'achever à Nantes un film sur l'histoire d'un petit garçon qui ne voulait pas être garagiste comme son père, mais faire des films à Hollywood. Un film sur l'enfance et l'adolescence de Jacques Demy, qui nous ramène à ses racines.

Jacques Demy naît le 5 juin 1931 à Pontchâteau, près de Nantes. Fils d'un garagiste soupirant qu'il devienne ingénieur, il apprend la mécanique et l'électricité au collège technique de Nantes, mais, à quatorze ans, il achète une caméra et tourne, avec des camarades de classe, l'aventure d'une fillette kidnappée, *Solange*. La pellicule surposée n'offre, développée, que du blanc, ce blanc qu'on retrouvera plus tard, dans *Lola*.

À seize ans, Jacques Demy est étudiant aux Beaux-Arts. Il y a parmi ses condisciples le futur décorateur Bernard Evein. Puis, il vient à Paris et suit les cours de l'École technique de photographie et de cinématographie (ETPC) de Vaugirard. Sa vocation, c'est le cinéma.

Il travaille quelques mois avec Paul Grimault, cinéaste d'animation, et devient l'assistant de Georges Rouquier (*Farabique*), qui produit, en 1955, son premier court métrage, *Le Saboteur du Val de Loire*. Le court métrage est, alors, une sorte d'école de création qui participe à ce mouvement de renouvellement du cinéma d'où sortira la nouvelle vague. En 1957, Demy adapte à l'écran et en couleurs, en longs plans-séquences, le texte de Cocteau, *Le Bel Indifférent*, monologue lançant d'une femme amoureuse, en face d'un homme qui ne l'écoute pas, ne lui parle pas. Deux courts métrages avec Jean Masson, *Musée Grévin* (1958), *la Mère et l'enfant* (1959), un court métrage sur Ars, la ville du saint curé (1959), achèvent les années d'apprentissage.

Lola, où tout est blanc

Et voici *Lola* (1961), le premier long métrage, le mélodrame poétique, le coup de maître, le film où tout est blanc, la mer, le ciel, la ville, les costumes des marins américains jouant à saute-mouton, la Cadillac de l'homme au chapeau tressé qui revient d'Amérique - photographie Raoul Courtard, décors Bernard Evein, musique Michel Legrand. *Lola* est dédié à Max Ophüls; l'amour et le bonheur y prennent des tons mélancoliques. Les longs et fluides mouvements d'appareil traquent, pour des destins qui s'entre-croisent, un labyrinthe où figure le passage Pommeraye cher aux surréalistes. Et Anouk Aimée, chanteuse de cabaret en chapeau haut de forme et gupière noire, rappelle une autre Lola de cinéma... Mariéne Dietrich.

Comme, après la parenthèse d'un sketch, *la Luxure*, dans un film collectif, *Les Sept Péchés capitaux* (1962), Jeanne Moreau, femme noire et blanche sous ses cheveux platés et en proie au démon du jeu, rappelle, filmée par Demy dans *la Baie des anges* (1962), les fabuleuses femmes fatales d'Hollywood dans les années 30. La ville de Nice, au bord de la Méditerranée, est blanche à briller les yeux sous l'océan du soleil, et Claude Mann est, à l'exemple de Marc Michel dans *Lola*, un jeune homme de nature sentimentale et faible. *Lola* avait reçu un accueil chaleureux. *La Baie des anges*, œuvre plus linéaire et plus dramatique, déçoit.

Mais, au début de 1964, la célébrité fond sur Demy après la sortie des *Parapluies de Cherbourg*, « roman musical » populiste moderne (ce qu'avait été pour l'opéra *Louise* de Gustave Charpentier au début du siècle), décoré par Bernard Evein, mis en musique par

Michel Legrand, et tourné en couleurs « interprétées » au gré des sentiments. Anne Vernon tient une boutique de parapluies et empêche sa fille Catherine Deneuve, d'épouser Nino Castelnuovo, le petit mécanicien de garage dont elle est éprise. Le garçon est appelé au service militaire en Algérie et voilà, signe des temps, un amour brisé.

Le cinéma de Demy s'invente une famille puisque Marc Michel, venu de Nantes où il a connu « *Lola* », épouse, finalement, Catherine Deneuve à Cherbourg, où les personnages parlent en chantant (ils sont doublés d'une façon parfaite) le langage du quotidien, innovation que le public accepte avec enthousiasme tout en s'attendrissant sur le triste destin des amoureux séparés.

Le monde « en chanté » de Jacques Demy sera véritablement enchanté et euphorique dans les *Demoiselles de Rochefort* (1966), comédie musicale (toujours Michel Legrand) où, dans des rues et des décors peints en couleurs vives, Catherine Deneuve et sa sœur Françoise Dorléac, jumeaux physiques mais dissemblables mais qui cherchent parallèlement l'amour, jouent à cache-cache avec Jacques Ferrin, Gene Kelly, George Chakiris, tandis que leur mère, Danielle Darrieux, rêve à l'homme de sa vie... Michel Piccoli, qui va resurgir. Il n'y aura jamais autant de bonheur que dans ce film. Demy est optimiste, fou de chansons et de danses, et il organise les réunions des couples dans une sorte d'illusion lyrique.

Un poète en exil

Il a épousé Agnès Varda, cinéaste nouvelle vague dès l'origine, et qui est, elle aussi, en plein succès. En 1967, ils partent ensemble aux États-Unis. On leur prépare un logement à San Francisco. Et Demy réalise son rêve de « faire des films à Hollywood » : en 1968, il tourne pour la Columbia *Model Shop*, où Anouk Aimée redécouvre Lola exilée et cherchant à gagner l'argent de son retour en France en posant pour des photos sexy dans une boutique de Los Angeles. L'amour se heurte alors, dans le film, au désenchantement.

Demy s'était installé à Los Angeles pour deux ans. Le public américain accueille fraîchement *Model Shop*. Et notre cinéaste, qui en était à un tournant d'inspiration, revient en France. Il porte à l'écran *Peau d'âne*, le conte de Perrault (1970) avec Catherine Deneuve, Jacques Perrin, Jean Marais, Micheline Presle, Delphine Seyrig, et la musique de Michel Legrand. Images chatoyantes, invention décorative, romances et lyrisme sentimental.



Jacques Demy, cinéaste de divertissement, flâneur de clair de lune

C'est joli, charmant ; il y a une fin heureuse. C'est aussi le chant du cygne d'un genre. Chez Demy, le rose n'est plus tout à fait de saison.

Maintenant, le cinéma français le bonde. C'est en Angleterre et en Allemagne qu'il tourne, avec le jeune chanteur Donovan, *le Joueur de flûte* (1971), version cinématographique de la légende médiévale du joueur de flûte de Hamelin. Le merveilleux n'apparaît qu'à la fin. Demy a créé un univers où la pureté et l'innocence affrontent la corruption, le pouvoir autoritaire, la guerre, l'intolérance. L'enchantement s'est fait grave dans ce spectacle pour enfants et adultes où l'on ne reconnaît son style qu'en décembre 1975, les distributeurs français ayant, longtemps, ignoré le film.

Entre-temps, en France, l'*Événement*

ment le plus important depuis que l'homme a marché sur la lune (1972), conte de fées moderne sur un homme qui se trouve soudain en état de grossesse (Marcello Mastroianni a pour partenaire Catherine Deneuve), n'a eu qu'un succès d'estime. Demy veut se renouveler, et l'on attend de lui que des comédies musicales à la manière des *Demoiselles*.

Il doit renoncer à plusieurs projets, puis traite avec des producteurs japonais et réalise, au Japon, en langue anglaise, *Lady Oscar* (1979), adaptation d'une bande dessinée de Ryoko Ikeda, *Rose of Versailles*. Retour en France, en 1980, pour un téléfilm, *la Naissance du jour*, scrupuleusement fidèle au roman de Colette - dont le rôle est tenu par Danièle Delorme, la mère, Sido

étant Orane Demazis. Mais voici une inspiration sombre, et même très noire, avec *Une chambre en ville* (1982), nouveau « roman musical » (le compositeur est, cette fois, Michel Colombier), situé à Nantes, en 1955, pendant une grève des ouvriers des chantiers navals. Doublés comme dans les *Parapluies de Cherbourg*, sauf Danielle Darrieux en ancienne baronne et veuve de colonel, Fabienne Guyon et Marie-France Roussel, les interprètes Dominique Sanda, Richard Berry, Michel Piccoli, parlent en chantant.

Les personnages de Demy ont bien changé. Surtout, Danielle Darrieux, bourgeoise calfeutrée dans un appartement d'où elle observe le spectacle de la vie, pourrait évoquer le temps des couleurs de la joie et de l'amour heureux. Mais on dirait que Demy s'exprime à travers elle. Il n'y a plus d'amour heureux, l'amour sombre dans la tragédie et la mort ; la passion, éphémère, conduit au désastre. Admirablement mis en scène, *Une chambre en ville* est, malgré un soutien très fort de la critique, un échec commercial. C'est, sur fond de conflits sociaux et de réalisme historique, le dernier grand film de Demy.

Il modernise la légende d'Orphée avec *Parking* (1985), où le fantastique est subtilement installé dans la réalité, où l'utilisation des couleurs s'accorde au conte d'amour et de mort et au rituel des concerts du Zénith, mais Francis Huster en chanteur-compositeur à guitare électrique n'est pas convaincant. Il a refusé d'être doublé.

L'ancien univers de Demy renait en partie dans *Trois places pour le 26* (1988), comédie musicale centrée sur Yves Montand, personnage réel, et située à Marseille, où recommence le jeu des coïncidences romanesques et mélodramatiques. Demy semble alors avoir retrouvé la sérénité perdue dans *Une chambre en ville*. Et il fait de l'amour une affaire de l'âge mûr, la jeune Mathilda May étant séduite par Yves Montand, sans qu'il entre là-dedans rien de romantique. Demy n'idéalise plus la sexualité, ce qui avait été, pour lui, une façon d'en camoufler les ambiguïtés. Michel Legrand, qui avait déjà signé la musique de *Parking*, est de nouveau à l'œuvre et donne au film des échos du passé.

A cinquante-neuf ans, Jacques Demy semblait faire le bilan de sa carrière. En fait, on pensait qu'il allait en entamer une autre et on attendait. Avec confiance.

JACQUES SICUET

Ugo Tognazzi, bouffon tragique

Le cinéma italien a perdu, samedi soir à Rome, un de ses « cinq grands ». Il pouvait tout jouer et il a tout joué... Il avait soixante-huit ans

Avec Vittorio Gassman, Nino Manfredi, Marcello Mastroianni et Alberto Sordi, Ugo Tognazzi appartenait à la génération des « cinq grands » du cinéma italien. Il avait, comme eux, pratiqué le radio, le théâtre, la télévision, le cinéma. Acteur complet, comédien et dramiste, il s'en va en pleine gloire et sans qu'on l'ait vu vraiment vieillir.

Bon vivant et pince-sans-rire, personnage d'homme faible batté par les événements ou de roublard, séducteur à l'occasion, il était à l'aise dans tous les rôles de composition. Il n'a été célèbre chez nous qu'à sa maturité, mais le public l'avait si bien adopté qu'il semblait appartenir aussi au cinéma français.

Ugo Tognazzi naît à Crémone le 23 mars 1922, fait ses débuts à la scène à dix-neuf ans, et vient s'installer à Milan en 1945. Là, il commence une belle carrière de fantaisiste de music-hall, qui attire sur lui l'attention de producteurs de films. En 1950, il débute au cinéma dans les *Cadets de Gascogne* de Mario Mattoli. Il a pour partenaire Walter Chiari, qu'il retrouvera souvent par la suite. Jusqu'en 1959, il tourne sous la direction de Simonelli, Bragaglia, Mastroianni, Gora, Steno et Mattoli une bonne trentaine de films qui ne seront pas distribués en France. Il est alors essentiellement un acteur comique. On le remarque dans *Quelle joie de vivre*

(1960), film franco-italien de René Clément. Tognazzi s'impose en 1961 dans *Il Fedele* (Mission ultra-sécète), de Luciano Salce où il interprète un milicien fasciste de la vieille garde chargé d'arrêter un résistant, à Rome en 1944.

Ugo Tognazzi, au tournant de la quarantaine, échappe à tous les emplois plus ou moins stéréotypés qu'on lui a donnés jusque-là et peut enfin montrer un talent riche et surprenant par la caractérisation humaine et psychologique. Cette année-là, il réalise lui-même le *Souteneur*, farce amère dont il est aussi l'interprète principal et où il incarne un être à la fois grotesque et pathétique qu'il reprendra de temps à autre. Les cinéastes italiens s'en inspirent après le succès commercial de son film. Luciano Salce le dirige encore dans les *Typhloïdes* (1962), *La Cuccagna* (1962) et la *Hore dell'amore* (1963) mais c'est l'époque où il fait les rencontres décisives pour sa carrière au cinéma, celles de Dino Risi et de Marco Ferreri.

Un virtuose de la comédie italienne

Avec Risi, il tourne la *Marche sur Rome* (1962) en tandem avec Vittorio Gassman, les *Monstres* (1963), où, en compagnie du même Gassman, il joue une série de sketches féroces de personnages alliés par la société, puis *Fals-mot très mal*, mais couvre-moi de baisers (1968) et *Au nom du peuple*

italien (1971). Avec Ferreri, il tourne des études de mœurs, les *Li bouffonneries tragiques* : le *Li conjugal* (1963), le *Mari de la femme à barbe* (1963), *Erosisme* et *ballons rouges* (1965), l'*Agence* (1971) et, en 1973, deux films réalisés en France : *la Grande bouffe*, chef-d'œuvre noir du cinéaste qui provoque un scandale au Festival de Cannes, et *Touche pas à la femme blanche*.

On peut dire que chez Marco Ferreri, Ugo Tognazzi a pris une dimension encore plus grande et sans doute plus étrange.

S'il travaille avec Carlo Lizzani (*la Vita sarà*, 1964), Antonio Pietrangeli (*le Cocu magnifique*, 1964), *Je la connaissais bien* (1965), Luigi Zampa (*Question d'honneur*, 1965), Ettore Scola (*le Pouvoir*, 1969), Pasolini (*Porchetta*, 1969), Luigi Magni (*les Conspirateurs*, 1969), Alberto Lattuada (*Venez donc prendre le café chez nous*, 1970), Elio Petri (*La propriété n'est plus le vol*, 1972), il régit en maître avec une virtuosité et une diversité confondantes à l'âge d'or de la comédie italienne chez Mario Monicelli : *Nous voulons les cotons* (1972), *Romances et confidences* (1974), *Mes chers amis* (1974) et, chez Risi : *la Carrière d'une femme de chambre* (1975), *la Chambre de l'épouse* (1977), *Derrière amour* (1978). Il est aussi l'interprète de Luigi Comencini dans *Qui a tué le chat ?* (1977) et le *Grand embouteillage* (1978) et

d'Ettore Scola dans *la Terrasse* (1979).

Avec un jeu épuré, Ugo Tognazzi aura représenté jusque-là un homme mûr contemporain aux prises avec les accidents de l'histoire italienne, les transformations sociales et, parfois, l'angoisse de vivre. Cet aspect dramatique apparaît dans la *Tragédie d'un homme* (1980), qui lui vaut le prix d'interprétation masculine au Festival de Cannes et dans les films qu'il signe lui-même. *Un nez qui souffle* (1967), *Sisignore* (1968), *Qui chauffe le lit de ma femme ?* (1976), *I viaggiatori della sera* (1979).

Mais, au cours des années 80, la crise qui affecte le cinéma italien est particulièrement néfaste à la comédie italienne. Ni la *Cage aux Jolies*, d'Edoardo Molinaro (1978) coproduction franco-italienne, ni ses deux suites inspirées d'un succès de vaudeville où Tognazzi remplace Jean Poiret face à Michel Serrault en travesti, ne peuvent passer pour de grandes œuvres. Du moins l'acteur, qui a su se plier à la situation, ne démentit-il pas. Depuis quelques années, on ne semblait plus, ni en Italie ni en France, être en mesure de lui proposer des rôles dignes de lui. Il prenait cette semi-retraite injustifiée avec humour et bonhomie, publiait des livres de recettes de cuisine, comme pour dire qu'il continuait à aimer la vie.

J. S.

Témoignage du décorateur Bernard Evein

Jacques Demy et Bernard Evein se sont rencontrés juste après la guerre, aux Beaux-Arts de Nantes. Dès son second court-métrage, *le Bel Indifférent* en 1957, Demy faisait appel à son ami, qui allait devenir l'un des plus grands chefs décorateurs du cinéma français. Sur presque tous les films de Jacques Demy, c'est Evein qui se charge de recréer son univers visuel si particulier.

« Nous nous étions rencontrés par hasard à Nantes, il avait seize ans et moi dix-sept. Nous n'avons jamais cessé de nous voir depuis, il était mon double, mon reflet. Nous avions encore

tant de belles choses à faire ensemble, mais la production française ne lui faisait pas confiance. Il en a terriblement souffert.

« Jacques étonnait et inquiétait les gens. Il était extrêmement agréable de rapport, mais il dévotait. On croyait ses films légers alors que c'était quelque un de grave. Il est aussi mort de ce malentendu.

« Jacques Demy, c'était la grâce, l'élégance, la pudeur. Dans mon souvenir, il reste associé à la beauté calme de la lumière des bords de Loire, des bords de mer. »

Xavier Cugat, la rumba de Hollywood

Le chef d'orchestre Xavier Cugat, surnommé le « roi de la rumba », dans les années 1930 et 1940, est mort le 27 octobre à Barcelone. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

Né en Espagne à Gerona en 1900, Xavier Cugat dont la famille s'installe à La Havane en 1904 est un enfant prodige : à douze ans, il devient premier violon de l'Orchestre symphonique national. En 1925, il donne sa première série de concerts au Carnegie Hall de New York. L'Amérique va vite le transformer, puisqu'on le retrouve quelques années plus tard à Hollywood, à la tête d'un orchestre typique de rythmes latino-américains. Surnommé « le roi de la rumba », Xavier Cugat avec ses musiciens et ses chanteuses aux

formes plantureuses (dont sa femme Abe Lane) devient aussi inévitable que le trompettiste Harry James dans nombre de films musicaux de la Metro Goldwyn Mayer dans les années 40.

C'est ainsi que Cugat, petit homme rondouillard au visage de lapin souriant apparaît au cinéma avec Esther Williams (*le Ba des sirènes*, *la Fille de Neptune*) de Jane Powell (*l'Amour en croisière*) de Jane Allyson et Van Johnson (*Deux jeunes filles et un marin*) et dans une version musicale de *Grand Hôtel* : *Week-end au Waldorf* avec Lana Turner et Ginger Rogers. Cole Porter lui avait demandé de l'accompagner pour l'enregistrement de *Beguine* la beguine et *Tico Tico*.

G. F.

ÉCHECS



CHAMPIONNAT
DU MONDE
NEW-YORK-
LYON
1990

Septième partie

La victoire attendue de Karpov

Égalité. La septième partie ajournée par Karpov, vendredi 26 octobre, n'a pas été reprise. Kasparov reconnaissant sa défaite samedi dans la matinée. A vrai dire, personne n'attendait un autre choix de la part du champion du monde tant sa position était désespérée à l'ajournement (le Monde daté 28-29 octobre). Les deux joueurs se trouvent à 3,5 points avant la huitième partie qui devait se jouer lundi 29 octobre.

Débarrassé de la banquette de faire « chou blanc » dans les parties sept à douze (le Monde du 27 octobre), Karpov, avec cette première victoire, a rappelé à Kasparov qu'il n'était pas n'importe lequel des grands-maîtres devant qui on peut prendre n'importe quel risque, voire mépriser ses combinaisons.

B. de C.

NOMINATIONS

SANTÉ
M^{me} Dominique Laurent
responsable du cabinet
de M. Bruno Durieux

M^{me} Dominique Laurent, maître des requêtes au Conseil d'Etat, chargée de mission, depuis le 12 octobre, auprès de M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, exerce de fait la fonction de directeur de cabinet. Toutefois, sa nomination officielle ne pourra intervenir qu'à la fin de sa période statutaire au Conseil d'Etat, au début de 1991.

M. Luc Matray, ancien directeur adjoint à la Banque de France, a été nommé chef de cabinet, mercredi 24 octobre.

Parmi les conseillers techniques nommés, trois sont conseillers du ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Elvi : le professeur Bruno Varet, chargé des questions hospitalo-universitaires, du suivi de la loi hospitalière, des études médicales, de la recherche et de l'évaluation médicales; le docteur Jérôme Cahuzac, chargé de la politique du médicament, de la biologie et des équipements sanitaires; et M. Edouard Couty, chargé du suivi de la loi hospitalière. En outre, M^{me} Anne-Marie Brocas, administrateur civil, est chargée de la politique de santé et des relations avec les professions de santé, et M. Patrick Mordelet, des établissements sanitaires et des personnels hospitaliers.

[Née le 21 février 1951, à Paris. M^{me} Dominique Laurent, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, ancienne élève de l'École nationale d'administration, devient, en 1974, administrateur civil aux ministères du travail et de la santé. Chef du bureau prestations familiales à la direction de la Sécurité sociale à partir de 1978, elle est détachée en novembre 1980 dans un emploi d'adjoint au Conseil d'Etat. En 1983, elle est chargée de mission au secrétariat général du gouvernement (éducation nationale, droits de la femme, fonction publique) puis, en mars 1985, elle devient administrateur civil hors classe. Maintes fois dans ses fonctions au secrétariat général du gouvernement (questions sociales), elle est nommée, en juin 1988, maître des requêtes au Conseil d'Etat.]

FAMILLE

M^{me} Anick Morel
directeur du cabinet
de M^{me} Dorlhac

M^{me} Anick Morel, inspecteur de la Sécurité sociale, vient d'être nommée directrice de cabinet du secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, M^{me} Hélène Dorlhac. Elle succède à ce poste à M. Jean Bloquaux, nommé inspecteur général de l'action sociale.

[Née le 28 janvier 1950 à Paris. M^{me} Anick Morel est titulaire d'un CAPES de sciences économiques et sociales. Diplômée de l'École nationale d'administration, elle a commencé sa carrière dans l'enseignement en 1974 à 1977, professeur de sciences économiques et sociales en région parisienne. De 1982 à 1986, elle assure la responsabilité du bureau de la redistribution des personnes handicapées au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. De 1986 à 1988, elle travaille à la Cour des comptes et, après un bref passage à la direction du cabinet de M^{me} Catherine Trautman, alors secrétaire d'Etat chargée des personnes âgées et des handicapés, elle devient, jusqu'en décembre 1989, conseiller technique de M. Claude Elvi, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale. Depuis le 31 décembre 1989, elle est inspecteur de la Sécurité sociale.]

INSTITUT

De Bernard de Clairvaux à Lamartine

Les discours de la séance publique des cinq académies font tous référence à une actualité plus ou moins directe

Un point commun confère une sorte d'unité aux discours des porte-parole des cinq académies rituellement rassemblées sous la Coupole pour la séance de rentrée de l'Institut, mardi 23 octobre. En dépit de leur caractère disparate conforme aux

vocations des diverses compagnies, ces propos semblent tous orientés vers une actualité plus ou moins directe, car ils évoquent soit des problèmes d'ordre culturel ou international, soit scientifique ou politique.

Ainsi, M. Christian Langlois (beaux-arts) en appelle aux jeunes artistes dans son plaidoyer pour la beauté toujours menacée de mort par ceux qui incarnèrent l'avant-garde « un demi-siècle plus tôt et qui, marchant à reculons, voient devant eux un passé qu'ils prennent encore pour l'avenir ».

Tuer la beauté, autrement dit tuer le plaisir joint à l'émotion au bénéfice d'abord de jeux intellectuels arides puis voués à un anéantissement progressif : l'orateur espère fermement la fin de ce règne luciférien et suicidaire.

Ces préoccupations pourrissent-elles sembler futiles au regard du tunnel international ? En se bornant à l'éloge des qualités d'arbitre et de médiateur de saint Bernard de Clairvaux dont on célèbre le neuvième centenaire, personnage considérable dominant le douzième siècle, fondateur de monastères, protecteur de la deuxième croisade, confident de rois et de princes, grand Européen s'il en fut, M. Jean Richard (Inscriptions et Belles Lettres) énumère les nombreux exemples d'une activité de conciliateur efficace.

L'abbé de Clairvaux a mis son immense prestige au service des seigneurs ou des communautés religieuses engagés dans des querelles pouvant tourner au tragique. Or il n'est guère de différend que Bernard n'ait apaisé, le plus souvent au prix de concessions mutuelles.

Les « machines à calculer » de Blaise Pascal sont devenues un outil universel. Le triomphe de l'ordinateur dans tous les domaines de l'activité humaine

n'a plus besoin d'être confirmé. Mais comment, en trois siècles et demi, est-on parvenu à inventer et à vulgariser la pensée artificielle ? M. Jacques-Louis Lions (sciences) en a relevé les grandes étapes et rendu hommage aux principaux pionniers : Pascal, Navier, Prouy, Charles Babbage, Vito Volterra, Alan Turing, L. F. Richardson, Herman Goldstein.

Déclarer
la paix à l'Europe

Autre anniversaire, un bicentenaire cette fois, celui de Lamartine. Là encore, M. Pierre-Georges Castex (sciences morales et politiques) a évoqué l'homme politique de préférence au poète, qui, d'ailleurs, dès 1834 assignait à la poésie de son rôle philosophique, religieux, politique, social.

Comment de monarchiste de droit divin, Lamartine, s'est-il glissé vers le libéralisme, l'optimisme humanitaire, presque le socialisme ? M. Castex a associé aux événements auxquels a participé le poète le progrès continu d'une pensée politique. « L'esprit social a remplacé l'esprit monarchique », proclamait-il à la Chambre en 1834. En 1840, année de crise européenne, il axe ses écrits et ses paroles sur la paix à édifier ou à sauver. En 1841, il se range dans l'opposition. Et, en 1848, chef exécutif du gouvernement provisoire (O combien « provisoire ! »), il impose le drapeau tricolore au cours d'une séance devenue historique et il a le temps, avant de quitter la scène

politique, de déclarer la paix à l'Europe.

C'est en médecin que M. Jean Hamburger, au nom de l'Académie française, s'est penché d'abord sur les problèmes épineux de l'enseignement : « A chaque minute du jeune âge se joue l'avenir du cerveau et l'enseignement reçu par un enfant influencera pour toujours ses structures mentales ». En humaniste ensuite qui défend « l'utilité de l'inutile ». Et d'énumérer quelques disciplines sans utilité immédiate qui ont le pouvoir de développer l'esprit critique, la profondeur d'analyse, l'art de la synthèse, un jugement sain, une curiosité toujours en éveil, etc. A savoir l'étude de la langue française, l'enseignement des textes anciens et la large place faite à la biologie.

Enfin, M. Hamburger vante les possibilités miraculeuses de cette « merveilleuse machine » qu'est la télévision. Du moins la télévision qui passionnerait enfants et adultes sur les grands problèmes de l'heure. « Hélas ! ajoute l'orateur, laissez s'évanouir ce rêve. Cette télévision-là n'existe pas ». Il dénonce alors la compétition de la télévision publique française avec la télévision privée pour une audience maximale et pour des émissions assez souvent détestables.

JEAN-MARIE DUNOYER

Les services ouverts
ou fermés à la Toussaint

PRESSE. - Les quotidiens nationaux paraîtront normalement le jeudi 1^{er} novembre.

BANQUES. - Fermées le 1^{er} novembre.

BUREAUX DE POSTE. - Pas de distribution de courrier à domicile le 1^{er} novembre. Les bureaux de poste seront fermés, à l'exception de ceux assurant la permanence des dimanches et jours fériés.

RATP. - Service réduit des dimanches et fêtes.

GRANDS MAGASINS. - Seront fermés le 1^{er} novembre, à l'exception de la Samaritaine (ouverte de 10 heures à 19 heures) et du Bazar de l'Hôtel de Ville (ouvert de 14 heures à 19 heures).

ASSURANCE-MALADIE. - Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris seront fermés du mercredi 31 octobre, à 15 heures, au vendredi 2 novembre, aux heures habituelles.

ALLOCATIONS FAMILIALES. - Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du mercredi 31 octobre, à 12 heures, au vendredi 2 novembre, aux heures habituelles.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. - Les salles de lecture seront fermées le jeudi 1^{er} novembre, mais les expositions (« Pièces d'échec », « Louis Juvet et le cinéma », ainsi que le Musée des monnaies) seront ouvertes aux heures habituelles.

ARCHIVES NATIONALES. - Les salles de lecture des Archives nationales et le Musée de l'Histoire de France seront fermés le 1^{er} novembre.

HOTEL NATIONAL DES INVALIDES. - Le Musée de l'armée, le dôme royal et le Musée des plans-reliefs seront fermés le jeudi 1^{er} novembre.

1^{er} novembre. Toutefois, l'accès à l'église Saint-Louis demeurera libre pour permettre aux fidèles d'assister aux offices.

CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE. - La Cité des sciences et de l'industrie sera ouverte le 1^{er} novembre, de 10 heures à 18 heures, ainsi que les expositions : « Vive l'eau », « La fabrique de la pensée », « Naissance d'un bateau » et « La science par la bande ». La Géode sera ouverte le lundi 29 octobre et le jeudi 1^{er} novembre.

MUSÉES. - A Paris, seront ouverts : le Centre Georges-Pompidou, le Musée d'Orsay, le Grand Palais (Nouvelle datation Picasso et FIAC 90), l'Orangerie des Tuileries, le Musée Picasso, le Musée des arts africains et océaniques, le Musée des arts et traditions populaires, le Musée Guimet (arts asiatiques), le Musée Gustave-Moreau, le Musée J.-J. Henner, le Musée Auguste-Rodin et le Musée des monuments français.

En région parisienne, seront ouverts : le château de Chantilly, le domaine et l'abbaye de Chailly, les châteaux de Fontainebleau, de Malmaison, de Bois-Préau, le Musée des Granges de Port-Royal, le Musée des antiquités nationales et le Musée du Prieuré, à Saint-Germain-en-Laye.

En province, seront ouverts : le château de Pau, le Musée Messagier, le Musée de Saint-Riquier, le Musée de la Préhistoire, aux Eyzies-de-Tayac, le Musée de la coopération franco-américaine, au château de Blerancourt, le Musée de l'Île d'Aix, le Musée Adrien-Dubouché, à Limoges, le Musée des deux victoires, à Moulilleron-en-Pareds, le Musée Magnin, à Dijon, la maison Bonaparte, à Ajaccio, et le Musée Milelli, en Corse.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5379

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Quand il est petit, n'a pas beaucoup d'obligations. - 2. Un vieil ennemi. Lourde quand elle est grande. - 3. Conseil de détente. Bien ajustés. - 4. N'est pas à mettre avec les objets de valeur. - 5. Accompagnait ceux qui partaient. - 6. Font un cent quand ils sont en carré. Sans aucun fondement. - 7. Sont parfois des fumées. - 8. Bien choisie. Finira par venir à bout.
VERTICALEMENT
1. Mordent les doigts. - 2. Perdre un peu de vie. Cache. - 3. Un vieil ennemi. Lourde quand elle est grande. - 4. Conseil de détente. Bien ajustés. - 5. N'est pas à mettre avec les objets de valeur. - 6. Accompagnait ceux qui partaient. - 7. Font un cent quand ils sont en carré. Sans aucun fondement. - 8. Sont parfois des fumées. - 9. Bien choisie. Finira par venir à bout.

Solution du problème n° 5378
HORIZONTALEMENT
1. Arboriculture. - 2. Coutelas. Audace. - 3. Bure. Ma. Espoirs. - 4. Opé. Est. Son. Et. - 5. Ré. Aspre. Pré. - 6. Illustrissime. - 7. Cautérisant. Tin. - 8. Usée. Etou. Ecrou. - 9. Usé. As. Et. - 10. Tarn. Révisé. La. - 11. Ru. Nis. Urne. Nat. - 12. Ides. Réa. Zéro. - 13. Car. Sôr. Indes. - 14. Economisé. Il. Par. - 15. Es. Ais. Testé.

VERTICALEMENT
1. Accessit. Billet. - 2. Roupie. Éta-meur. - 3. Bure. Ma. Espoirs. - 4. Opé. Est. Son. Et. - 5. Ré. Aspre. Pré. - 6. Illustrissime. - 7. Cautérisant. Tin. - 8. Usée. Etou. Ecrou. - 9. Usé. As. Et. - 10. Tarn. Révisé. La. - 11. Ru. Nis. Urne. Nat. - 12. Ides. Réa. Zéro. - 13. Car. Sôr. Indes. - 14. Economisé. Il. Par. - 15. Es. Ais. Testé.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Serge RECHTER laissent à leur petite-fille Anne-Cécile la joie d'annoncer la naissance de son frère

Maxime,

le 18 octobre 1990, au foyer de Jean-François et Catherine-France HENRY.

3, square du Roule, 75008 Paris.

Décès

Alençon.

M^{me} Nazie Bouet-Veillon, épouse de Jean-Jacques Gagez et leurs enfants, Agnès et Stéphane Gautier et leurs filles, Marie-Christine et Pascal Prayez et leur fils, François et Véronique Bouet-Frémont et leurs enfants, Armelle et Marc Puech et leurs enfants, Jean-Paul Bouet et Nathalie Dubois, ses enfants et petits-enfants, Ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Toute la famille Et les amis font part du retour au Père de

Joë BOUET,

survenu le 23 octobre 1990, dans sa soixante-et-unième année.

Ses obsèques ont été célébrées le vendredi 26 octobre, à 14 h 30, en l'église du Christ-Roi de Courteille, à Alençon.

16, rue Pierre-Curie, 61000 Alençon. PFG Hubert Hamelain, 76, Grande-Rue, 61000 Alençon. Tél. : 33-26-03-21.

Françoise Dubois-Charlier, Jacques et Alain Charlier, ses enfants, Florence et Caroline Charlier, Jean Dubois, Marie-José Karduner, ont la douleur de faire part du décès de

Robert-Edmond CHARLIER, professeur d'histoire à l'université Paris-II,

survenu le 26 octobre 1990, après celui de son épouse,

Simone Charlier,

le 22 octobre 1990.

Ils invitent tous ceux qui le souhaitent à s'associer à l'hommage qu'ils rendent à leurs parents à nouveau réunis.

Tour Avant-Scène, 8, rue Robert-de-Fiers, 75015 Paris.

Le professeur Albert-Claude Benhamou, né Marie-Anne Davidau, Emmanuel et Florent, M^{me} Georges Davidau, Estelle, Olivier et Zoé, M. Jacques Fradin et M^{me} née Nicole Davidau, Hélène et Guillaume, M. et M^{me} Michel Davidau, M^{me} Bernadette Normand, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Albert DAVIDAU,

le 24 octobre 1990, à soixante-huit ans

et rappellent à votre souvenir le

docteur Albert DAVIDAU,

son mari, décédé le 3 juillet 1980

M. Georges Olivier DAVIDAU

son fils, décédé le 27 octobre 1985.

Ils expriment toute leur gratitude aux médecins, à la psychanalyste et aux infirmières qui l'ont aidé.

Dons à la Ligue contre le cancer.

24, rue d'Artois, 75008 Paris.

M. Jean Hugret, son épouse, M. et M^{me} Bernard Hugret, ses enfants, M. François Hugret, M. et M^{me} Jean-Philippe Hugret, et leur fils, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean HUGRET,

née Yvonne Henry,

survenu le 24 octobre 1990.

Le service religieux a eu lieu, dans l'intimité familiale, à Hossogor.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Saint-Nicolas, Avenue du Golf, 40150 Hossogor.

86, rue de Sévres, 75007 Paris.

GUY BROUTY

M^{me} Jacques L'Anthoën, Le docteur Alain Arditi et M^{me} et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Jacques L'Anthoën et leur fils, ont la douleur de faire part du décès de

général Jacques L'ANTHOËN,

survenu le 23 octobre 1990, au Havre.

215, boulevard François-I^{er}, 76600 Le Havre.

Colette Nouvel-Rousselot, sa fille, Hervé Rousselot, son gendre, Marie-Ange et Benjamin Rousselot, ses petits-enfants, Madeleine Roger et sa fille Anne-Marie, Georges Vaillant, son épouse et leurs enfants, Sabine Rousselot, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lucien NOUVEL,

née Reine Dupuis,

survenu le 26 octobre 1990, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 30 octobre, à 15 h 30, en l'église Saint-Georges d'Orival (Seine-Maritime).

M^{me} Marcel Page,

son épouse, M. et M^{me} Jean-Pierre Page,

ses enfants, Philippe et Cécile,

ses petits-enfants, Les familles Page, Lavandier et

Et toute la famille, ont le chagrin de faire part du rappel à Dieu de

M. Marcel PAGE,

vice-amiral, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier du Mérite maritime,

survenu le 26 octobre 1990, à l'hôpital du Val-de-Grâce, Paris-5, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Priez pour lui.

Une bénédiction sera donnée le mardi 30 octobre, à 9 heures, à l'hôpital du Val-de-Grâce.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 31 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sauveur de Rocquencourt, à Brest, au lieu de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Rocquencourt.

Cet avis tient lieu de faire-part.

81, rue du Rocher, 75008 Paris.

M^{me} Paul Barboni,

M. et M^{me} Jean-Michel Poussé,

M^{me} Olga Poussé,

Le docteur et M^{me} Maurice Cassé et leurs enfants,

M. et M^{me} Daniel Blanchard, leur fille et leurs petits-enfants, font part du décès de

M^{me} Gerorgette POUSSE,

née Cassé, directrice d'école honoraire,

survenu le 23 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Remerciements

Georgette Althusser-Boddaert,

sa sœur, François Boddaert,

son neveu, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Louis ALTHUSSER,

agréé de philosophie, professeur à l'école normale supérieure,

prigent toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

M^{me} Marion Leroi,

M. Joël Leroi,

remercient parents, proches et amis présents aux obsèques de leur très cher fils et frère

Christian,

ainsi que ceux qui se sont joints à eux d'intention.

Anniversaires

Le 30 octobre 1989, le cancer

emportait

Pierre PRENTOUT.

A tous ceux qui ne l'ont pas oublié.

Messes anniversaires

A la mémoire de

Guy MADIOT

une messe sera célébrée le mercredi 14 novembre, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Travail.

26, rue Guilleminot, 75014 Paris.

CENTRE
STOÏS-POMPIDOU

EXCLUSIVITÉ

PARIS EN VISITES

MARDI 30 OCTOBRE

LES LUNDIS

CONFÉRENCES

مكتبة الامم المتحدة

AGENDA
LUNDI 29 OCTOBRE

... Le Monde • Mardi 30 octobre 1990 15

ANET DU Monde

Naissances

... (text continues with names and birth dates)

Décès

... (text continues with names and death dates)

CINÉMAS

GÉORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques : le Nuit des forêts (1953, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 14 h 30 ; les Fungus de Giamali (1925), d'Ingmar Bergman, 17 h 30 ; A travers le miroir (1981, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE

ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58).

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Normandie, 9 (45-63-15-18) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Les

Trois Lumières, 6 (46-33-97-77) ; ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : L'Am, 6 (42-78-47-88) ; Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Epée de

Bois, 5 (43-37-57-47) ; L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Pathé Hautesalles, 6 (46-33-79-38).

SAD INFLUENCE (A., v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46).

BIENVENUE AU PARADIS (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-68).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-

CITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Les Trois Balais, 6 (45-61-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

JEAN GALTOM AVENTURIER.

Film français d'Alain Méral : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 9 (45-63-15-18) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zbora,

15 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES

GOSSES (A., v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

COMME UN OISEAU SUR LA

BRANCHE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

CRY-BABY (A., v.o.) : Cinéoches, 6

(46-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

DADDY NOSTALGIE (Fr.) : UGC

Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

DETOUT (A., v.o.) : Action Christine,

8 (43-29-11-30).

DICK TRACY (A., v.o.) : Forum Hor-

izon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 9 (45-63-15-18) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

ILS VONT TOUS BIEN (It., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-68).

L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DE

L'ETRE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.)

Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU. Film canadien de Michael

Rubbo : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Pathé Hautesalles, 6 (46-33-79-38) ; SAD INFLUENCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; BIENVENUE AU PARADIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-68) ; BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Les Trois Balais, 6 (45-61-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; JEAN GALTOM AVENTURIER. Film français d'Alain Méral : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 9 (45-63-15-18) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zbora, 15 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; 58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; COMME UN OISEAU SUR LA BRANCHE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; CRY-BABY (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; DADDY NOSTALGIE (Fr.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; DETOUT (A., v.o.) : Action Christine, 8 (43-29-11-30) ; DICK TRACY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 9 (45-63-15-18) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; LUNG TA (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; MADDO POSTE RESTANTE (Fr.) : Reflet Logos, 1 (45-44-42-34) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; LE MOI, LA COIFFEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (42-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; METROPOLITAN (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Racine Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 9 (45-63-15-18) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; MOI, LA COIFFEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (42-26-12-12) ; Les Trois Lumières, 6 (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-64-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; NON OU LA VAINTE GLOIRE DE COMMANDER (Por., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-83) ; MUSIQUE DU MONDE

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU. Film canadien de Michael

Rubbo : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Pathé Hautesalles, 6 (46-33-79-38) ; SAD INFLUENCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; BIENVENUE AU PARADIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-68) ; BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Les Trois Balais, 6 (45-61-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; JEAN GALTOM AVENTURIER. Film français d'Alain Méral : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 9 (45-63-15-18) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zbora, 15 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; 58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistrail, 14 (45-39-82-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; COMME UN OISEAU SUR LA BRANCHE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; CRY-BABY (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; DADDY NOSTALGIE (Fr.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; DETOUT (A., v.o.) : Action Christine, 8 (43-29-11-30) ; DICK TRACY (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 9 (45-63-15-18) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; LUNG TA (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; MADDO POSTE RESTANTE (Fr.) : Reflet Logos, 1 (45-44-42-34) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; LE MOI, LA COIFFEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (42-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-41-46) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; METROPOLITAN (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Racine Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Normandie, 9 (45-63-15-18) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; MOI, LA COIFFEUSE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (42-26-12-12) ; Les Trois Lumières, 6 (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-64-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) ; NON OU LA VAINTE GLOIRE DE COMMANDER (Por., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-83) ; MUSIQUE DU MONDE

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

PERDU. Film canadien de Michael

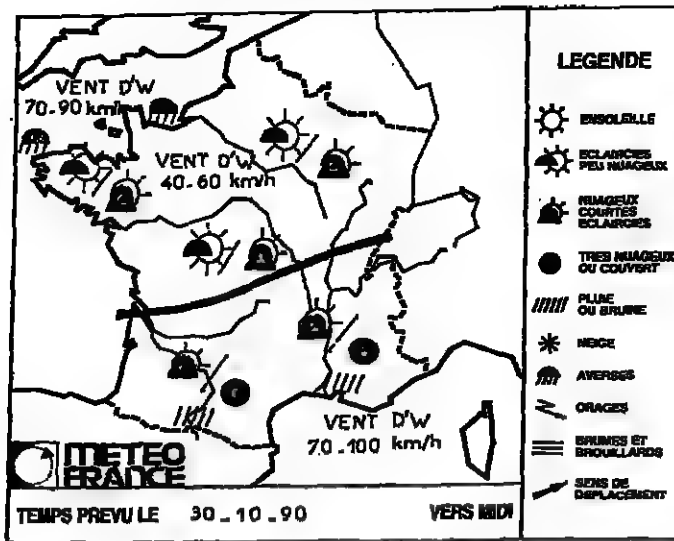
Rubbo : Latina, 4 (42-78-47-88) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Pathé Hautesalles, 6 (46-33-79-38) ; SAD INFLUENCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; BIENVENUE AU PARADIS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-38-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-68) ; BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-84) ; Les Trois Balais, 6 (45-61-10-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Aldia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (46-28-42-27) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86) ; JEAN GALTOM AVENTURIER. Film français d'Alain Méral : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45

AGENDA

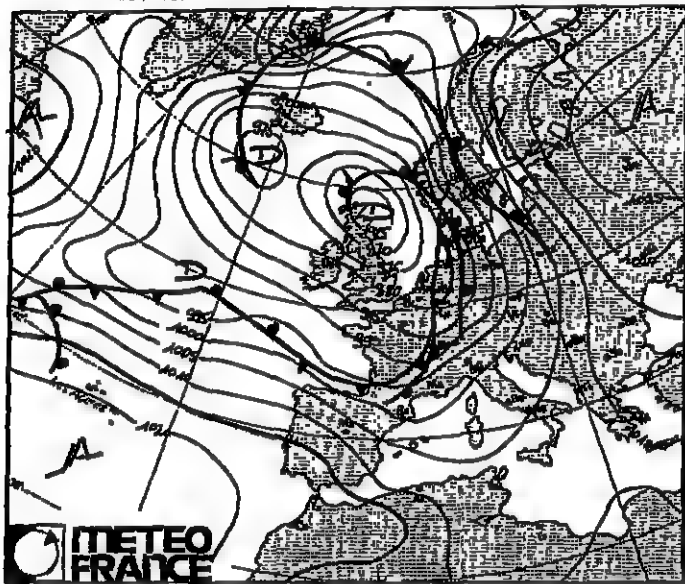
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 30 octobre 1990

Pluvieux et venteux



SITUATION LE 29 OCTOBRE 1990 A 0 HEURE TU



Les nuages, les averse et le vent seront encore au rendez-vous mercredi mais jeudi notre pays profitera d'une petite accalmie. Vendredi, la pluie fera son retour par le nord-ouest.

Mercredi : toujours des averse. - Sur le Bretagne, la Normandie et Nord-Picardie la journée débutera sous un ciel couvert et pluvieux, et les vents d'ouest souffleront aux environs de 50 km/h puis s'affaibliront. En cours de journée ce temps modéré progressera vers le sud et atteindra en soirée les régions allant des Alpes à l'Auvergne et aux Pyrénées (neige en moyenne montagne), tandis que le soleil fera quelques apparitions sur les régions les plus au nord.

Sur le pourtour méditerranéen le ciel sera généralement peu nuageux et le mistral et le tramontane se lèveront.

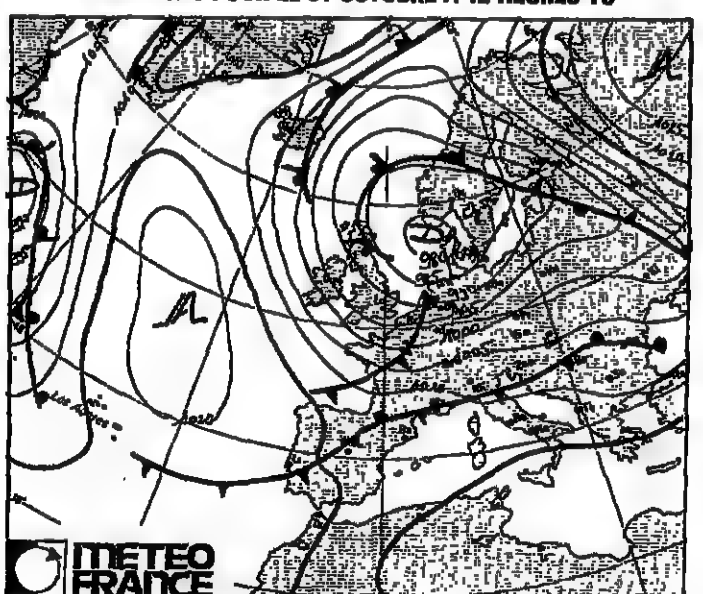
Sur le quart nord-est de notre pays le ciel sera très capricieux, les passages nuageux accompagnés de fortes averse alternent avec quelques éclaircies.

Partout ailleurs, le temps sera maussade avec des chutes de pluie qui pourront prendre parfois un caractère continu.

Les températures maximales seront comprises entre 8 et 7 degrés sur le Nord et le Nord-Est et entre 8 et 10 degrés ailleurs.

Les températures maximales s'échelonneront entre 13 et 15 degrés sur la Nord et entre 16 et 18 degrés sur la sud de la France.

PRÉVISIONS POUR LE 31 OCTOBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxims - minima et temps observé

le 28-10-90 à 6 heures TU et le 29-10-90 à 6 heures TU											
le 29-10-90											
FRANCE				TOULOUSE				LOS ANGELES			
ALGER	19	13	P	TOULOUSE	15	9	C	LOS ANGELES	26	14	D
BARCELONE	17	11	P	TOULOUSE	14	8	P	LUXEMBOURG	9	6	D
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	MADRID	14	13	D
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	MARRAKECH	14	12	D
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	MEXICO	17	8	D
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	MILAN	13	9	A
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	MONTREAL	10	3	A
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	MOSCOW	4	2	N
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	NEW-YORK	13	7	C
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	OSLO	9	8	P
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	PALMA-DE-MAJ	19	18	C
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	PEKIN	19	7	D
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	RIO-DE-JANEIRO	25	20	A
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	ROME	20	14	A
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	SINGAPOUR	32	25	C
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	STOCKHOLM	1	7	C
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	SYDNEY	26	18	D
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	TOKYO	19	12	C
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	TUNIS	21	17	P
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	VARSOVIE	8	6	N
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	VENISE	16	11	P
BRESCIA	17	11	P	PORTO-A-PITRE	32	25	A	VIENNE	12	8	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : □ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 29 octobre

TF 1

20.35 Variétés : Stars 90.
Avec B. Tapie, M. Fugère, F. Feldman, R. Claydeman, W. Philippe, M. Boyce, D. Guerin, le Crazy Horse...
22.25 Magazine : Méditations...
23.50 Magazine : Va y avoir du sport.
0.45 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.40 Variétés : Il était une fois...
Avec Julien Clerc, Gueh Patti, les Infidèles, Mory Kante, le Cirque du Soleil.
22.10 Sport : Tennis. Open de Paris, à Bercy.
23.30 Journal et Météo.
23.50 Feuilleton : Pavillons lointains (2^e épis.).

FR 3

20.40 Cinéma : La grande menace. ◻
Film britannique de Jack Gold (1977).
22.25 Journal et Météo.
22.45 Magazine : Océaniques.
Opéra, de Claire Newman et Gérard Calais.
Les arts (spécial photographie), d'Alain Jaubert.
0.30 Musique : Carnet de notes.
Impromptu op. 90 n° 2, de Schubert.
0.40 Entreprises. La nuit des décideurs.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Suivez cet avion. ◻
Film français de Patrice Amard (1989).
Avec Lambert Wilson, Isabelle Gelin, Claude Piéplu.

21.50 Flash d'informations.

22.00 Cinéma :
Peaux de vaches. ■■
Film français de Patrice Mazuy (1988).
23.25 Cinéma :
Evil dead 2. ◻
Film américain de Sam Raimi (1987).
0.50 Cinéma :
La révolte des gladiateurs. ■■
Film franco-italien de Vittorio Cottafavi (1958).

LA 5

20.40 Téléfilm : Ralph, super héros.
22.20 Série : Jack Killian, l'homme au micro.
23.30 Magazine : Arrêt sur image.
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Cinéma :
Bons baisers... A lundi. ■
Film français de Michel Audiard (1973).
22.15 Série : Brigade de nuit.
23.05 Magazine : Vénus.
23.35 Six minutes d'informations.
23.40 Magazine : Jazz 6.
De Philippe Adler.

LA SEPT

20.00 ► Henri Dutilleul, le mystère de l'instant.
21.00 Moyens métrages :
Joffroi : Le curé de Cucugnan.
De Marcel Pagnol.

Mardi 30 octobre

18.50 Top 50.

19.20 Magazine :
Nulle part ailleurs.
Invités : Jeanne Moreau.
20.30 Cinéma :
Le maître de guerre. ■
Film américain de Clint Eastwood (1986).
Avec Clint Eastwood, Marsha Mason.
22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma :
Sur la route de Nalrobi. ■
Film britannique de Michael Radford (1987).
Avec Greta Scacchi, Charles Dance (v.o.).

0.25 Cinéma :

La folle journée
ou le mariage de Figaro. ◻
Film français de Roger Coggio (1989).
Avec Fanny Cottenpon, Roger Coggio, Marie Laffont.

LA 5

14.35 Série : L'enquêteur.
15.35 Série :
Soko, brigade des stupés.
16.25 Dessins animés.
18.30 Série : Happy days.
19.00 Journal Images.
19.10 Jeu : Télé-contact.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma :
Un génie, deux associés, une cloche. ■
Film franco-italien de Damiano Damiani (1975). Avec Terence Hill, Mico-Mico, Robert Charlebois.
22.45 Magazine : Gool.
De Pierre Cangioni.
23.50 Magazine : Ciné cinq.
0.00 Journal de minuit.

M 6

15.30 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.45 Série : Magnum.
17.35 Variétés : Tungstène.
Emission présentée par Fatine.
18.00 Série : Campus show.
18.25 Jeu : Zygomusic.
Présentée par Laurent Petitguy.
18.54 Six minutes d'informations.
19.00 Série : La fête à la maison.
19.25 Série : Rossanne.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série :
Madame est servie.
20.35 Téléfilm :
Drôle de collège.
22.10 Téléfilm :
Trou de mémoire.
De Mike Robe.
23.45 Six minutes d'informations.

22.30 Court métrage :
Star Suburb, la banlieue des étoiles.
De Stéphane Drouot.
23.00 Portraits scientifiques (Jean Bamar).
23.45 Mosaïque mathématique.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat.
Quand la propagande fait l'histoire - Histoire parallèle.
21.30 Dramatique. Le réveil, de Pascal Rambert.
22.40 La radio dans les yeux.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
Inde : La génération des aventuriers.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la Maison de la radio à Bruxelles) : La fada sacrilège nella morte del precursor san Giovanni Battista, de Fux, par l'ensemble vocal Currende, dir. Erik Van Nevel et le chœur et l'orchestre baroque Il Fondamento, dir. Paul Dombrecht ; sol. : Gord Tuerk, ténor, Jean Niroet, haute-contre, David Thomas, basse, Marie-Noëlle de Callatay, Maria Hoeglin, sopranos.
23.15 Poussières d'étoiles. Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur op. 58, de Beethoven ; Jenufa, opéra de Janacek.

23.50 Magazine : Ciné 6.

0.05 Musique : Boulevard rock' and hard.

LA SEPT

15.15 Cours d'italien (4).
15.45 Documentaire : Le canal.
De Peter Van Den Roek.
16.45 Téléfilm :
Trois amours. De Lara Moin (1^{re} partie).
18.30 Magazine : Dynamo.
19.00 Musiques de l'Afrique noire.
20.00 Documentaire : Via Scialatti 20.
De Marcus Imhof.
20.30 Documentaire :
Robinson dans la lagune.
De Mario Brana.
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Magazine : Dynamo.
22.30 Téléfilm :
Trois amours (2^e partie).

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel méditerranéen.
Le rhume et autres maux.
21.30 De F comme féministe à F comme femme.
Avec Monique Remy (l'histoire des mouvements de femmes, de l'utopie à l'intégration).
22.40 Les nuits magnétiques.
La guerre anonyme.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
Inde : La génération des aventuriers.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra. Semiramis, opéra en deux actes de Rossini, par l'orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Antoni Pappano ; sol. : Lella Cuberti, Françoise Destembart, sopranos, Marine Dupuy, contralto, Luigi Roni, Philippe Fourcade, basses, Rockwell Blake, J. Bernard Thomas, ténor, David Pittsinger, baryton.
23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANRICK COJEAN et la collaboration de « le Monde ».

Audience TV du 28 octobre 1990

Audience instantanée, France entière. 1 point = 202 000 foyers

le Monde / SOFRES/NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	52,1	19,1	10,5	Act. rég. 8,3	Parsons 3,1	L'enfer 7,3	Culture pub 3,1
19 h 45	56,5	22,7	17,7	19-20 Info 6,6	Flash 1,8	Journal 4,5	Ramdam 2,8
20 h 16	65,7	Journal 25,2	Journal 17,8	Benny Hill 9,0	Merry...M 3,7	Journal 4,6	Madame... 5,4
20 h 55	68,8	Retour... 32,3	Vengeance 18,4	Double... 4,7	Narobi 2,3	Course échal. 7,1	Ulysse 6,5
22 h 8	65,8	Retour... 30,6	Vengeance 17,9	Double... 4,2	Flash 2,3	Course échal. 6,2	Ulysse 6,7
22 h 44	35,3	Retour... 18,1	Musique... 3,8	La diva 2,5	Equipe... 2,6	Prix danger 5,3	Mort ou vil 3,0

150

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

La fin du 14^e Salon international de l'alimentation

L'agroalimentaire dans la course à l'innovation

A l'occasion du 14^e Salon international de l'alimentation (SIAL), qui s'est déroulé du 22 au 26 octobre au Parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis) et auquel ont participé 4 500 entreprises, 730 « produits nouveaux » ont été présentés, contre 625 lors de la précédente édition du salon, en 1988. De l'emballage antichoc pour biscuits au sachet individuel d'olives, des innovations qui ne tiennent souvent qu'à un fil.

« Au SIAL, on ne voit que de nouveaux emballages », a-t-il été dit, prononcé par un spécialiste des industries agroalimentaires, résumé bien le statut de l'innovation sur ce marché encombré. Les modifications de conditionnement ou l'incorporation de services supplémentaires concernent en effet 54 % des 730 « produits nouveaux » présentés à l'occasion de ce 14^e Salon international de l'alimentation. Il suffit par exemple de dorer une bouteille de lait traditionnelle d'un bouchon à vis pour pouvoir l'insérer au catalogue des nouveautés du salon.

La recherche-développement n'est pourtant pas en reste. Les évolutions dans les technologies de production, les changements de composition illustrent la volonté des industriels de coller aux nouvelles mœurs alimentaires : vogue des produits allégés ou suralimentés pour répondre au souci diététique des consommateurs, produits prêts à l'emploi, préconisés et prêts à manger pour accompagner la réduction du temps consacré aux repas... Des multiples marques de salade en sachet aux jaunes d'œufs déjà séparés de leurs blancs, les idées ne manquent pas.

Mais les ingénieurs doivent désormais composer avec les spécialistes du packaging pour renouveler les produits fermement installés sur le marché. Comment relancer par exemple la plaquette d'emmental ? « C'est un produit très populaire mais dont l'emballage est jugé peu pratique », explique M. Gilles Amerdt, chef de produit chez Besler. Cette société présente donc au SIAL un emmental vendu en boîte rigide, qui offre, selon M. Amerdt, « une plus grande commodité, une meilleure garantie de fraîcheur, et des facilités de stockage ».

Positionner le produit

Le salon regorge d'ailleurs de ces innovations dans le domaine du service rendu : emballage anti-choc pour biscuits, mousse au chocolat « en aérosol qui respecte la couche d'écume »... sans compter une multitude de « portions individuelles ».

La réalisation de ces adaptations peut nécessiter le recours à des agences de design. Le terme de packaging, que le SIAL traduit par « conditionnement », recouvre en fait trois notions : l'emballage dépend des possibilités de l'indus-

triel, le conditionnement positionne le produit (il faut choisir entre le sachet individuel et le paquet familial), et le packaging proprement dit doit assurer son impact. Ce dernier aspect est devenu primordial puisque chaque innovation est immédiatement imitée par la concurrence.

Mais les frontières entre ces trois étapes deviennent de plus en plus floues, comme l'explique M. Jean-Louis Azoullah, directeur général d'une des plus grosses agences de design françaises, Carré noir : « L'innovation dans l'agro-alimentaire se tourne désormais vers la recherche de nouveaux services à offrir. Mais la moindre nouveauté est aussi un prétexte pour communiquer, ce qui oblige les ingénieurs à travailler avec les services de marketing et les agences de design ».

Face aux grands groupes agroalimentaires, les créatifs n'ont souvent qu'à exécuter une demande très précise : trouver ou modifier un logo, imaginer l'habillage d'un produit très ciblé. En revanche les commandes des PME, à la pointe de l'innovation mais rarement dotées de structures de marketing, sont beaucoup plus floues. Ainsi l'agence Claude Hualt Design a travaillé près d'un an sur Fruitime, un « vin de fruit » relancé depuis quelques mois. Changement de nom, nouvelle bouteille, et même modification de la formule du produit pour adapter le goût au marché : dans ce cas, la réflexion sur l'emballage peut aboutir à une véritable novation.

FRÉDÉRIC BÉGIN

Renonçant au renouvellement de son mandat à la tête du syndicat

Le président du syndicat professionnel redoute « une mise en régie de la pharmacie »

Lassé par deux années de guerre infructueuse avec les pouvoirs publics pour obtenir des conditions d'activité satisfaisantes pour la profession, M. René Sautier a annoncé, mercredi 24 octobre, qu'il ne se représenterait pas, en décembre, à la présidence du SNIP (Syndicat national des industries pharmaceutiques).

Connu pour être un « battant », le créateur ex nihilo de la Sanofi (groupe Eli Lilly), devenu en moins de vingt ans le deuxième groupe pharmaceutique français, M. René Sautier, qui avait, quand l'heure de la retraite fut sonnée pour lui, postulé avec succès à la présidence du SNIP pour continuer à servir le métier, baisse les bras pour la première fois de sa longue carrière. C'est un homme amer et désabusé qui est apparu mercredi 24 octobre à la presse.

Que demandait-il ? Un rapprochement progressif des prix des médicaments français avec ceux pratiqués en Europe pour financer la recherche, forcément longue et pas toujours récompensée, mais bien sûr indispensable pour continuer à figurer dans le peloton de tête mondial. M. Sautier avait en outre cherché à obtenir la définition d'une nouvelle politique permettant de sortir du système actuel des prix administrés (bloqués

depuis plus de deux ans). Enfin, il s'était efforcé de faire passer auprès de l'administration l'idée que l'édification de règles objectives et constantes, applicables à tous, était nécessaire pour construire l'avenir et prévenir les embûches du grand marché de 1993.

Au lieu de cela, il s'est vu opposé l'argument de la surconsommation médicamenteuse, contestable, à son avis, dans la mesure où les comparaisons de pays à pays sont très difficiles, avec l'absence d'indicateurs pertinents en raison des différences entre les produits et les habitudes de prescription, mais aussi parce que la pharmacie n'a pas le poids qu'on lui donne puisqu'elle ne pèse que 13,5 % dans l'assurance maladie et tout juste 3 % dans les dépenses totales de la Sécurité sociale.

Renforcement du pouvoir administratif

Qui plus est, les projets actuels des pouvoirs publics s'orientent, selon lui, vers un renforcement du pouvoir administratif. Tel est le sens du projet de décret, qui se propose de dissocier les indications thérapeutiques de l'AMM (autorisation de mise sur le marché), véritable socle du médicament, des indications remboursables par la Sécurité sociale. Les autres projets du gouvernement l'inquiètent également.

L'administration envisage de créer une agence centrale du médicament, dont nul ne sait encore quelle sera l'étendue, du pouvoir, la politique, les objectifs et les moyens. Elle veut aussi mettre en place un système contractuel de contrôle a priori des bénéficiaires (Pharmaceutical Price Regulation Scheme), fondé sur des paramètres de gestion.

Bref, M. Sautier redoute que l'administration ne mette ni plus ni moins la pharmacie française en régie. Il note au passage que, si des grands pays tels les États-Unis et l'Allemagne fédérale mettent en œuvre des politiques restrictives tendant à limiter l'évolution des dépenses de santé, leur démarrage, en revanche, laisse intactes les possibilités d'action des entreprises, notamment en conservant le principe intangible de la liberté des prix.

Les deux dangers auxquels la France va donc devoir faire face sont, selon lui, la désertion prévisible des fabricants, lassés par les contraintes administratives, et l'asphyxie d'une innovation déjà faible. Le gouvernement, estime-t-il, va devoir choisir entre un excédent commercial pharmaceutique encore important (quelque 5 milliards) mais en décroissance et des économies très hypothétiques sur les remboursements de médicaments.

ANDRÉ DESSOT

La CEP reprend la SEPAIC

Regroupements parmi les organisateurs de salons

Le groupe Rochefortaise Communication vient de céder la plupart de ses activités de foires et salons : le salon du bricolage au Comité des expositions de Paris, et surtout la SEPAIC à CEP-Communication (filiale de Havas). La SEPAIC figure parmi les principaux organisateurs privés de salons professionnels en France, avec un chiffre d'affaires de 129 millions de francs en 1989 pour sept manifestations, notamment dans les domaines de l'alimentaire (généraliste alimentaire et biologique, Salon de la viande, mondial du vin, etc.) du commerce (Equipmag), de la quincaillerie (QUOJEM). La Rochefortaise ne conserve que les salons médicaux. Avec cette acquisition, la CEP, déjà deuxième organisateur de salons professionnels en France, derrière le groupe britannique Blenheim (premier européen, qui contrôle 18 % du marché français), devrait atteindre un chiffre d'affaires de 450 millions de francs en 1991 (sa filiale « salons », la SEPIC, a réalisé environ 250 millions de francs en 1989).

Autorisées à utiliser la « chouette » bleue et jaune

Douze entreprises participent à la campagne contre les accidents domestiques

M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, poursuit sa campagne pour la prévention des accidents domestiques, qui causent 22 000 morts chaque année. Cette année, à la campagne nationale s'associeront douze entreprises, qui pourront utiliser (gratuitement) la petite chouette bleue et jaune, selon un cahier des charges bien précis, dans leurs campagnes de publicité, sur leurs catalogues, sur les emballages.

Chaque fois, le petit animal vigilant devra être accompagné d'un conseil d'usage, d'une information, d'une mise en garde concernant la sécurité des utilisateurs. Deux industriels (Gloria et SWS-Sécurité), une entreprise nationale (la SEITA, direction Allumettes), une chaîne de restauration rapide (McDonald's France), et huit groupes de la grande distribution (AMIF, Carrefour, Conforama, Euromarché, Disca, Ikea, La Samaritaine et Les Trois Suisses) vont ainsi, pendant une année, s'associer à cet effort collectif. Leur exemple sera-t-il suivi ? Et leur bonne volonté durera-t-elle, au fil du temps ? J. D.

PÊCHE

La « guerre de la morue »

Quand les pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon accusent les « pirates » de Saint-Malo...

L'Assemblée nationale, continuant la discussion du projet de budget pour 1991, devait débattre, lundi matin 29 octobre, des crédits du ministère de la mer et évoquer, à ce sujet, le nouvel épisode de la « guerre de la morue » qui affecte les professionnels de la pêche dans les parages de Saint-Pierre-et-Miquelon.

La situation est tendue dans l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon, situé au large de la province canadienne de Terre-Neuve, et c'est la pêche à la morue qui est à l'origine de la crise. Le conflit n'oppose pas les intérêts français, comme on le croit, mais les intérêts des pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui opèrent pour le moment au large du Labrador.

Ce « coup de force » a provoqué la colère des Saint-Pierrais, qui demandent à l'Etat de « bouger dehors l'intrus malouin ». Ils sont encouragés dans cette position par un courrier que M. Rocard a adressé, il y a quelques jours, à M. Gérard Grignon, député contesté de l'archipel : « Le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur les arbitrages qu'il a rendus, destinés à protéger les intérêts des pêcheurs et des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le gouvernement utilisera tous les moyens de droit pour prévenir les actions de pêche illégales », indique le premier ministre.

Coup de force

La pêche constitue, en effet, pour les quelque six mille habitants, l'activité économique essentielle sinon unique. Mais la société métropolitaine Comapêche de Saint-Malo, qui arme trois gros navires congelateurs fréquentant traditionnellement ces parages poissonneux, n'avait, à l'époque, pas accepté les termes de cet arbitrage ministériel, se contentant comme injustement exclue d'une zone où ses chalutiers et marins peuvent mettre en avant des « droits historiques ». Son président, M. Fernand Leborgne, avait fait savoir qu'il ne se satisfaisait pas des compensations que les pouvoirs publics lui proposaient, à savoir des quotas de pêche dans les eaux du Labrador, au large de la Norvège ou du Groenland.

Après avoir réclamé, en vain, depuis six mois, au ministère de

la mer des licences autorisant ses navires à aller tirer leurs chaluts dans la zone française du « 3 PS », M. Leborgne a décidé, il y a quelques jours, d'envoyer l'un de ses navires, la Joseph-Rory II, dans la zone en question, bien qu'il se sache en totale illégalité. Le bateau a été verbalisé par le commandant d'un bâtiment de la marine nationale qui assure sur place les opérations d'assistance aux navires de pêche. Mais M. Leborgne n'est pas décidé à renoncer, et il a même dépêché dans la zone deux autres grands chalutiers, qui opèrent pour le moment au large du Labrador.

Ce « coup de force » a provoqué la colère des Saint-Pierrais, qui demandent à l'Etat de « bouger dehors l'intrus malouin ». Ils sont encouragés dans cette position par un courrier que M. Rocard a adressé, il y a quelques jours, à M. Gérard Grignon, député contesté de l'archipel : « Le gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur les arbitrages qu'il a rendus, destinés à protéger les intérêts des pêcheurs et des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le gouvernement utilisera tous les moyens de droit pour prévenir les actions de pêche illégales », indique le premier ministre. M. Albert Pen, sénateur (apparenté socialiste) de l'archipel, se déclare « indigné par l'attitude des dirigeants de Comapêche, relayant le conflit franco-français sous les yeux amusés de nos voisins canadiens », et il demande au gouvernement de faire expulser les « chalutiers pirates ».

Les cinq chalutiers de la société saint-pierraise Interpêche, les deux autres de la Miquelonnaise, ainsi que les deux usines de traitement du poisson font vivre, dans l'archipel, environ cinq cents familles. On retiendra, pour l'anecdote, que ce sont des capitaines espagnols qui contrôlent la flotte de pêche à Saint-Pierre et qu'une soixantaine de marins embarqués sur les bateaux immatriculés dans l'archipel sont originaires de... Saint-Malo.

FRANÇOIS GROSCHARD

SOCIAL

Aux journées « enseignement-formation » du CNPF à Deauville

M. Perigot souhaite faire des entreprises des « partenaires de la formation initiale »

Entre l'éducation nationale et les chefs d'entreprise, la hache de guerre était déjà enterrée. Avec les propos tenus le 26 octobre par M. François Perigot, président du CNPF, à l'occasion des huitièmes journées « enseignement-formation » réunies à Deauville, l'ère de la collaboration est ouverte. Y compris dans le domaine de la formation initiale.

« Nous devons devenir des partenaires actifs du système éducatif », a affirmé M. Perigot, devant un parterre de dirigeants d'entreprise et de responsables patronaux de la formation. « Il faut déplacer l'effort vers l'amont », a-t-il ajouté plus tard, en regrettant que les entreprises se soient trop longtemps limitées à la formation continue, « en aval », de leurs salariés.

Déjà, il y a deux ans, au même endroit, le président du CNPF avait fait un grand pas qui marquait la réconciliation avec le milieu enseignant, après des décennies de reproches réciproques. Pour la première fois, il avait alors revendiqué une fonction d'éducation et proclamé la naissance de l'« entreprise formatrice ». A Deauville, il est allé encore plus loin en adoptant un ton plus offensif, « en aval », de leurs salariés.

« La compétitivité dépend aujourd'hui de l'efficacité de notre système éducatif ». Les dysfonctionnements et l'inadéquation, qui se traduisent par du chômage, sont autant préjudiciables à l'éducation nationale qu'à l'activité économique et chacun en a pris

conscience. A partir de cette nécessité et de ce constat, « il est temps, a-t-il poursuivi, de chercher ensemble des solutions communes à des problèmes identiques, de partager des objectifs et de mettre en œuvre des synergies ». « La balle est dans notre camp », s'est-il exilé à l'adresse des chefs d'entreprise, prêts d'accueillir « la dynamique de rapprochement ».

Certes l'entreprise est sollicitée trop tardivement, mais M. Perigot considère que celle-ci « est trop peu associée à la formation initiale ». Pour rattraper le temps perdu, il souhaite maintenant « une démarche tournée vers l'écoute et le partenariat ». Par exemple, les investissements consacrés à la formation continue, qui représentent un peu moins de 3 % de la masse salariale, « pourraient être plus rentables s'ils étaient orientés davantage vers la formation initiale ».

Avec à peine moins de hardiesse dans le discours, les 750 participants aux journées de Deauville partagent largement le sentiment de M. Perigot. Au cours de leurs travaux, ils ont, pour leur part, mis en évidence « la complémentarité » de leurs actions avec celles de l'enseignement, par exemple de « partenariat » et évoqué des « zones de responsabilité » à découvrir.

Tous ont souligné qu'il devenait nécessaire « que l'entreprise apprenne son métier de formateur », et ils se sont déclarés disposés à tenter des expériences. Les plus lucides ou les plus pragmatiques ont eu tôt fait de démontrer que les initiatives patronales survenaient à un moment où l'éducation nationale avait des besoins énormes, notamment en enseignants. « Une opportunité à saisir », précisait les adeptes du changement.

ALAIN LEBEAURE

alternatives ÉCONOMIQUES

novembre 90
nouvelle formule

EST :
la transition impossible

CSG :
émoi, émoi, émoi

1991 :
le budget de tous les chocs

Alternatives Économiques - 12 rue du Chapeau 91030 Dijon - Tél. 80 30 97 76

anglais, allemand, espagnol, italien, russe.

ENVOIS D'AVANCE : LANGUES ÉTRANGÈRES EXPRIMES !

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme « pro » ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires.

INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Scs 5100, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél. (1) 42-70-81-83 +

150 سال الامم

COMMUNICATION

Après dix années de fulgurante croissance

M. Murdoch doit faire face à de sérieuses difficultés financières

M. Rupert Murdoch annonce le lancement en Allemagne d'un grand quotidien populaire, en association avec l'éditeur allemand Burda. Un nouveau défi pour le patron du cinquième groupe de communication mondial, qui doit faire face à un endettement spectaculaire et conserver la confiance de ses banquiers.

Le 22 octobre à Adélaïde, en Australie, M. Rupert Murdoch a conservé de justesse le contrôle de News Corp., le cinquième groupe de communication mondial. L'épreuve a été rude. Pressé par d'importants besoins de financement, handicapé par ses difficultés de négociation sur ses dettes, le milliardaire des médias devait renforcer son capital. Mais sans diluer les 45 % qu'il détient, avec sa famille, dans le capital.

M. Murdoch a donc proposé à son assemblée générale la création d'actions sans droit de vote. Habile palliatif qui a pourtant l'inconvénient d'être refusé par les autorités

boursières australiennes et de se heurter à l'opposition farouche de quelques gros actionnaires institutionnels. Le patron de News Corp. a menacé de quitter la Bourse de Sydney pour celle de Londres. Il a promis aux actionnaires de réduire son endettement et d'améliorer la rentabilité du groupe et il a gagné la partie. Le cours de News Corp., après avoir frôlé l'abîme, s'est brusquement redressé. Le danger est écarté. Mais pour combien de temps ?

M. Murdoch est le prototype de ces aventuriers des médias qui ont, tout au long des années 80, utilisé la panoplie des instruments financiers pour se bâtir un empire. Son parcours est exemplaire. Après avoir établi sa mainmise sur la presse et la télévision australiennes, il s'installe aux Etats-Unis en rachetant des dizaines de quotidiens, puis en Grande-Bretagne, en s'offrant le célèbre Times et les éditions William Collins. A partir de 1985, l'audiovisuel complète l'écrit : c'est la création de Sky Television en Grande-Bretagne, le rachat de la Twentieth Century Fox et le lancement d'une qua-

trième chaîne nationale aux Etats-Unis, Fox TV. L'imprimé n'en est pas pour autant délaissé puisque News Corp. s'offre aussi les magazines du groupe Triangle, les éditions Harper and Row et 20 % de Pearson (Financial Times).

Cette spectaculaire percée multimedias sur trois continents repose sur la confiance des milieux financiers. Quelque quatre-vingt-dix banques, réparties dans le monde, ont consenti à M. Murdoch plus de 40 milliards de francs de prêts dont une bonne partie à court terme. Et ce, en vertu de deux axiomes simples : le fantastique cash-flow dégagé par la presse permet largement de rembourser les emprunts ; la valeur des quotidiens et des télévisions américaines suffit à garantir les périlleuses aventures audiovisuelles.

La récession publicitaire américaine a, hélas, dynamité ces deux credo et refroidi la confiance des banquiers. Les ressources des quotidiens et des magazines fléchissent. Mais, surtout, le marché de la communication, aux Etats-Unis, est dépressif : le prix des stations de télévision s'est effondré, de nombreux magazines (Spy, Woman's Day) sont en vente depuis des mois sans trouver d'ac-

quis-mauvais moment. Son réseau Fox TV n'a pas encore trouvé son équilibre. En Grande-Bretagne, le combat de Sky Television contre l'autre chaîne par satellite, BSB, coûte plus de deux milliards de francs par an et ne sera pas rentable avant au moins deux ans. Enfin, News Corp. doit financer la rénovation des imprimeries australiennes, l'aventure d'un satellite de télévision aux Etats-Unis (Sky Cable) et le lancement, en collaboration avec Burda, d'un grand quotidien populaire en Allemagne.

Pour faire face, M. Murdoch commence à serrer les boulons. Il vient de fusionner en deux quotidiens quatre de ses titres australiens. Il tente de mieux utiliser les synergies entre ses diverses publications américaines. Mais cela risque de ne pas suffire aux banquiers qui se font tirer l'oreille pour convertir la dette à court terme de News Corp. Pour beaucoup d'analystes financiers, l'heure des décisions graves a sonné et devrait obliger M. Rupert Murdoch à se séparer de quelques fleurons de son empire. Le patron de News Corp. l'a reconnu implicitement en déclarant récemment que son groupe se reconstruirait sur l'audiovisuel aux dépens de la presse écrite.

La crise frappe M. Murdoch au

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Publicité et bénéfices en baisse

La presse américaine en quête de remèdes

NEW-YORK

correspondance

Les quotidiens américains traversent une phase difficile. Bien qu'ils aient maintenu leur tirage et leurs bénéfices, ils souffrent tous d'une chute des revenus de la publicité, qui représentent environ 70 % de leurs ressources. Ainsi, par rapport à l'an dernier, le New York Times accuse au dernier trimestre une perte de 13,4 % - 10,3 % pour les trois premiers trimestres - de ses revenus publicitaires. Ce qui affecte gravement les bénéfices du journal. Ceux-ci sont en baisse de 43 % par rapport à la même période de 1989.

Le groupe du Washington Post, qui regroupe des stations locales de radio et de télévision câblées ainsi que l'hebdomadaire Newsweek, annonce une baisse de 16 % de ses bénéfices au dernier trimestre, due essentiellement à une baisse de ses recettes publicitaires de 10 % pour le dernier trimestre 1990. Le Wall Street Journal est aussi atteint puisqu'il vient d'annoncer une baisse de 17,5 % de ses bénéfices pour le troisième trimestre, ce qui l'a amené à augmenter de 50 % son prix de vente (de 50 à 75 cents).

de journaux à réduire leur « couverture » des événements. Ainsi, le directeur administratif du Washington Post a demandé aux journalistes de renoncer à des voyages qui ne seraient pas absolument nécessaires. Le gérant administratif du New York Times a donné les mêmes consignes. Ni le Washington Post ni le New York Times n'ont par exemple jugé nécessaire d'envoyer un journaliste pour accompagner M. Cheney, ministre de la défense, dans son récent voyage à Moscou, où les deux journaux ont des bureaux bien établis.

Selon le magazine Time, de nombreux directeurs de journaux craignent que l'industrie de la presse ne doive faire face à de sérieux problèmes à long terme, à commencer par la désaffection sensible des lecteurs, surtout les moins de trente ans. Or cette perte d'intérêt a un effet négatif sur les annonces. En 1946, les quotidiens représentaient 35 % du total des investissements publicitaires. Ce pourcentage est aujourd'hui tombé à 26 %.

HENRI PIERRE

Le CSA censure Amnesty International

Amnesty International ne pourra diffuser sa campagne de publicité en faveur des droits de l'homme sur le petit écran que si elle enlève dans ses films les images d'Hassan II et des autres chefs d'Etat mis en cause. Ainsi en a décidé le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui suggère à l'organisation de remplacer ces portraits par « toute autre illustration d'atteintes aux droits de l'homme dans les pays concernés ».

Le CSA s'estime lié par une jurisprudence ancienne de la Régie française de publicité (qui nous fait refuser la diffusion de portraits d'hommes d'Etat afin de ne pas choquer les convictions politiques ou religieuses de certains téléspectateurs, en vertu d'un décret de 1987). Le spot d'Amnesty a été diffusé samedi 27 octobre dans le cadre de l'émission « Résistances » sur Antenne 2.

Le sommet de M. Jimmy Carter sur la télévision

A quand les majorités et les jazz-bands des conventions américaines au service de la perestroïka ? Pour bientôt si l'on en croit M. Jimmy Carter. L'ancien président des Etats-Unis est persuadé que la démocratisation de l'URSS et le rapprochement soviéto-américain passent par la télévision. Pas seulement par le développement de coproductions ou l'arrivée de CNN et MTV à Moscou, mais aussi par une réflexion commune sur la démocratie audiovisuelle.

Avec le feu vert de M. Mikhail Gorbatchev, M. Carter a créé une commission bilatérale chargée d'étudier l'influence du petit écran sur la vie politique. La commission sera basée à Atlanta. Elle y tiendra aussi, en février 1991, son premier colloque consacré aux règles et pratiques des campagnes électorales à la télévision. Toutes les grandes chaînes américaines seront représentées à ce premier « sommet ». La délégation soviétique sera menée par M. Evgeny Primakov, conseiller de M. Gorbatchev, et par M. Edouard Sagalev, patron de l'information télévisée.

IDATE

14, 15 et 16 novembre 1990 - Montpellier

Technologies clés, expériences, nouveaux concepts

Les 12èmes Journées Internationales de l'IDATE, carrefour de chercheurs et de professionnels, présenteront la variété des innovations technologiques, des expériences et des débats théoriques relatifs aux futurs des systèmes de communication ; une attention particulière sera réservée au champ de l'audiovisuel et des industries culturelles, dans le cadre de diverses sessions.

- Audiovisuel et industries culturelles : entre innovation technologique et nouveaux marchés. La bataille des normes de diffusion par satellite - La péage au visionnement (pay per view) - Les nouveaux supports vidéo - Le dessin animé assisté par ordinateur - La réglementation de la concurrence et de la concentration multimédia - Les expériences dans le domaine de la presse et de l'édition - L'expérimentation dans le champ culturel - L'image au futur (images de synthèse, environnements virtuels, ISO, ...)
- Les relations audiovisuelles avec l'Europe centrale et orientale
- L'avenir de l'audiovisuel et des industries culturelles passe également par la formidable ouverture que représente la perspective de la Grande Europe. Ce thème sera abordé dans une table ronde animée par M. l'Ambassadeur Gilles MARTINE, Président de l'Association pour la Communauté Culturelle Européenne. Elle réunira professionnels et spécialistes de l'audiovisuel d'Allemagne, de Hongrie, de Pologne, de Tchécoslovaquie et d'URSS.

Avec la participation de : AFP (Paris), Anitra Medienprojekt (Münich), ASTRA (Luxembourg), Bibliothèque de France (Paris), BSB (Londres), Canal + (Paris), CARTEON (Bruxelles), CFT Gobelins (Paris), Chambre syndicale de l'Édition Audiovisuelle (Paris), CCE (Bruxelles), Conseil de l'Europe (Strasbourg), DETECOM (Berlin), Euro-CD (Paris), Eurocité-Production (Paris), France Télécom, INA (Nîmes-Montpellier), Institut du Film (Moscou), INTEL (Saint Quentin en Yvelines), LORICA, Consultancy (Londres), Monwell Media (Londres), Media Lab-MIT (Cambridge, USA), Ministère des Affaires Étrangères (Paris), Ministère de la Culture et de la Communication (Paris), MTV (Budapest), Le Monde (Paris), Le Point (Paris), Philips (Eindhoven), Région-Cable (Saint-Nazaire), Screen Digest (Londres), LA SEPT (Paris), Showtime (New York), SFT (Paris), The European (Londres/Paris), UER (Genève), Videografica (Bari), Videobase (Paris), Vision 1250 (Bruxelles), Warner Home Video (Paris)

Avec le concours de la Fondation IDATE (Alcatel CIT, Alcatel NV, CDC, IBM France), de France Télécom, du Conseil Général de l'Hérault, du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et du District de Montpellier.

Information : Roland CASTANIER, IDATE - Tél. 67 64 16 91 - Fax 67 65 57 19

MEDIASPOUVOIRS

FOURTEME JOURNÉE INTERNATIONALE DES MEDIAS

Sommaire du n° 20
OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1990

DOSSIER : TÉLÉVISIONS EN EUROPE

avec notamment les articles de :

- Dominique WOLTON
Éloge du grand public
Kenneth OYSON
Les politiques audiovisuelles européennes
Jean-Claude BURGELMANN - Caroline PAUWELS
La politique audiovisuelle et les petits Etats européens
Catherine CONSO
Les stratégies des opérateurs privés
Nathalie COSTE-CERDAN - Alain LE DIBERDER
Les bases d'un cadre pour une nouvelle réglementation de la télévision
Régine CHANAC - Jérôme BOURDON
L'Europe au Prime Time
Philippe LEMOINE - Xavier DALLOZ
Pour des politiques enfin « Haute Définition »
Isabelle BOURGEOIS
Allemagne : vers le paysage audiovisuel unifié
Jacques SEMELIN
Est-Ouest : naissance d'une nouvelle Europe audiovisuelle
Et les rubriques régulières : Analyses, Repères, Baromètre, Bibliothèque
En vente dans les librairies et directement au (1) 47.23.61.88
100 F l'exemplaire

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ; programme américain unique dans son concept.

Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Docteurs : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Coordonné par European University of America • 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programmes associés en Europe et en Asie : The Hong Kong Polytechnic, The Hong Kong Polytechnic, The Hong Kong Polytechnic

LOTTO 1985

GAMÉ 27 OCTOBRE 1990

4	5	10	11	28	43	16
---	---	----	----	----	----	----

6 numéros : 175 055 F
5 numéros : 5 545 F
4 numéros : 118 F
3 numéros : 19 F

20855

5	8	14	24	38	39	49
---	---	----	----	----	----	----

6 numéros : 25 433 860 F
5 numéros : 155 760 F
4 numéros : 8 260 F
3 numéros : 166 F
2 numéros : 15 F

LOTOSPORT

RESULTATS OFFICIELS

numéro	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
numéro	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50

Le Monde

Édité par la SARL le Monde
Droits de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuy, directeur commercial
Micheline Cerlemans,
directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-04-70 - Société filiale
du journal le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapex LEMONDE
ou 36-15 - Tapex LM

Imprimerie
de « Monde »
12, rue M. Chénier
94852 IVRY-SEINE

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 18
Tél. : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS voies normales y compris CEE avion
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
nouveau numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



COMPAGNIE OPTORG

Résultat au 30-6-1990

Le bénéfice consolidé au 30 juin 1990 par le groupe est de 12,4 millions de francs, à comparer à un bénéfice au 30 juin 1989 de 5,3 millions de francs s'entendant après neutralisation des éléments exceptionnels non récurrents (principalement plus-value nette de cession Dupont S.C.), qui avaient porté le résultat global du premier semestre 1989 à 135,2 millions.

Sur la base des éléments connus à ce jour, le résultat de 1990 pourrait enregistrer, par rapport au résultat 1989 hors profits exceptionnels non récurrents, une progression dont l'ampleur reste subordonnée à l'évolution de la conjoncture.

634 000 LECTEURS
CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde est
la première source
d'information des
cadres supérieurs.
(IPSOS 90)



Dans le cadre de la transformation d'Entreprises Saunier-Duval et de Wanner Isofi, filiales du groupe SGE, en sociétés de personnes, il sera proposé aux assemblées générales extraordinaires convoquées pour le 17 décembre prochain, de réunir pour la fusion de ces sociétés avec la SGE une parité de 5 actions SGE pour 6 actions Saunier-Duval et de 10 actions SGE pour 11 actions Wanner Isofi.

Si ces parités étaient acceptées par les assemblées compétentes, le nombre d'actions nouvelles de SGE ainsi créées serait de 92 195, soit un peu moins de 0,4 % du capital.



Le conseil d'administration de la société Hachette S.A. s'est réuni le 25 octobre 1990, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc Lagardère, pour arrêter les résultats semestriels au 30 juin 1990 de la société et prendre connaissance des résultats consolidés du groupe, dont les principaux éléments sont rappelés ci-dessous :

(En millions de francs)	30 juin 1990	Rappel exercice 1989
Chiffre d'affaires	14 219	14 198
Résultat courant des NMP2	201	291
Résultat net consolidé	346	324
Résultat net part du groupe	261	246

La part du groupe dans le résultat net consolidé, hors plus et moins-values et provisions exceptionnelles, est de 11,9 millions de francs contre 13,8 millions de francs en 1989. Elle sera à la fin de l'année de l'ordre de 230 millions de francs contre 330 millions de francs en 1989.

Le conseil d'administration a pris connaissance de la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel de confier à Hachette le rôle d'opérateur de La Cinq, qui s'accompagne d'une augmentation de son pourcentage de participation, qui passera, pour le groupe, de 22 à 25 %.

Après plus et moins-values, le résultat consolidé devrait atteindre environ 560 millions de francs. Ce résultat prend en compte la plus-value dégagée sur la vente de l'immobilier de 2 milliards de francs. Cette plus-value est affectée à titre de provision, pour un montant de 1,75 milliard de francs, au plan de développement de l'ensemble des activités audiovisuelles du groupe.

Le conseil a particulièrement souligné les points suivants :

- Au cours du premier semestre, les activités de presse américaine ont été affectées par la situation générale aux États-Unis et, plus particulièrement, la baisse du marché publicitaire. Des mesures importantes ont été prises :
 - changement et renforcement de la direction générale du groupe presse aux USA, et mise en place d'une nouvelle équipe de management, sous l'autorité directe de Monsieur Daniel Filipacchi ;
 - plan de révision des charges, aménagements éditoriaux, etc.

La situation de la société est maîtrisée et les résultats obtenus dans le domaine de la diffusion et de la publicité indiquent que le second semestre sera plus satisfaisant pour l'ensemble des publications.

- Au cours des deux dernières années et en 1990, des investissements exceptionnels importants ont été réalisés principalement aux États-Unis, mais également en Europe, en Amérique du Sud et en Asie. Cette politique de développement a pesé sur les résultats de 1990 et il en sera de même en 1991.

Les investissements du premier semestre ont atteint 1 milliard de francs et correspondent principalement aux acquisitions de La Cinq, Dix Minutes, Billboard, Naville, Imperial News, augmentation de capital de RCS et de Salvat.

Au 31 décembre 1990, l'ensemble des investissements réalisés par le groupe sur l'année aura représenté 2 918 millions de francs auxquels s'ajoutent des investissements éditoriaux, directement passés dans les charges de la société, pour 216 millions de francs.

L'endettement net du groupe, qui était au 31 décembre 1989 de 8,2 milliards de francs, est au 30 juin 1990 de 6,9 milliards de francs. Cet endettement sera fin 1990 au même niveau que celui de décembre 1989, compte tenu de l'ensemble des investissements réalisés au cours de l'exercice.

Cet endettement net est compatible avec la capacité du groupe à assurer la charge de cette dette, dont un montant de l'ordre de 6,7 milliards de francs fait l'objet de remboursements échelonnés sur dix ans. Le groupe dispose en outre de lignes de crédit confirmées et non utilisées de 1,7 milliard de francs. Par ailleurs, certains actifs non stratégiques pourraient faire l'objet de cessions contribuant à la réduction de l'endettement. Il n'y a pas de problème de liquidité en 1990 et 1991.

- En ce qui concerne Hachette SA, le résultat courant s'établit, avant plus et moins-values et éléments exceptionnels, à 30,4 millions de francs contre 99,7 millions de francs en 1989. Il est rappelé, comme chaque année, que le résultat d'activité du premier semestre n'est pas représentatif de l'exercice, du fait de la saisonnalité de certaines activités.

Après plus et moins-values et éléments exceptionnels, le résultat net ressort à 1 245 millions de francs contre 114 millions de francs en 1989.

Monsieur Jacques Lehn a été nommé directeur général du groupe en remplacement de Monsieur Yves Sabourat, démissionnaire de La Cinq.

- Le président Jean-Luc Lagardère commentera au cours d'une réunion d'information, le 12 novembre 1990, la situation et les perspectives du groupe.

Vos placements
et le Crédit Agricole

RÉMUNÉRATION DES TITRES PARTICIPATIFS
OCTOBRE 1985

La rémunération annuelle des Titres Participatifs du Crédit Agricole - Octobre 1985 se compose d'une partie fixe égale à 50 % du TMO (taux moyen mensuel de rendement à la date de règlement des emprunts garantis par l'État et assimilés) et d'une partie variable égale à 39 % de ce TMO, multipliée par un coefficient de participation qui varie selon l'évolution des résultats nets du groupe Crédit Agricole, conformément au contrat d'émission.

Les résultats nets s'établissent à F. 4.890,7 millions en 1989 contre 4.058,8 en 1988. Compte tenu du coefficient de participation de 2,525 retenu pour le coupon de 1989, le coefficient applicable à la rémunération de 1990 s'élève à 3,042 soit 168,64 % du TMO.

Conformément au contrat d'émission, la rémunération globale ne peut dépasser 120 % du TMO. Sur la base d'un TMO moyen de 9,8767 % (période de référence d'Octobre 1989 à Septembre 1990 inclus), le coupon sera égal à F. 118,52 pour un titre participatif de F. 1.000 nominal et sera mis en paiement le 4 Novembre 1990.



Le bon sens en action

COMPAGNIE FINANCIERE DE CIC

Résultats du Groupe CIC pour le 1^{er} semestre 1990

Au cours du premier semestre 1990, le Groupe CIC a enregistré un résultat net consolidé de 940 MF contre 393 MF au premier semestre 1989 et 1 332 MF pour la totalité de l'année 1989. La part du Groupe s'élève à 794 MF au premier semestre 1990 contre 348 MF au premier semestre 1989 et 1 026 MF pour la totalité de l'année 1989.

Le produit net bancaire du premier semestre 1990 a été stable par rapport à celui calculé, à périmètre identique, sur la base de la moyenne des deux semestres de 1989. En dépit de la hausse des taux, il a été constaté une nouvelle dégradation de la marge d'intermédiation bancaire due principalement au renchérissement du coût des ressources. Les activités de crédit spécialisées exercées au sein du Groupe UIC ont connu une évolution très satisfaisante au cours du semestre. Toutefois, la contribution des implantations étrangères a été limitée du fait de la baisse du dollar contre le franc et les activités de marché ont, pour leur part, encore souffert d'une conjoncture défavorable.

Les frais généraux ont été bien maîtrisés puisqu'ils n'ont progressé que de 1,2 % par rapport à la moyenne des deux semestres de l'exercice 1989. Le résultat brut d'exploitation pour le premier semestre 1990 (2 102 MF) est du même ordre que celui enregistré en 1989 pour la moyenne des deux semestres de 1989 (2 060 MF).

Le premier semestre 1990 a été marqué par un effort exceptionnel de provisionnement portant principalement sur les risques pays. On peut estimer à 970 MF les dotations nettes qui ont pesé sur le résultat de ce semestre. Cet effort n'a été possible que parce que, dans le même temps, le Groupe CIC a réalisé des plus-values de cessions immobilières pour 1 726 MF provenant du CIC Paris et de la BUE.

Les autres provisions d'exploitation progressent d'environ 20 %; elles portent à la fois sur le marché des particuliers en France et les activités conduites à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne.

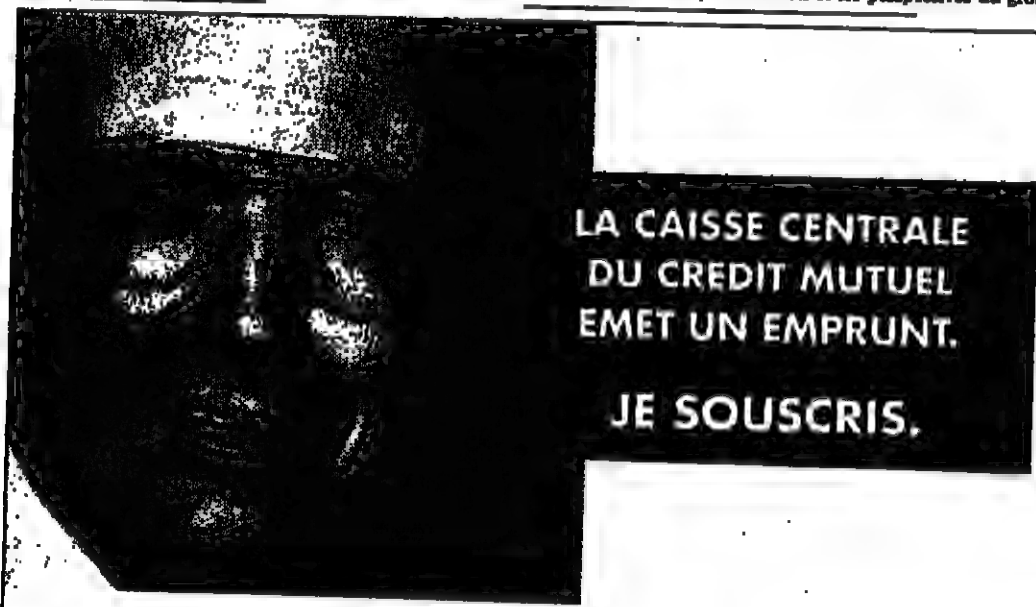
Après éléments exceptionnels, le bénéfice net du premier semestre (940 MF) progresse de 41 % par rapport à la moyenne des deux semestres de 1989. La part du Groupe s'élève à 794 MF contre 513 MF pour la moyenne des deux semestres de 1989.

Le résultat consolidé pour 1990 ne sera pas affecté par la fusion de la Compagnie Financière de CIC et de la Banque de l'Union Européenne qui doit intervenir le 26 décembre 1990, la Compagnie absorbant une filiale à 100 %.

Malgré les incertitudes de la conjoncture, le Groupe envisage pour l'exercice 1990 un résultat du même ordre que celui de 1989.

36 15
I M

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)



LA CAISSE CENTRALE
DU CREDIT MUTUEL
EMET UN EMPRUNT.
JE SOUSCRIS.

ÉMISSION D'UN EMPRUNT
SUBORDONNÉ REMBOURSABLE
A TAUX FIXE

695 millions de francs en titres
de 5 000 F.

Prix d'émission : 100,00 % soit 5 000 F
par titre.

Taux d'intérêt : 10,70 % soit 535 F par titre,
payable le 19 novembre de chaque année.

Taux de rendement actuariel
au règlement : 10,70 %.

Jouissance et règlement : 19 novembre 1990.

Durée : 12 ans.

Amortissement : au pair et en totalité le
19 novembre 2002, sous réserve de rachats
en Bourse.

Note d'information (visa COB n° 90-440 en date du
24 octobre 1990) disponible sur simple demande.
Bolo du 29 octobre 1990.

Souscriptions reçues dans toutes les Caisses de Crédit Mutuel

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

CNAV
CAISSE NATIONALE
DES AUTOROUTES
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Emprunt Octobre 1990

1 milliard de Francs

soit 200 000 obligations de 5 000 F

Prix d'émission : 4 949 F

Taux nominal : 10,50 %

Taux de rendement actuariel brut : 10,64 %

1^{er} coupon payable le 12 Novembre 1991 pour un montant de 525 F

Durée : 14 ans

Amortissement en totalité le 12 Novembre 2004

Jouissance, règlement : 12 Novembre 1990

Souscription auprès des Banques,
de la Poste, des Caisses d'Épargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor.
Une fiche d'information (visa C.O.B. N° 90-441 du 24/10/1990) peut être obtenue sans frais auprès de la
CNA, 11, rue Saint-Dominique - B.P. 140-07 - 75326 PARIS Cedex 07
et des Établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA
pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

صكرا من الامن

Le dossier agricole oppose fortement la CEE, les Etats-Unis et le tiers-monde

Lire la suite page 27

Edite Mutuel
un langage à qui parler

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Espagne avant le marché unique

L'embellie de l'économie basque

La croissance a été plus rapide qu'ailleurs et le chômage continue de diminuer

LES Basques ont élu leur nouveau Parlement autonome, dimanche 28 octobre, dans un climat d'embellie économique qui n'a pu que favoriser le gouvernement en place : la coalition formée par le PNV (Parti nationaliste basque) et par les socialistes. A peine sorti d'une crise sans précédent, tant par son acuité que par sa durée, le Pays basque, en effet, connaît aujourd'hui une reprise, indéniable, quoique encore fragile et vulnérable.

Entre 1975 et 1985, les années de la « décennie noire », la croissance cumulée avait été négative : -0,3 %. Depuis 1985, le Pays basque a retrouvé des taux positifs : en 1986 et en 1989, la croissance (6,4 % et 5,7 % respectivement) a même été plus rapide que celle de l'Espagne, pourtant elle-même remarquable. Le taux de chômage a commencé à se réduire de manière sensible, tout en restant supérieur à la moyenne nationale : après avoir atteint un « plafond » de 24 % en 1986, il est redescendu, à la fin de 1989, à 18 %.

Personne à Bilbao n'aurait sans doute osé en espérer autant il y a quelques années à peine. Le Pays basque ne venait-il pas de toucher le fond ? La grave crise qui affecta durement l'Espagne tout entière fut en effet particulièrement rude dans ce bastion de la vieille industrie nationale. La structure économique du Pays basque n'était-elle pas précisément concentrée sur les secteurs désormais en crise dans le monde entier : chantiers navals, sidérurgie, transformations métalliques ? Comme le souligne Ricardo Gonzalez-Oryu, « conseiller » (ministre) du gouvernement autonome basque, « les cycles économiques sont toujours vécus chez nous avec plus d'intensité, tant notre structure industrielle est réduite et concentrée : nous n'avons pas de garde-jour amortisseur ».

Il fallut donc reconstruire : licencier, réduire les capacités de production, moderniser, techniciser. Une tâche d'autant plus douloureuse qu'elle fut entreprise tardivement. « Dans les années 70, les pouvoirs publics ne semblaient avoir aucune stratégie industrielle cohérente pour le Pays basque, et continuèrent à renflouer de manière indiscriminée les secteurs en crise au lieu de les restructurer »,

observe Alfonso Basagoiti, conseiller des finances du gouvernement basque.

« Nous constatons que les entreprises sidérurgiques se reconstruisent ou ferment leurs portes dans les pays alentour, alors qu'ici il ne se passait toujours rien, renchérit Antonio de Madariaga, président de la chambre de commerce et d'industrie de Bilbao. Le secteur public constituait pourtant le principal actionnaire des grandes entreprises en crise, mais il semblait paralysé ».

Restructuration énergétique

Si la restructuration de l'industrie basque commença avec retard, elle n'en fut pas moins menée tambour battant, et sans ménagements. Dans les chantiers navals, elle donna d'ailleurs lieu à de rudes affrontements avec les syndicats. « La reconversion a fait perdre au Pays basque, entre 1975 et 1985, un tiers environ de ses emplois industriels, et de manière structurelle : nous savons que les entreprises qui licencient n'allaient certainement pas réembaucher dans la même proportion lorsque la conjoncture s'améliorerait », rappelle José Elorrieta, secrétaire général du syndicat nationaliste ELA-STV (Solidarité des travailleurs basques), majoritaire dans la région. Et d'ajouter : « A l'exception des chantiers navals où s'est produit un véritable démantèlement, nous ne nous sommes d'ailleurs pas opposés à la reconversion à condition qu'elle s'accompagne d'une véritable restructuration du secteur, car nous savons que le processus était inéluctable ».

Il n'y eut pas, d'ailleurs, que les compressions de personnel. Le Pays basque fit en même temps un réel effort pour améliorer le niveau technologique de ses entreprises, pour moderniser les méthodes de production. La tradition des contacts tissés avec les industriels des pays plus avancés facilita la tâche. « Les patrons basques, tout comme les catalans, sont davantage habitués à traiter avec l'Europe que ceux du reste de l'Espagne », assure A. de Madariaga. Nous fabriquons, ajoute-t-il, des produits métalliques intermédiaires que nous allons vendre en Allemagne ou en France, et il y a donc belle lurette que nous sommes intégrés aux grands cir-

cuits de vente européens. » Si le Pays basque ne représente que 6 % du PIB espagnol, ne réalise-t-il pas par contre à lui seul 11 % des exportations nationales ?

L'octroi de l'autonomie à la région contribua également à donner une nouvelle impulsion à cette grande tâche de modernisation industrielle. « La stratégie du ministère de l'Industrie à Madrid était avant tout fondée sur le développement, par le biais d'une introduction massive d'investissements étrangers, de quelques secteurs de pointe, comme l'électronique ou l'informatique : une stratégie qui pouvait répondre aux priorités économiques de la région de Madrid ou de la Catalogne, mais certainement pas à celles du Pays basque », souligne Jaime del Castillo, professeur d'économie à Bilbao. L'autonomie a permis au nouveau gouvernement basque de prendre les choses en main et de mettre en œuvre une stratégie plus spécifique.

machines-outils, l'industrie basque peut soutenir désormais la comparaison avec les pays plus avancés, ou figure à tout le moins, selon l'expression d'un directeur de banque locale, parmi « les tout premiers du groupe des seconds ».

Industriels dans l'âme

Mais l'économie basque n'en souffre toujours pas moins d'une faible diversification. D'une part parce que le secteur industriel se taille toujours la part du lion dans la structure économique locale : il représentait 50 % du PIB avant la crise, il en constitue encore 44 % aujourd'hui. Et de l'autre parce que ce secteur industriel reste concentré sur les mêmes activités qu'auparavant : celles de la transformation métallique.

« La reconversion a conduit les patrons à moderniser leurs techni-

regard de cent cinquante ans de traditions industrielles ?

Pouvait-il d'ailleurs en aller autrement ? Nombreux sont ceux qui soulignent, à Bilbao, que le Pays basque ne pouvait se risquer à un saut dans le vide. Et que, à condition que l'offre sache s'adapter de manière flexible aux fluctuations de la demande (qu'elle, si nécessaire, comme dans les chantiers navals, à ne pas hésiter à sabrer ferme), le métal peut encore avoir quelques beaux jours devant lui.

Il n'en demeure pas moins que le Pays basque ne peut se permettre aujourd'hui d'en rester là. « L'assainissement n'est pas terminé : nous avons seulement jeté les bases pour qu'il puisse l'être dans cinq ou six ans si nous poursuivons sur la même voie », avertit A. Basagoiti. Les tâches encore à réaliser sont nombreuses. Il faut par exemple lutter contre le morcellement

concerne le volume global de marchandises, et qui dispose d'un tirant d'eau exceptionnel lui offrant de bonnes perspectives d'avenir. Un plan, prévoyant son développement et portant sur cinq ans, a été élaboré, mais la répartition de son financement suscite de sérieux tiraillements entre les gouvernements de Madrid et de Bilbao.

Reste, enfin, pour parachever la restructuration de l'économie basque, un impératif fondamental : celui de relever le défi technologique. « C'est la tâche désormais la plus importante, sans laquelle toute stratégie anti-crise restera insuffisante à moyen terme », souligne R. Gonzalez-Oryu. Aussi les autorités basques viennent-elles de lancer un vaste « plan de stratégie technologique » destiné à stimuler la modernisation des entreprises, et axé sur trois secteurs : les matériaux de pointe, les technologies de fabrication et celles d'information.

La France premier client

Exportations	1979 %	1988 %
Etats-Unis	9,4	8,5
Canada	1,0	1,7
Japon	0,3	1,1
Communauté européenne	39,5	59,4
France	15,5	20,2
RFA	8,3	11,4
Royaume-Uni	4,9	9,1
Europe du Nord	3,9	3,8
Europe méditerranéenne	3,4	—
Pays de l'Est	8,0	3,1
Nouveaux pays industriels	7,0	4,1
Pays système de préférences généralisées	25,2	14,8
Autres pays	2,0	3,7

Source : Caisses d'épargne basco-navarraises, Madrid, 1990.

adaptée à notre problématique. » Une autonomie d'ailleurs très large dans le domaine économique, incluant même le droit de lever l'impôt.

Le Pays basque, chacun en convient à Bilbao, a donc réalisé durant ces dernières années un grand effort pour moderniser son tissu industriel, afin de se préparer au grand défi du marché unique. Et la reprise actuelle témoigne que tout cela n'a pas été vain. Dans certains secteurs, comme celui des

ques de production mais pas à changer de secteur », observe J. del Castillo. J. Elorrieta le résume de manière plus lapidaire : « Nous produisons mieux la même chose ». Si ébauche de diversification il y a eu, c'est au sein même des secteurs existants : furent-ils plus sophistiqués et plus variés, le Pays basque, en fin de compte, continue à fabriquer des produits métalliques.

« Nous sommes des industriels dans l'âme : c'est notre principal défaut et notre principal défaut », reconnaît à ce propos R. Gonzalez-Oryu. « Lorsque on a accumulé une technique dans un secteur au fil des décennies, il est absurde d'y renoncer sans plus », renchérit son collègue A. Basagoiti. La reconversion n'a donc pas conduit à abandonner du jour au lendemain cette « culture du métal » qui a fait, selon les époques, le bonheur et le malheur de l'économie basque. Que passent dix années de crise au

Le métal en tête des ventes

(exportations non énergétiques en pourcentage)

Exportations	1979 %	1987 %
Agriculture, élevage, pêche	0,3	0,3
Biens intermédiaires	33,8	32
Minéraux métalliques	27	24,5
Minéraux non métalliques	2,8	2,8
Chimiques	3,3	4,9
Biens d'équipement	39,7	44,4
Constructions métalliques	1,6	1,4
Produits finis métalliques	12,6	10,7
Machines non électriques	13,4	16,6
Bureautique, optique, précision	0,5	0,8
Matériel électrique électronique	3,7	6,6
Pièces d'automobiles	3	4,2
Construction navale	0,1	0,7
Aéronautique	1,7	3,3
Autres matériels de transport	26,2	23,3
Biens de consommation	5,5	4,1
Alimentation	0,8	0,7
Textile, cuir, chaussures	0,6	1,2
Bois et meubles	3,2	3,9
Papier, arts graphiques	16,1	13,5
Caoutchouc, plastique, autres...		

excessif du tissu industriel : 72 % des établissements basques ont moins de vingt employés, et 6 % seulement plus de cent. « On peut vraiment parler chez nous d'un système de minifindus industriels, ce qui est d'autant plus nocif que les petites entreprises se refusent à collaborer entre elles, par exemple pour avoir accès en commun à certaines infrastructures », souligne J. del Castillo.

Il s'agit aussi de développer progressivement un secteur de services resté très faible, afin d'assurer une assise plus large à l'économie locale. Les autorités comptent beaucoup, à cet égard, sur la croissance du port de Bilbao, qui est déjà devenu le premier du pays, avant Barcelone, en ce qui

Il vient s'ajouter au plan Europe 93 entré en vigueur en 1989 et visant à moderniser de fond en comble les infrastructures de la région, tant celles de transports que de télécommunications. Son financement a été initialement évalué à 350 milliards de pesetas (19 milliards de francs).

Si les projets sont donc ambitieux, c'est que le temps presse : à peine sorti de la crise, voilà que le Pays basque se retrouve déjà sans transition aux portes du marché unique. Et il s'agit dans ces conditions de travailler contre la montre si les patrons basques veulent être à même de prouver, en 1993, qu'ils sont aussi européens qu'ils veulent bien l'affirmer !

de Bilbao
THIERRY MALINIAK

Une place pour investir

LES capitaux venus d'au-delà des frontières boudent apparemment le Pays basque. Alors que la participation de cette région au PIB national atteint 6 %, elle ne reçoit à l'heure actuelle que 2,5 % du total des investissements étrangers en Espagne. Un pourcentage qui était quatre fois plus élevé dans les années 80, lorsque le Pays basque constituait l'un des moteurs économiques du pays.

Si relance il y a, elle est donc essentiellement le fait, pour le moment, des capitaux autochtones. Ce qui prouve, certes, l'indéniable dynamisme de ces derniers. Mais ce qui n'est pas moins handicap : le Pays basque a pourtant bien besoin, tout comme le reste de l'Espagne, de cette « irrigation technologique » dont les investissements étrangers sont généralement porteurs.

Diverses causes expliquent ce phénomène. Les secteurs qui forment l'ossature industrielle de la région ne constituent pas précisément ceux qui attirent aujourd'hui l'investisseur étranger. En outre, la disponibilité en terrains industriels est désormais limitée : le Pays basque est petit (7 260 km²), fortement peuplé — sa densité, 300 habitants par km², est la plus élevée d'Espagne après celle de la région de Madrid — et il reste donc peu de place disponible pour celui qui veut y construire une nouvelle entreprise.

En outre, l'environnement y est très détérioré et la pollution palpable, ce qui rebute à un moment où le critère de la qualité de vie acquiert davantage d'importance dans les décisions.

de localisation d'entreprises. Enfin, le Pays basque souffre de se trouver sur le versant estuaire de la Communauté, à un moment où tend à se déplacer davantage vers le centre de l'Europe le centre de gravité économique du Vieux Continent.

Le Pays basque a pourtant aussi de réels avantages à faire valoir à ceux qui veulent s'y installer. Une main-d'œuvre qualifiée avec une longue tradition industrielle, d'abord. Une « culture d'entreprise » dynamique et plus ancienne que dans le reste de l'Espagne, ensuite. De bonnes communications avec le nord, enfin.

Les responsables locaux n'ont pas tort, par ailleurs, de souligner la faible pourcentage d'investissements étrangers au Pays basque doit être relatif. Tandis qu'une bonne partie des capitaux qui affluent vers Madrid, notamment dans le secteur immobilier, sont de caractère purement spéculatif, il n'en va pas de même à Bilbao : les investissements qui s'y installent sont véritablement, eux, d'ordre industriel.

L'emprise moindre de l'ETA

Certains, au-delà des frontières, commencent d'ailleurs à considérer qu'il ne s'agit pas là d'une trop mauvaise place pour investir. C'est le cas de l'entreprise anglaise Rolls-Royce, qui, en collaboration avec une société locale et avec l'Institut national d'industrie de Madrid, va y installer une usine de moteurs d'avion. Un projet accueilli avec enthousiasme par les responsables locaux, qui lui octroient une véritable valeur de

symbole : qu'une telle usine, destinée en sus à équiper des appareils militaires, soit installée au cœur du Pays basque, voilà qui aide à démontrer que celui-ci peut constituer un emplacement sûr pour les investisseurs étrangers. Et que la crainte de la violence doit donc cesser d'être rédhibitoire pour ces derniers !

La spectre de l'ETA, il est vrai, a longtemps plané sur l'économie basque, notamment aux yeux des sociétés françaises. L'entreprise Michelin peut par exemple en témoigner, elle qui y a vu l'un de ses ingénieurs assassiné, un autre blessé, et un de ses directeurs enlevé. Est-ce pour cela que la France, qui est, et de loin, le premier partenaire commercial du Pays basque, tant pour les achats que pour les ventes, n'y est, en revanche, que le sixième investisseur ?

Reste que la situation est en train de changer. L'emprise de l'ETA s'est faite aujourd'hui beaucoup moins pesante. Nombre de dirigeants de PME françaises ont établi des joint-ventures avec leurs collègues basques, et certains n'ont pas hésité à s'installer sur place. « Il faut cesser d'avoir une vision catastrophiste du Pays basque », répète inlassablement à ses visiteurs l'attaché commercial de notre pays à Bilbao, Jean Dollé. Les diplomates français en poste dans cette ville n'ont-ils pas d'ailleurs donné l'exemple en renonçant à tout type d'escorte et en se promenant librement dans Bilbao... ce qui, paradoxalement, n'est pas le cas de leurs collègues en poste à Madrid !

T. M.

NOUVEAUTÉ
NANCY
1900

Rayonnement
de l'Art Nouveau



304 pages 150 illustr. 290 F
tirage de tête limité à 690 ex. num.
papier vergé, coffret reliure 1 390 F
15 planches couleur collées à la main

G. KLOPP
82 88 56 18 BP 66
57102 THIONVILLE

Le Monde
PLANTU
UN VAGUE
SOUVENIR !

L'ALBUM 90
La sélection de ses meilleurs dessins
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صكلا من الراجل

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

Où est la monnaie pour la Banque de France ?

À travers les réformes de caractère technique (à combien ?) que la Banque de France mettra en vigueur au début de 1991 (le Monde du 18 octobre) et qui portent sur une nouvelle « définition des agrégats monétaires et sur l'introduction de nouveaux concepts financiers », se dégage l'idée, largement repue mais des plus contestables, qu'on assiste à un phénomène de diffusion de la fonction de monnaie.

N'est-il pas vrai qu'en donnant libre carrière, comme on l'a fait en France, depuis six ans, aux innovations financières directement copiées des formules mises au point à Wall Street et à Chicago, les particuliers (et sociétés) se sont vu offrir une gamme de plus en plus diversifiée de placements à court terme à la fois et commodément convertibles en moyens de paiement ? Ces placements s'opèrent par le truchement des Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), type sicav dites monétaires et parts de fonds communs de placement. Aux avantages de liquidité, qui apparentent ces nouveaux instruments très prisés par les épargnants (est-ce le mot juste ?) moyens ou gros, s'ajoute, en prime si l'on peut dire, une rémunération confortable, voisine du taux du marché monétaire.

De quoi tourner les têtes les plus solides, fussent-elles rompues aux pièges de la finance et introduire le doute, chez elles, au sujet des notions les plus vénérables de l'orthodoxie. L'une de ces idées fortes, encore vaguement présentes comme un remords dans le cerveau des banquiers, est que, à partir du moment où l'on touche un intérêt, on est en présence d'une créance et que, sans attendre le jour de son échéance, celle-ci ne peut être considérée comme tout à fait liquide. Il faudra d'abord la vendre, avec tous les aléas que cela comporte, avant d'en obtenir l'équivalent en monnaie.

Telle était, jusqu'en 1985, la doctrine qui inspirait la Banque de France pour n'accepter d'intégrer dans ses agrégats monétaires, à côté des dépôts à vue et des billets, que les seuls dépôts à court terme constitués auprès d'établissements financiers. Le critère était la possibilité pour ces dépôts à terme d'être

transférables sur un compte courant par simple virement. On en déduisait le refus d'inclure dans les agrégats monétaires « les placements dont la conversion en moyens de paiement avant l'échéance ne peut se faire que par négociation sur un marché, avec un risque de perte en capital » (1).

Qu'à cela ne tienne, ont dit de plus en plus fort les sirènes de la finance moderne, le marché est assez vaste et « performant » pour éliminer pratiquement ce risque ; il suffit de lever les interdictions (dérégulation) et vous le verrez remplir son office. Que les sirènes aient d'abord fait entendre leur voix aux États-Unis avant de se faire écouter par les autorités monétaires françaises ne peut guère être tenu pour une recommandation. Au vu des résultats obtenus (en matière de taux d'intérêt et de change, d'inflation et de stabilité générale des marchés), depuis, mettons, vingt ans, on soupçonne que les Américains mènent leur politique monétaire de manière aussi absurde que leur politique budgétaire. Laissons toutefois de côté ce jugement subjectif.

D'autres considérations plus objectives suggèrent que l'interprétation officielle et optimiste, confirmée par les mesures annoncées par notre institut d'émission la semaine dernière, n'est pas celle qui rend le mieux compte de la réalité ambiante. En encourageant systématiquement, comme ils l'ont fait, les innovations financières, sous prétexte qu'il fallait dans la compétition européenne et mondiale donner toutes ses chances à la place financière de Paris, les pouvoirs publics français ont encore augmenté les difficultés de leur tâche. Ils ont de plus en plus de mal à définir leur conception de la monnaie et donc le champ de leur surveillance et l'opportunité de leurs interventions.

Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, on se gaussait respectivement des efforts faits il y a quelques années pour classer dans des catégories statistiques distinctes l'insaisissable masse

monétaire. Les instituts d'émission de ces pays ont multiplié les « M » (M pour monnaie) rangés ou censés être rangés par ordre décroissant de « liquidité ». M1, M2, M3... Les experts américains seraient allés jusqu'à M11 sans que leur suggestion soit toutefois retenue ! Ces classifications ont fini par perdre aux yeux des moins sceptiques toute signification et surtout toute portée pratique. Il y a une raison de fond à cela : à partir du moment où on a renoncé à une conception stricte de la liquidité, on peut discrétionnairement admettre comme « quasi-monnaie » toute sorte d'actifs « presque » liquides. Déterminer un ordre entre eux est à peine moins arbitraire.

La Banque de France emboîte le pas. Elle se lance dans un exercice qui, de l'autre côté de l'Atlantique et de la Manche, s'est révélé non seulement vain, mais trompeur. Elle a baptisé, la semaine dernière devant les journalistes, son dernier-né, M4, conçu par ailleurs à l'occasion d'une réforme pour accueillir les sicav « à caractère monétaire » et les FCP avec la satisfaction d'une mère croyante et pratiquante. Elle s'apprête à élargir le cercle de la famille par l'adoption d'enfants, dont elle nous prévient qu'ils seront très différents des autres mais tout de même semblables à eux. Pour accuser la différence, leurs préfixes commenceront par P (pour placement). On en parlera dans la prochaine chronique.

Il reste à savoir si c'est vraiment dans ces termes que se pose le problème. Plutôt qu'à une extension des avatars de la monnaie, n'assiste-t-on pas à une dégénérescence, pouvant aller jusqu'à l'atrophie des fonctions les plus utiles de la monnaie ? La prolifération propre à la sphère financière semble susciter une vision quasi hallucinatoire des phénomènes monétaires : les gardiens de l'ordre monétaire voient partout des traces de monnaie au moment où celle-ci se dérobe à leur regard. Pour eux, la cause de cette

dérobade, c'est la propension de la monnaie à revêtir désormais de nouveaux habits décolorés au vestiaire des innovations financières. Il se pourrait bien que l'explication soit toute différente. La monnaie serait, subrepticement, en train de perdre ses attributs les plus essentiels, si bien que c'est son fantôme qu'on essaie d'appréhender.

Raisonnons sur un schéma général. D'un côté, on voit les banques se jeter sur les clients proches que nous sommes comme naguère sur les Mexicains pour leur offrir avec la même générosité apparente des prêts personnels. D'un autre côté, les ménages n'ont cessé depuis quelques années d'augmenter leurs achats d'actions de sicav monétaires. On peut sans risque de se tromper avancer l'hypothèse que l'augmentation des crédits a favorisé indirectement les placements en sicav en accroissant la disponibilité des ménages. Ce double phénomène a trois conséquences : la souscription à des actions de sicav accroît indirectement les ressources d'une banque (on prête ce qu'il s'agit d'une sicav bancaire) ; deuxièmement, les intérêts versés à la banque prêteuse augmentent ; troisièmement, M (agrégat) où sont regroupées les sicav monétaires se gonfle à due concurrence. Il est probable que la Banque de France, à la fois soucieuse de la bonne santé des banques (elle a fort à faire actuellement !) et d'un développement régulier et modéré de la masse monétaire, se réjouira des deux premières conséquences et s'inquiètera de la troisième. Ces préoccupations contradictoires sont-elles conciliables ?

On pourrait ajouter : comment gérer la future Europe monétaire sous de pareilles conditions ? Selon toutes apparences, les Allemands ne voient pas du même oeil les impératifs de la concurrence intra-européenne. Leurs autorités monétaires ne montrent en général aucun empressement pour acclimater les innovations financières. Les sicav court terme n'existent pas de l'autre

côté du Rhin, encore moins la variété dite « monétaire » des susdites.

En parlant ici de l'effacement progressif de la monnaie, on ne fait d'aucune manière allusion à cet autre phénomène, entièrement distinct et dont on doit se féliciter sans état d'âme, de la transformation des moyens de paiements grâce aux progrès de l'informatique. On a seulement tort de qualifier d'« évolution vers une économie sans monnaie » cette substitution des moyens modernes de règlement aux instruments sur support papier (billets et chèques traditionnels). L'expression anglo-saxonne, *cashless society* (société sans argent comptant) - d'où est tirée la notion vague de cette prétendue évolution - est, pour être plus expressive, encore plus lourde de malentendus.

La dématérialisation des signes monétaires, qui ne date pas d'hier est un progrès en train de franchir une étape décisive. Dans toute la mesure où elle représente une commodité et un gain de temps, il convient de l'encourager. Mais cela n'a rien à voir avec l'abandon du « cash », au contraire : la rapidité du virement électronique accélère le règlement au comptant. On dira que la carte de crédit à l'effet inverse, en allongeant le plus souvent le délai dont l'acheteur dispose avant de voir son compte courant débité du montant de ses emplettes. La belle affaire !

Carte de crédit ou pas, le paiement se résout toujours en un problème de disponibilités. Mon compte est-il ou non couvert, et s'il ne l'est pas, quel est le prix du découvert ? Ces questions relèvent de la comptabilité et de la gestion. Elles sont conceptuellement indépendantes de l'électronique. En elles se résume l'essentiel du problème économique de la monnaie.

(A SUIVRE.)

(1) Bulletin trimestriel de la Banque de France de décembre 1985 dans une étude consacrée à « La redéfinition des agrégats monétaires ».

BIBLIOGRAPHIE

Le bilan du « Bilan »

La destruction créatrice

Suite de la page 25

Comme ce mouvement a pris une ampleur sans précédent, se pose aujourd'hui le dilemme de la division du travail. D'un côté, la spécialisation a développé avec une efficacité remarquable des nouveaux outils qui ont amélioré la capacité potentielle de compréhension des phénomènes économiques. Mais d'un autre côté ce même mouvement a créé de redoutables problèmes de communication : chaque sous-profession s'étant largement autonomisée, aucune main invisible ne vient garantir que la profession dans son ensemble avance du même pas. Par nature, les systèmes statistiques ne peuvent évoluer que fort lentement, privant les économistes appliqués de données portant sur les phénomènes nouveaux.

De leur côté, les études appliquées sont souvent pilotées par les questions de politique économique, pas toujours par la vérification des théories les plus avancées. Au demeurant, dans une période où les théories sont frappées d'une obsolescence rapide, l'économiste appliqué a souvent une ou plusieurs théories de retard, en dépit même de ses efforts renouvelés. Dès lors, l'entente division du travail entre économistes peut avoir, dans certaines périodes, des effets préjudiciables à l'efficacité globale et à leur pertinence et crédibilité vis-à-vis de l'opinion.

Une course-poursuite

Dans ces conditions, au cours des périodes de crises et de transition d'un régime de croissance à un autre, il se pourrait fort que l'analyse économique souffre de l'équivalent d'une anémie de la division du travail, par transposition de la formule d'Emile Durkheim. Ce n'est pourtant pas une fatalité, puisque l'on pourrait imaginer que des formes d'organisation de la profession puissent contrebalancer ce danger inhérent à la plupart des sciences contemporaines.

Rappeler à l'économiste qu'il se doit de rendre compte à la société du résultat de ses travaux, densifier la vie des sociétés savantes, tisser des liens entre les diverses communautés, se rassembler enfin dans l'éclairage des grands problèmes contemporains, autant de pistes pour donner plus grande efficacité et rayonnement à la science économique. De plus, cerner la cohérence des théories, mais aussi la validité de

leurs hypothèses, la pertinence de leurs prédictions et la vraisemblance des modèles appliqués correspondent, autant de façon d'accroître le processus d'essais et d'erreurs qui devrait conduire à une théorie tout à la fois plus modeste et mieux assurée dans ses fondements.

Cependant, en dépit de la grande variété et de la sophistication croissante des recherches actuelles, il ne semble pas que l'on dispose aujourd'hui de principes généraux permettant d'expliquer les évolutions majeures qui ont marqué les deux dernières décennies. Comprendre comment un régime de croissance entre en crise et donne lieu à la recherche tâtonnante de nouveaux principes d'organisation constitue une tâche de longue haleine. En effet, l'histoire économique finit par désabîmer les plus belles constructions théoriques.

Que les mêmes causes produisent des effets différents, car les institutions, les conventions, les anticipations et les stratégies varient dans le temps et l'espace, fait tout le charme et la difficulté de la science économique, irrémédiablement inscrite dans l'histoire. Son développement n'est ni garanti et monotone ni purement cyclique, car recurrences, novations et approfondissements façonnent une évolution en spirale. Comme l'écrivait Jean Robinson : « En général, ce fut le destin de la théorie économique que de livrer une course perdue d'avance avec le cours de l'histoire et de n'avoir jamais achevé l'analyse d'une phase de développement économique avant qu'une autre lui succède ».

L'économiste est par nature tiraillé entre son désir d'achever une théorie logiquement cohérente et son aptitude à répondre aux grandes questions de son temps, ce qui est à l'origine l'une de ses raisons d'être. Dès lors, tisser des liens plus étroits entre théorie économique et histoire - et par conséquent avec les autres sciences sociales - définit peut-être une solution pour surmonter, au moins partiellement, le paradoxe de la science économique contemporaine.

ROBERT BOYER

Lire dans les précédents « Champs économiques » sur le même sujet, « Cette théorie qu'on dit néo-classique », d'Antoine d'Autume (le Monde du 23 octobre) et « Une science balkanique », de Jacques Lesourne (le Monde du 16 octobre).

Est-ce un compliment ? Ce livre s'ouvre comme un instrument de travail. Quelque huit cent cinquante noms et notions dans l'index, la mémoire de quinze années chaudes - yuppies et raiders, Volcker et Baker, bulles et dragons, - une annexe de séries longues (1960-1990), une radioscopie des « grands pays. L'amateur de synthèses, qui n'est pas nécessairement économiste, pas vignerons non plus, renifle quelques titres savoureux et se dit que le cru est correct.

Ni simple annuaire, ni état des lieux, ni promenade crispée d'exercices, le livre est le résultat, mais de l'économie vivante. Le « Bilan économique et social annuel du Monde » savait ne pas être ennuyeux : le bilan du Bilan en conserve le rythme.

La première partie, est « Le film des années turbulentes », avec accélération et ralentis, flash-backs et arrêts sur image : « Langueur », « Craquements », « Rebond ». Il y a les géants et les rôles de composition, les gagnants et les perdants, le Japon qui rit et le Sud qui pleure.

Les moments forts : 1975, premier recul des échanges mondiaux depuis 1953 ; début 1977 : l'Allemagne fait enfin le choix anti-inflationniste contre les sirènes de la relance européenne (un infléchissement suave était accepté en France fin 1976, le plan Barre) ; octobre 1979 : Paul Volcker laisse filer les taux d'intérêt ; août 1982 : le Mexique retourne ses poches et l'OCDE ses manches, dans la croissance à nouveau convergente ; octobre 1987 : un bouillonnement de 2000 milliards de dollars s'égoutte du menton des golden boys éberlués ; enfin, 1988 : le retour de l'investissement, la revanche de l'industrie sur les services, le recul du chômage.

Mais, premier enseignement, quel décalage entre les discours et les événements ! En 1975, on songe à la croissance « désenervée » ou « douce », alors que les pays sont en pleine mutation ; en 1982, on rabâche la crise, et l'expansion est déjà là. Gouverner,

c'est voir (ou n'ose dire prévoir) : on se gouverne plus l'économie. Bien toutes sont les réactions. Non seulement en France, où il faudra finalement dix ans pour accepter la ponction de pouvoir d'achat exigée par l'impitoyable de 1973, mais en Allemagne ou au Japon (quatre ans de retard).

Deuxième enseignement : les difficultés ne favorisent pas la concertation. Crise ? On se replie. Les choses vont mieux ? On se concentre. Crise ? On se replie. Les choses vont mieux ? On se concentre. En 1985, la spirale inflation-salaire est partout brisée depuis deux ans, la croissance bien ancrée. C'est le printemps des indices et de la concertation mondiale - accords du Plaza, naissance du G-5 puis G-7, harmonie monétaire européenne.

Le troisième enseignement est rassurant. Il existe, malgré tout, une mémoire économique. En 1979, pour le deuxième choc pétrolier, on a tiré les leçons du premier. En 1982, les banques centrales et les autorités monétaires internationales ne s'amusent plus à jouer « la dure loi du marché » comme dans l'entre-deux-guerres. Idem en 1987, où l'on amortit la chute par une émission de liquidités. Et puis, on a fini par apprendre qu'une monnaie forte ne pénalise pas l'équilibre commercial. Le Japon et l'Allemagne le prouvent. Les États-Unis aussi en 1983, année où la France entérine la doctrine du franc fort.

Un capitalisme sans rival

Quinze ans de mutations... Les mesure-t-on ? Mesure-t-on bien que l'humanité produit deux fois plus ? Que le Japon copie les États-Unis sous Carter, et que les firmes américaines estiment aujourd'hui leur retard technique tel qu'elles n'ont d'autre solution que de s'allier avec les japonais ?

La deuxième partie du livre, « Les métamorphoses », trace quelques lignes d'analyse, en reprenant les articles de fond des bilans

annuels. Cette méthode donne une unité de ton en juxtaposant les interprétations. Et la diversité est un bon antidote à la pesanteur.

On retiendra - premier constat - que le capitalisme a pu sortir de sa crise, cette fois, par plus de capitalisme. Quinze ans d'accroissement formidable des échanges, plus fort que celui des productions ; apparition de nouveaux centres de pouvoir financier ; mobilité extrême du capital en réponse aux nouvelles techniques. C'est fini : le capital n'est plus le facteur fixe. Un capitalisme plus fort, plus apatride, et soudain sans rival.

« Tans pis pour le Sud ! », deuxième constat. Car certains pays ont rencontré le développement - la Corée, qui, après son extraordinaire croissance apure aujourd'hui ses comptes, - lequel existe sans a priori ni visage précis comme dans les textes sacrés. Ce malheur aux vaincus, qui trouble quelque peu la « success story » de

l'économie mondiale, on le présente dans les changements de mentalités, à l'égard du chômage par exemple. Enfin, le résumé de ces quinze ans montre bien, presque trop bien, l'échec des politiques économiques appuyées sur les schémas traditionnels.

L'échec des uns fait la réussite des autres. Celui-ci apporte un petit quelque chose qui ne pourrait apparaître ailleurs : le discours de l'économie a changé. Il s'est requinqué. Fatigué et doucement en 1975, à l'image de cette croissance molle évoquée par des jeunes vireux, il a acquis de la gaieté en se débarrassant de ses certitudes. Aux calendes, l'écologie ! La croissance est devant nous malgré les ombres du Golfe. La compréhension de l'économie aussi.

BERNARD MARIS

► Les Mutations de l'économie mondiale 1975-1991. Le Monde Éditions. Coll. « La mémoire du Monde », 358 p., 150 F.

Vente par correspondance franco de port

CATALOGUE PRATIQUE DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion et langues des affaires matières, années d'édition et prix

demandez ce catalogue gratuit par écrit à :

MEDILIS S.A. PROMO-LIVRE
Librairie Universitaire La Librairie de l'Université
9 rue Séguier 75006 PARIS 9-16 rue Bonald 69007 LYON
Tél. 46.34.07.70 Tél. 78.61.26.61

Le Monde
PLANTU

UN VAGUE
SOUVENIR !

L'ALBUM 90

La sélection de ses meilleurs dessins
L'ATELIER CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF



Filiale du Groupe Giepac, nous nous situons au tout premier plan sur le secteur de l'Emballage Carton Ondulé. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

Directeur d'exploitation

Votre mission : travaillant en étroite relation avec le PDG du Groupe, vous êtes responsable de votre Unité (100 personnes) sous tous les aspects de la fonction : gestion, production, management, commercialisation. Par ailleurs, vous serez un élément actif du développement de l'ensemble du Groupe.

Votre profil : 35 ans au moins, Ingénieur de formation, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans en secteur industriel, idéalement dans le domaine de l'Ondulation et de la Transformation du Carton Ondulé. Homme de rigueur, bon gestionnaire, votre polyvalence technique

et commerciale, votre esprit de décision et vos qualités personnelles seront déterminants.

Il vous est proposé de réelles perspectives d'évolution au sein d'un Groupe moderne, performant et reconnu sur son secteur d'activité. Poste basé à Melun (77).

Envoyez CV + photo sous réf. P1090 FM à l'attention de Jean-Pierre Mottet au Florian Mantione Institut, Conseil en Recrutement, 39 rue Etienne Marcel, 75001 Paris ou consulter la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

SECTEUR TERTIAIRE

DIRECTEUR 500 KF

Un véritable entrepreneur, gestionnaire et animateur

Un organisme français renommé, réalisant à l'échelon mondial, des prestations de services auprès des entreprises, recherche un Directeur pour être le bras droit du Directeur Général. Il participera pleinement au management sous tous ses aspects : gestion, négociations, exploitation, animation du personnel, ...

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan, de formation supérieure (Grande Ecole de Gestion ou Ingénieur), animateur, gestionnaire, négociateur, ayant le profil "d'un patron de PME". Il aura, au minimum, 10 ans d'expérience professionnelle et il aura déjà assumé des responsabilités de type : dirigeant d'un centre de profits, DGA, Secrétaire Général opérationnel, ...

L'habitude des contacts avec des patrons d'entreprise, des Collectivités Locales ou Grande Administration, serait un atout. Homme de terrain mais aussi de stratégie et de contact, votre réussite vous permettra de bénéficier de postes importants dans la Société et dans le groupe. Maîtrise de l'anglais indispensable. Poste à Paris. Ecrire sous réf. 44 A 2003-OM. Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



634 000
LECTEURS
CADRES
SUPÉRIEURS,
le Monde est
la première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 90)

Le Monde des Juristes

JURISTE AUJOURD'HUI, BANQUIER D'AFFAIRES DEMAIN

Paris - Filiale d'un puissant groupe bancaire français, cette société intervient dans le financement de produits ou de process nouveaux. Elle souhaite intégrer un juriste âgé de 30 ans minimum ayant acquis une solide expérience du droit des sociétés. Il interviendra tout d'abord comme conseil sur des dossiers de création, de fusion, ... d'entreprises, pour évoluer rapidement vers des responsabilités de M & A auprès des PME. Il s'agit

d'une réelle opportunité pour un juriste imaginatif et ambitieux souhaitant élargir sa compétence en évoluant vers une fonction très vivante et passionnante intellectuellement. Ecrire à C. BUSO en indiquant vos prétentions et la référence A/F9812M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

MICROGNOSIS

Notre société est spécialisée dans la mise en place de solutions et d'architectures informatiques adaptées aux salles de marché et à leur environnement. Dans le cadre de notre expansion nous recherchons un

CONSULTANT

A environ 30/35 ans, de formation supérieure, vous avez acquis une expérience significative dans le domaine financier. Vos connaissances techniques des mécanismes boursiers vous permettront de dialoguer aisément avec notre clientèle.

Après une analyse fonctionnelle auprès des utilisateurs, vous conseillerez nos clients sur l'implantation et les configurations des équipements informatiques destinés au fonctionnement optimum des salles de marché ainsi qu'à celui des services d'analyse et de gestion. Vous vous porterez garant de l'efficacité et de la fiabilité des installations dont vous serez responsable.

Ce poste basé à Paris, requiert rigueur, sens de la négociation, capacité d'analyse et de synthèse.

Pour informations, merci de téléphoner au 42.22.02.98 ou adresser lettre manuscrite, CV, photo à notre Conseil : PRO FEEL RECRUTEMENT 91 bis, rue du Cherche-Midi 75006 PARIS.

42.22.02.98

RECRUTEMENT

GRUPE INTERNATIONAL, pour l'une de ses filiales françaises qui produit et commercialise des PRODUITS INDUSTRIELS METALLURGIQUES et est considérée comme l'un des leaders de la profession par les grands secteurs industriels français et européens, recherche :

DIRECTEUR COMMERCIAL/MARKETING ADJOINT (France et Export)

Rattaché au Directeur Commercial de la société, ce "DEVELOPPEUR ENTREPRENANT" est Responsable tant en FRANCE qu'à l'EXPORTATION (Europe et grande exportation) du développement de nouveaux marchés, de la recherche de nouveaux secteurs d'applications, de la prise en charge de clients nouveaux nationaux et internationaux et ceci en liaison étroite avec la Direction Industrielle. Ayant une forte "SENSIBILITE MARKETING", ce "COMMERCIAL BATISSEUR" de profil international participera étroitement à la dynamisation d'une équipe commerciale et développera une "VEILLE MARKETING" permanente sur l'évolution des marchés et des produits/applications techniques. Agé de 38 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur ou Diplômé d'Ecoles Commerciales), vous pouvez justifier d'une réussite commerciale et marketing de produits industriels à haute valeur ajoutée auprès de secteurs tels que : construction automobile, aéronautique, industries mécaniques, électriques, hydrauliques, connectiques... Curieux, créatif et d'une grande ouverture/vivacité d'esprit, vous savez être un opportuniste réfléchi, rapide, fortement motivé par les challenges/développements technico-commerciaux nouveaux. Pratique courante de l'anglais exigée ; Connaissance de l'allemand appréciée. Poste évolutif à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous la réf RP/200/M.

CREA
CONSULTANTS

Creative Resources for European Access - Conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué. 75583 PARIS CEDEX 12



CENTRE TECHNIQUE
DES INDUSTRIES
MECANIQUES

ACCOMPAGNER
LES ENTREPRISES
DANS LA COMPETITION

Partenaire pluridisciplinaire privilégié de l'industrie, le Centre Technique des Industries Mécaniques a une mission de recherche, de développement, de formation et de diffusion de l'information auprès des entreprises de la mécanique. Le développement de ses conventions de recherche et d'échange avec ses partenaires industriels français et étrangers, publics ou privés, nous conduit à rechercher, pour son Département Juridique, un :

Rédacteur de contrats

Il a pour mission d'influer les contrats géants de la collaboration, d'accompagner les équipes des laboratoires dans la préparation et la négociation des accords d'évolution de la législation, par exemple, dans le domaine de la propriété industrielle.

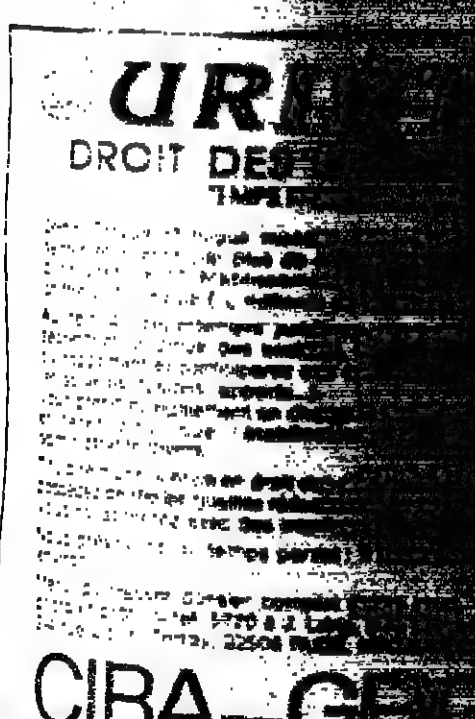
Nous souhaitons rencontrer, pour cette mission, un juriste expérimenté, ayant une formation Droit des Affaires, justifiant d'une solide expérience technique et commerciale, capable de déplacements de courte durée.

Le poste est basé à Senlis (35 mn au Nord de Paris).
Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo, prétentions sous la référence M 3/2857 B à EGOR S.A.



ALSTOM
EUROPE

RESPONSABLE



250 من الاموال

هكذا من الامثل

REPRODUCTION INTERDITE

Postes à + de 400 KF

Responsable Centre de Profit

L. Justet

psychologue

84000 AVIGNON

Directeur Général Adjoint

slc

la construction

la région Rhône-Alpes

Vous avez passé le cap des deux premières années en entreprise ? Vous recherchez une nouvelle raison de vous investir ?

Filiale française d'un laboratoire international, nous recherchons

JURISTE EN DROIT SOCIAL

NOTRE DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES PARTICULIEREMENT MOBILISATRICE D'ENERGIE SAURA RECONNAITRE ET ENCOURAGER VOS COMPETENCES ET VOTRE VITALITE.

Vous assisterez le Directeur dans les domaines où vous êtes expert et élargirez progressivement votre champ d'action vers le social et vers d'autres responsabilités. Bien formé grâce à L'IEP ou à DEA/DESS en Droit Social, vous parlez l'anglais. Votre précédente expérience vous a permis d'éprouver votre courage et votre ouverture aux autres.

Poste basé en proche banlieue-Ouest.

Si vous présentez ces caractéristiques, veuillez nous écrire en joignant à votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous réf. JUR/19/M à CURRICULUM 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

ALSTHOM TURBINES A GAZ
EUROPEAN GAS TURBINE COMPANY

recherche pour son établissement de Belfort

RESPONSABLE JURIDIQUE

ALSTHOM TURBINES A GAZ, filiale de l'EUROPEAN GAS TURBINE COMPANY (EGT) du groupe GEC ALSTHOM, développe ses activités dans un contexte essentiellement international avec 1100 personnes, un C.A. d'un milliard et demi de francs, en forte augmentation. Dans le cadre de sa toute récente autonomie, elle crée le poste de responsable juridique.

Le candidat prend en charge principalement la préparation des offres relatives aux importantes affaires traitées, et assiste les ingénieurs commerciaux dans la négociation des contrats commerciaux (clients, fournisseurs et sous-traitants). Il assure les diverses missions relatives au droit des sociétés, droit commercial... Il est en contact régulier avec la Direction Juridique de EGT et du groupe GEC ALSTHOM ainsi qu'avec les autres filiales.

De formation DESS, DEA, Droit des Affaires ou DJCE, le candidat possède une expérience même courte, de préférence en entreprise. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La pratique de l'allemand serait un atout supplémentaire pour le poste.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 49/3190 M à : EOR REGION EST - 18, rue Auguste Lamey - 67082 STRASBOURG CEDEX

GEC ALSTHOM

Un des tout premiers groupes industriels français recherche pour son équipe de fiscalistes un

Fiscaliste Confirmé

Agé de 30/32 ans et doté impérativement d'une expérience professionnelle d'environ cinq ans acquise au sein de l'Administration Fiscale (DVNI, SLF), dans un cabinet de conseils fiscaux ou une entreprise multinationale, vous aurez principalement pour mission d'assister et de conseiller les entités du Groupe (apports partiels d'actifs, tax reviews, fusions-acquisitions, restructurations...) et d'assurer le suivi opérationnel de la fiscalité du Groupe (contrôle des déclarations...), des vérifications et du contentieux. (Réf. TV6291MO).

Fiscaliste Junior

Agé de 25/28 ans, nanti d'une expérience de deux à trois ans en entreprise ou dans un cabinet de conseils fiscaux, vous aurez en charge la fiscalité locale et immobilière, la gestion du régime d'intégration fiscale du Groupe et conseillerez les filiales du Groupe. (Réf. TV6292MO).

Ces deux postes s'adressent à des candidats dotés d'une solide formation en droit complétée par une spécialisation en fiscalité (3ème cycle, DJCE, END), maîtrisant couramment la langue anglaise et éventuellement l'espagnol. Organisés et dynamiques, avec un goût pour le travail en équipe, ils auront des aptitudes à la négociation et évolueront au sein d'une structure offrant de réelles possibilités d'évolution en France et à l'étranger. Postes basés à Paris.

Contacter Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n°tel + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous référence du poste choisi.

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Juristes

AL JOURD'HUI. R D'AFFAIRES DEMAIN

PA

JURISTE^{HF}
DROIT DES SOCIÉTÉS
TEMPS PARTIEL

Bâle Groupe chimique mondial, nous sommes représentés en France par plus de 4000 personnes réparties dans près de 10 établissements et avons réalisé un chiffre d'affaires de 8,2 milliards de francs en 1989.

Au sein du département juridique, vous assurerez le secrétariat juridique des sociétés, le suivi des dossiers s'y rapportant et participerez aux opérations concernant les sociétés (fusions, apports...).

Vous prendrez également en charge la gestion des impôts et taxes ainsi que l'établissement de documents administratifs divers.

Titulaire d'une licence en droit des affaires, organisé, vous possédez de réelles qualités rédactionnelles et relationnelles. Vous collaborerez avec des interlocuteurs variés.

Nous prévoyons un temps partiel : 3 jours par semaine environ.

Merci d'adresser dossier complet (lettre man. + C.V. + photo et prêt.) s/réf. 5720 à J. Lang, S.A. CIBA GEIGY, 2-4 rue Lionel Terray, 92508 RUEIL MALMAISON CEDEX.

CIBA-GEIGY

Au-delà du conseil... un lawyer d'entreprise

Juriste d'affaires
spécialiste contrats/droit des sociétés

Ce Groupe International français (environ 5 Milliards de FF de C.A. plus de 10 000 personnes) mène en France une politique active de diversification d'activités, impliquant une forte croissance par voie d'acquisitions et de restructurations de Sociétés.

Dans le cadre de son développement, il est amené à renforcer son Service Juridique par l'intégration dans son siège parisien d'un :

- Dépendant directement du Secrétaire Général du Groupe, vous travaillerez de manière autonome avec les responsables opérationnels tant à Paris qu'en province, aurez pour mission d'élaborer et mettre en forme l'ensemble des accords contractuels (contrats de toute nature, conventions de groupement, protocoles d'association...) et de participer à l'établissement des opérations relatives à la structure du Groupe (ventes et achats de fonds de commerce, contrats de fusion, apports partiels d'actifs, joint-ventures...).
- Nous recherchons un Juriste de haut niveau (3^e cycle en Droit des Affaires apprécié) qui aura acquis une expérience probante de 5 ans minimum dans une grande entreprise, en Cabinet d'avocats ou de conseils juridiques.
- Au-delà des compétences techniques, il est nécessaire de faire preuve d'un très bon sens du contact et d'une réelle capacité à travailler en équipe.
- La réussite dans ces fonctions vous permettra d'évoluer au sein du Groupe.
- Notre conseil vous remercie de lui adresser un dossier de candidature sous référence 68 DA à Leads France, 37 rue du Colisée, 75008 Paris.

Leads

de contrats

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES DANS LA COMPETITION

EUREST
LA VIE DE SON APPETIT

Léger européen de la restauration collective et filiale de la Compagnie Internationale des Wagons-Lits, nous poursuivons, en France, un développement régulier et ambitieux qui nous conduit à étoffer nos structures. Le responsable du service juridique et fiscal recherche un

Dans un contexte opérationnel vivant et stimulant, ce collaborateur prend en charge la rédaction et le suivi de contrats commerciaux ; il assure le secrétariat juridique de huit sociétés et suit la gestion des sinistres. Plus généralement, il veille au respect des règles juridiques et fiscales relatives à notre métier. Enfin, il est le conseil des délégations régionales en matière juridique. De formation Maîtrise de droit des Affaires, éventuellement complétée par un DESS, vous possédez une première expérience dans une fonction similaire. Ce poste est basé à Levallois-Perret.

Corinne LANGOURIEUX vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions

EUREST à EUREST - B.P. 327 92307 LEVALLOIS-PERRET Cedex

VILLE DE COLOMBES - 92701

UN RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Il sera chargé :

- des études juridiques de dossiers ;
- de la négociation et de la rédaction des contrats, du contrôle des actes, du contentieux (dont une partie importante sans le ministère d'un avocat).

Il devra posséder :

- une capacité à l'analyse juridique ;
- des aptitudes à la négociation ;
- des capacités rédactionnelles de notes et mémoires ;
- être titulaire d'une maîtrise droit public.

Candidature, C.V. et copie des diplômes à adresser à : **Monsieur le Maire**

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Société Nationale d'Aménagement, de notoriété internationale, réalisant directement ou à travers ses filiales des équipements à buts multiples, recherche pour son Service Juridique à Lyon :

Jeune juriste d'entreprise

Vous effectuez toutes les études et formalités juridiques nécessaires à la constitution, au suivi et à la gestion des sociétés filiales ou des prises de participation dans les sociétés existantes. Vous assurez le conseil juridique et fiscal auprès de ces sociétés.

De formation juridique supérieure, type Maîtrise option Droit des Affaires, vous possédez une première expérience de 1 à 3 ans acquise soit en cabinet, soit en entreprise.

Méthodique, rigoureux, autonome, vous aimez travailler en équipe et possédez d'excellentes qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil sous réf. 1008.

Hay Managers
5 place Charles-Béraudier, 69428 Lyon Cedex 03

UNISSONS
NOS TALENTS

Notre savoir-faire basé sur la maîtrise de l'énergie électrique nous permet de diversifier nos domaines d'intervention : énergie, industrie, bâtiment, tertiaire. Notre énergie d'entreprendre se traduit à la fois par des chiffres significatifs

(1,8 milliard de CA, 4000 personnes dont 400 cadres, répartis en France sur 50 implantations et 6 divisions) et par notre volonté de conquérir de nouveaux marchés.

Nous recherchons en

RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE

Rattaché à la Direction Financière, il vous sera confié l'animation d'une petite équipe (2 personnes). Diplômé de l'enseignement supérieur, vous aurez acquis une expérience d'au moins cinq ans dans l'audit. Vous serez chargé de veiller à l'application des règles internes régissant le bon fonctionnement des opérations au sein des Divisions et des Filiales. Vous ferez évoluer les méthodes existantes et metrez en place de nouvelles applications des procédures. Vous assisterez les responsables administratifs dans le domaine. Force de proposition, vous participerez activement à l'organisation.

Basé en Région Parisienne, vous serez amené à effectuer des déplacements de courte durée. Ce poste requiert des qualités relationnelles et pédagogiques (comptables, fiscales et de contrôle de gestion...) et des qualités professionnelles telles que rigueur, capacité d'analyse, créativité, connaissance de l'anglais ou de l'allemand sera souhaitable. Ce poste offrira de réelles opportunités d'évolution dans le groupe. Merci d'adresser votre CV, photo à ENTREPRISES SAUNIER DUVAL - Michèle COMMINES - 254, route de l'Empereur - 92508 RUEIL MALMAISON CEDEX.

entreprises saunier duval

Contrôleur de gestion
en milieu industriel

Le Monde
IMPRIMERIE

Dans le cadre de notre stratégie de développement, pour maîtriser notre gestion, nous recherchons un jeune contrôleur de gestion. Rattaché au Responsable Administratif et de Gestion, nous vous confierons la mise en place d'un contrôle de gestion dynamique. Vous prendrez en charge l'établissement des budgets, la production du tableau de bord et du reporting et le suivi des investissements. Vous participerez activement au plan à moyen terme. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des jeunes professionnels du contrôle de gestion, de formation ESC/Dauphine, possédant une expérience réussie similaire de 5 ans en milieu industriel. Esprit de synthèse et d'analyse, adaptabilité et organisation, et sens de la communication, autant de qualités exigées pour réussir dans ce poste basé en banlieue Sud / Est de Paris. Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS, sous la référence 40391M.

PAUL-EMILE
TAILLANDIER
RHODIQUE ET RECRUTEMENTS

Le Groupe CEPME, spécialiste du conseil et du financement des entreprises, met à la disposition des PME une gamme complète de produits financiers permettant d'assurer leur développement. Présent dans 42 villes de France, il conseille plus de 220 000 entreprises françaises. Le Département Immobilier du CEPME participe au financement de la promotion des opérations de marchands de biens et des crédits acquéreurs. Pour soutenir le développement de ses activités en pleine expansion, il crée un poste de

CHARGE(E) DE CLIENTELE
Secteur Immobilier

Vous aurez pour mission de développer les relations commerciales et de monter des dossiers de financement immobilier. Dans ce cadre, vous serez amené à rencontrer différents investisseurs et prescripteurs (Notaires, Banquiers, Promoteurs). La fiabilité de votre jugement, votre sens du risque et du suivi vous permettront de détecter et de mener à bien des projets de qualité. Réussir dans cette fonction exige de la disponibilité, le sens du service, du savoir-faire relationnel et une grande autonomie. De formation supérieure (École de Commerce de préférence), vous bénéficiez d'une première expérience (1 à 2 ans) similaire.

Pour vous joindre à nous, adressez sous réf. CC10MO votre dossier de candidature en mentionnant vos prétentions au CEPME, Madame Bertin, DRH, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.



Crédit d'équipement des PME

"SOCIÉTÉ HOLDING FILIALE D'UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER ET SPÉCIALISÉE DANS LES ÉTUDES D'ÉVALUATION ET L'INFORMATION FINANCIÈRE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DES OPCVM, RECHERCHE UN

RESPONSABLE
DE LA COMPTABILITÉ

Directement rattaché au Directeur de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion, vous serez chargé :

- de superviser l'établissement des comptes sociaux et fiscaux des sociétés du Groupe
- d'assurer le reporting des situations comptables
- de gérer la trésorerie des différentes sociétés du Groupe
- de contribuer à la mise en place d'une comptabilité analytique
- d'encadrer une petite équipe de collaborateurs.

De formation supérieure (DECS complet), vous avez quelques années d'expérience en Cabinet ou dans un groupe de Sociétés, une bonne aptitude à communiquer et, si possible, une connaissance des produits financiers (OPCVM).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 76688 à PREMIER CONTACT, 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex ou taping 3615 PCONTACT.

ENTREZ DANS L'ÉPOQUE TEMPS

AUDITEUR INTERNE

Notre entreprise, spécialisée dans la fourniture de matériel de bureau, recherche un Auditeur Interne. La mission principale de l'Auditeur Interne est de contrôler le bon fonctionnement des services administratifs, financiers, commerciaux et de production. Il devra également veiller à l'application des procédures internes et à la mise à jour des documents. L'Auditeur Interne devra également participer à l'élaboration du budget et à la mise en place de nouveaux projets. Pour ce poste, nous recherchons une personne diplômée de l'enseignement supérieur, ayant une expérience d'au moins 3 ans en tant qu'Auditeur Interne. Les qualités requises sont : une bonne connaissance des procédures administratives, financières, commerciales et de production, une bonne aptitude à communiquer, une bonne capacité d'analyse et de synthèse, et une bonne capacité de planification. Pour postuler, merci d'adresser votre CV, votre photo et vos prétentions à : M. GILBERT BAYNAUD & PARTENAIRES, 10, rue de la République, 92000 NANTERRE.

LOUIS VUITTON
MAILLÉRIE À PARIS

Notre Entreprise, 4,5 milliards de chiffre d'affaires en 89 dont 80 % à l'exportation, 2700 personnes en France et à l'étranger, produit et commercialise des bagages et articles de luxe. Notre Direction Logistique vous propose de participer à son développement.

RESPONSABLE
DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

Basé à Cergy-Saint-Christophe

Vous reportez au Directeur des Ventes et de la Logistique et vous animez une équipe de 5 personnes avec un objectif prioritaire : le service au client. Vous êtes directement responsable pour le réseau de vente - 140 magasins dans le monde - de l'approvisionnement en produits finis et en pièces détachées, des commandes spéciales, et des réparations. L'information, la communication, l'animation sur le terrain sont vos missions principales : vous managez votre équipe en lui insufflant cet esprit, vous préparez et communiquez au réseau les informations sur les produits, les stocks, la collection vous déterminez les règles de fonctionnement de l'entrepôt central vis à vis des clients. Vous gérez le fichier clients et assurez la gestion du quotidien et des détails.

Pour animer et maîtriser cet environnement une formation gestion et une solide expérience de cette fonction sont vos meilleurs atouts. Votre anglais est parfait et votre réussite s'appuiera sur le sens du service, la rigueur et le talent d'animation.

Pour un premier contact confidentiel, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RAY 1630 à notre conseil : QUEL Ressources et Perspectives - 10, rue de Presles - 75015 PARIS. Un suite sera donnée à chaque dossier de candidature complet : CV, photo et rémunération actuelle.

QUEL



Le Groupe OCP, 43 sociétés en France et à l'étranger, 6100 personnes, 23 milliards de CA (titres négociés au marché hors côte de la Bourse de Paris), est spécialisé dans la distribution de produits de santé. Notre expansion nous amène à rechercher un

AUDITEUR INTERNE

Rattaché au Secrétariat Général du Groupe, la mission du Service audit interne est de veiller à la sauvegarde des actifs et à l'amélioration des performances de l'entreprise dans toutes ses activités.

Vous êtes chargé d'assurer les missions d'audit, d'analyse et d'investigation à dominantes opérationnelles, financières et de faire part de vos recommandations.

De formation DESCF (anciennement DECS), vous possédez une expérience réussie de 2 ans environ dans un poste similaire. Outre les qualités de rigueur, d'autonomie, de diplomatie, cette fonction nécessite une pratique courante de la langue anglaise, (une deuxième langue serait un plus) et de bonnes notions en micro-informatique.

Ce poste est basé à Paris avec de fréquents déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence VIM à : OCP REPARTITION Direction des Affaires Sociales - Service Recrutement - 24, rue des Ardenes - 75019 PARIS.



Le CIC, c'est :
- 116 agences à Paris et en région parisienne
- 4 000 collaborateurs
- 40 000 clients entreprises
- 250 000 clients particuliers
Recherche

Contrôleur
de gestion

pour son DÉPARTEMENT DES
TRAITEMENTS TITRES
à OSNY (VAL D'OISE)

CIC
PARIS

Sous l'autorité du Responsable de l'Audit vous serez chargé :
- d'organiser et de faire évoluer le système de collecte, d'informations sur les coûts,
- de coordonner et de synthétiser le budget des services,
- de développer les tableaux de bord des activités.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, avec une expérience de 3 ans minimum dans une entreprise de services. Une expérience dans le domaine des valeurs mobilières serait un plus.

Qualités requises : esprit d'analyse, créativité, sens de l'organisation et de la négociation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae + photo) à Marine GENETTES CIC - Département des Traitements Titres - 29, rue d'Emery - 95520 OSNY.



RESPONSABLE
ET CO

ECCO

RESPONSABLE
DU CONTRÔLE
DE GESTION

ECONOMISTE

K. Kayserberg

JEUNE CADRE

ATTACHÉ DE

صكرا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 30 octobre 1990 31

Le Monde

G de la
Gestion

Filiale d'un groupe international de services, spécialisée dans le secteur de la communication médicale, nous vous offrons l'opportunité de devenir notre

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Vous aurez pour mission :

- la prise en charge de l'ensemble de la comptabilité de quatre sociétés (bilans et consolidations) et de leur fiscalité,
- le reporting mensuel,
- la supervision des opérations de paie.

De formation DECS ou équivalent, justifiant d'une expérience d'environ 5 ans, de préférence en cabinet, vous maîtrisez la micro informatique.

Outre des qualités de rigueur, vous possédez le sens des contacts et savez associer diplomatie et fermeté.

Pour ce poste situé à Versailles, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à Jocelyne MONGES, ECCO SA., 18 bd des Invalides 75007 PARIS ou laissez nous votre CV sur 3615 PCONTACT réf. 091334

ECCO



AUDITEURS

PARIS

REMUNERATION
MOTIVANTE

La holding de la CGE, groupe industriel international en forte expansion (environ 150 milliards de Frs de CA) a développé une équipe d'audit et d'évaluation performante.

Les auditeurs interviennent dans 3 domaines principaux :

- 1 - Audit financier (missions en France et à l'étranger)
- 2 - Travaux d'évaluation financière à l'occasion d'opérations structurelles (fusions, acquisitions, cessions, absorptions...)
- 3 - Harmonisation et coordination des principes et méthodes comptables du groupe dans le cadre d'une internationalisation croissante.

Dans ce contexte, nous recherchons des auditeurs confirmés (diplômés d'une grande école de commerce, HEC, ESSEC, ESCP...) à 2 niveaux possibles :

- 1 - Après 4/5 ans d'expérience en cabinet d'audit anglo-saxon, sur des missions principalement industrielles, il prendra la responsabilité d'équipes d'interventions.
 - 2 - Après plus de 2 ans d'audit externe, il renforcera ces équipes.
- Autisme et diplomatie, vous apporterez votre imagination au service d'un groupe pouvant vous offrir de larges perspectives d'évolution.

Contactez Antoine MORGAUT au 49.24.90.00 ou envoyez votre dossier de candidature sous référence : AM 9323 UM.

34 rue Pasquier - 75008 PARIS
Tél : 49.24.90.00
Fax : 47.42.99.79

Kamphuis Morgaut
FINANCE

CONFIRMES

GRANDE BANQUE SPECIALISEE DANS LE
FINANCEMENT DU DEVELOPEMENT LOCAL
RECHERCHE SON

RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

Au siège, vous intégrerez le département Exploitation et plus spécifiquement l'entité chargée de gérer l'un de nos trois grands marchés.

Vous prendrez la responsabilité du pôle comptable / budget / contrôle de gestion (6 personnes).

En liaison avec le service fédéral, votre mission prioritaire sera de définir et mettre en place un système opérationnel de contrôle de gestion que vous devrez exploiter et faire évoluer.

Pour ce poste, qui requiert autant de rigueur que de diplomatie, nous souhaitons rencontrer un contrôleur de gestion, riche d'une expérience de 3 à 5 ans dans la banque si possible, de formation généraliste ou commerciale (BAC + 5).

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 6992 à MEDIA PA - 50/54 rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

MEDIA PA - 50/54 rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

Une importante Société de Services (CA 5 Mds, 6000 personnes, 130 filiales en France et à l'Etranger) recherche un

Auditeur International

Paris

250-290 KF

Au sein d'une équipe d'audit performante, rattachée à la Direction Générale et que nous souhaitons élargir, vous serez chargé de missions d'audit financier opérationnel, d'audit d'acquisition, d'analyses de procédures et de missions ponctuelles pour la Direction. Ce poste constitue un excellent tremplin pour évoluer vers une responsabilité opérationnelle en France ou à l'Etranger au sein du groupe.

Une formation supérieure (Grande Ecole et/ou DESCF), 2 à 3 saisons en cabinet d'audit et une excellente maîtrise de l'anglais sont nécessaires pour réussir à ce poste.

Contactez Charles-Henri Dumon ou Gilles de Mentique au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. CHD1002 MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Notre Direction des Etudes Economiques à Paris recherche

ECONOMISTE CONFIRME

H/F

A 30 ans environ, vous avez acquis une solide formation supérieure (3^e cycle ou équivalent) complétée par quelques années d'expérience.

Vous maîtrisez parfaitement tous les aspects de la macro-économie et des prévisions conjoncturelles. Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais.

Une grande aisance relationnelle, une excellente expression tant écrite qu'orale seront vos atouts dans la mission que nous vous proposons.

Vous suivrez la politique économique de quelques grands pays de l'OCDE et effectuerez les prévisions en matière de taux d'intérêts et de change.

Si ce poste évolutif vous intéresse, n'hésitez pas ! Adressez dès aujourd'hui votre dossier à Madame CIANFARANI - DEE - BNP - 14, rue Bergère - 75009 PARIS.



DIRECTEUR D'AGENCE en Ile de France

Aujourd'hui second d'Agence ou Responsable d'un bureau, vous êtes confiant dans votre savoir-faire tant sur le plan de la relation clientèle que des compétences techniques. Vous voulez évoluer car vous vous sentez prêt à être pleinement AUTONOME pour prendre en PLEINE RESPONSABILITE la gestion d'une Agence et l'animation d'une équipe.

Vous proposerez une gamme de produits complets à une clientèle de plus en plus avertie, et la conseillerez au sein d'un réseau en pleine expansion. En partageant ainsi le développement de notre Entreprise, vous donnerez un COUP D'ACCELERATEUR à votre carrière.

Actuellement les postes à pourvoir sont à Sèvres, Putaux, Longjumeau et Massy.

Si vous souhaitez mettre vos connaissances bancaires, théoriques et pratiques, au service d'une politique commerciale originale, rencontrons-nous pour parler de votre carrière et de vos perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manus., CV + prêt.) à notre Conseil Denis SESBOUE

COR EX 11, av. Myron T. Herrick - 75008 PARIS sous réf. DALM et en indiquant la ville souhaitée.

Crédit Mutuel

Une banque à qui parler

GRUPE FINANCIER INTERNATIONAL recherche pour ses filiales, plusieurs

TRADERS ACTIONS

JUNIORS et SENIORS

GESTIONNAIRES DE CLIENTELE PARTICULIERE

JUNIORS et SENIORS

Vous êtes un professionnel de la Finance, voici l'opportunité qu'il vous faut !

Vous souhaitez nous rencontrer au plus vite. Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence 6984, à

MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT (Confidentialité garantie).



(GRUPE JAMES RIVER - MONTEDISON)

Entreprise Française leader sur ses marchés produits domestiques et d'hygiène.
CA : 3,5 milliards de F., 2 500 personnes

OFFRE A

JEUNE CADRE RESPONSABLE

LE POSTE D

ATTACHÉ DE DIRECTION (H/F)

De formation supérieure, Grande École ou Université (Bac + 5) alliant rigueur et esprit de synthèse, vous avez acquis une spécialisation en gestion des entreprises.

Vous assisterez la Direction Générale dans les missions de nature financière ou à caractère organisationnel.

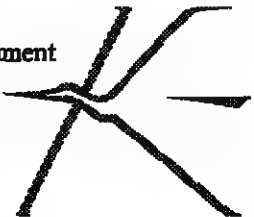
Le poste évoluera en fonction de vos aptitudes et de votre réussite.

En liaison fréquente avec le holding Européen, vous parlez couramment l'anglais.

Lieu de travail : Pont de Levallois (Courbevoie).

Déplacements fréquents en France et occasionnels à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 3378 à AMP 2 rue Aristide Briand 92532 LEVALLOIS-PERRET CEDEX (qui transmettra).



Etablissement public
AU CENTRE DE PARIS
RECHERCHE SON

Chef du service du personnel

Chargé de la gestion administrative et financière de 1200 agents de droit public, du recrutement, de la formation et des relations avec les partenaires sociaux.

Expérience confirmée de la fonction
Personnel de préférence dans un service public.

Aptitude au travail en équipe et à la communication.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 17853 à OP&A - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Société 200 salariés

recherche pour son siège social à Paris-8°

UN ASSISTANT AU CONTRÔLEUR DE GESTION

MISSION :

Sous la responsabilité du Contrôleur de Gestion :
- participation à l'élaboration et au suivi du budget ;
- analyse des résultats ; études statistiques.

PROFIL :

- Age 25-35 ans environ.
- Diplôme ou niveau DECS.
- Expérience comptabilité générale et analytique indispensable.
- Pratique de la micro-informatique.
- Ancienneté 3 ans minimum dans la fonction.

Adresser CV et prétentions sous n° 8109
Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

PROMOTEUR CONSTRUCTEUR

Total Bilan : 3 Milliards de Francs

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

LA FONCTION : Il participera à la définition de la politique financière du groupe et en assurera le suivi et le contrôle (prévisions financières, montage financier des opérations, comptes d'exploitation prévisionnels, tableaux de bord de gestion, gestion de trésorerie). Il proposera, établira et fera respecter les procédures et systèmes de gestion.

LE PROFIL SOUHAITE : Candidat de formation experte, comptable ou équivalent et possédant l'expérience d'une fonction semblable exercée depuis quelques années au sein d'une entreprise où il aura pu se familiariser avec les problèmes liés au financement d'opérations immobilières. Il aura une bonne pratique de la micro-informatique et un bon sens relationnel associé au goût de la rigueur.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à :

S.I.P. Publicité (sous ref. S.G.)

11, rue d'Uzès 75002 PARIS (qui transmettra)

Ingénieur financier

DECISION SYSTEMS
INTERNATIONAL

Une politique de croissance forte (+ 40 % par an), une culture d'entreprise dynamique ont fait de Decision Systems International (Groupe Olivetti) le numéro 1 mondial de la périphérie informatique compatible IBM SX et AS-400.

Nous recherchons pour faire face à notre développement un ingénieur financier.

Nous vous proposons d'assurer la conception et le montage des opérations de financement des ventes en relation étroite avec nos ingénieurs commerciaux et avec nos partenaires financiers externes.

Après une formation supérieure de type école de commerce, vous avez acquis une expérience significative de ce type d'activité, soit chez un constructeur, soit au sein d'une société de financement. Vous avez le sens de l'opérationnel et vous êtes à l'aise dans un environnement très commercial.

La maîtrise de l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M/303 à Decision Systems International, DRH, 12 boulevard Louise Michel, BP 81, 92233 Gennevilliers Cedex.

INTER-ADHESION SPAIN

Filiale française, se situant parmi les toutes premières au niveau national, d'un des groupes leader européens du PANNÉAU DE PARTICULES de Bois

GESTIONNAIRE

Faites du Contrôle de Gestion appliqué à la Production

Bilingue français/Allemand vous avez impérativement une première expérience d'analyste de coûts et de méthodes de production. Vous maîtrisez les techniques d'analyse des coûts et des méthodes de production.

Notre activité est en pleine croissance, rejoignez nous!

Envoyez CV détaillé et prétentions à : KRONOSPAN FRANCE SA
Route de Cerdon - 45600 SULLY SUR LOIRE

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER

recherche

L'ADJOINT au RESPONSABLE de sa CENTRALE DES BILANS

Vous serez chargé de participer au développement des produits et d'en assurer leur promotion commerciale en étroite collaboration avec le responsable de la Centrale.

Vous possédez :

- 4-5 ans d'expérience type analyse crédit,
- Une formation bac + 5 ou grande école, en comptabilité, gestion et analyse financière,
- Des aptitudes commerciales et relationnelles,
- Une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Merci d'adresser C.V. à Madame BERNARD, sous réf. CDB/90
COREF

Tour Vendôme, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres
92516 Boulogne-Billancourt.

LES EDITIONS NATHAN recherchent

UN CONTRÔLEUR DE GESTION JUNIOR (H/F)

Au sein du Groupe de la Cité (Bordas, Larousse, Presses de la Cité, Dalloz, etc.), les éditions NATHAN - 500 personnes, 1 milliard de CA - produisent des ouvrages scolaires et de référence, des livres pour la jeunesse, des logiciels et du matériel éducatif, des beaux-livres.

Vous avez une formation supérieure type Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESC, ...) ou maîtrise de gestion (Dauphine, ...) ; 2 années d'expérience professionnelle, et un solide bagage financier et comptable.

Votre mission : assister un senior dans le contrôle de gestion de plusieurs départements : examen de la rentabilité, préparation des tableaux de bord et des budgets annuels.

Outre ce contrôle de gestion traditionnel, vous aurez également un rôle de conseil auprès des opérationnels.

Personnalité, capacité à dialoguer avec différents interlocuteurs, goût du travail en équipe sont des qualités indispensables pour ce poste.

Merci d'adresser, sous référence CG, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions aux Editions Nathan - Direction des Ressources Humaines - Laurence BERTIN - 9, rue Méchain - 75014 PARIS.

NATHAN

LORRRAINE

LA MAÎTRISE DES FLUX FINANCIERS, UN TREMPIN VERS LE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

Importante société de fabrication et de distribution de produits grand public (CA : 2 milliards de francs, 5 filiales, 3 sites), filiale d'un groupe anglo-saxon leader sur son marché, nous recherchons notre

TRESORIER GROUPE (FRANCS ET DEVICES)

jeune diplômé d'une école de commerce ou d'une maîtrise de gestion, vous avez débuté, il y a deux ans environ, dans la fonction financière comme assistant du trésorier d'une entreprise de taille comparable et maîtrisez le logiciel CERP Finances. Vous vous sentez prêt aujourd'hui à assurer la responsabilité entière de cette fonction tout en ayant pour objectif d'évoluer vers d'autres fonctions telles que le contrôle budgétaire, l'élaboration des budgets de trésorerie, l'amélioration de nos systèmes d'information et de gestion prévisionnelle, gestion du risque de change, gestion financière et négociations bancaires... feront partie de vos responsabilités immédiates. Entreprenez, vous avez le goût des initiatives et la capacité à rechercher le consensus. Vous aurez à vous déplacer sur nos 3 sites en France pour superviser nos filiales. Un bon niveau d'anglais est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, s/réf. M 277M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

Savez-vous combien l'assurance recrute chaque année de cadres et de jeunes diplômés ?

Quelle que soit votre formation, vous devez vous informer sur les nombreux débouchés offerts par le monde très diversifié de l'Assurance. Chaque année, les Sociétés d'Assurance recrutent des juristes, des statisticiens, des comptables, des commerciaux, des médecins, des ingénieurs, des architectes et de nombreux diplômés d'autres filières.

Si vous aimez les contacts, le dialogue, vous pouvez développer et enrichir vos connaissances actuelles en devenant un spécialiste de pointe, intégré à une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, en évolution permanente. Des responsabilités importantes vous attendent à terme.

Découvrez les 50 Métiers porteurs de l'Assurance. Pour un Risk Manager, un Audit, un Assureur International, un Souscripteur, un Courtier, un Agent Général, un Rédacteur Gestionnaire, quelles sont les perspectives de carrière ? Quels sont les métiers de l'informaticien dans l'Assurance ? Venez vous renseigner et rencontrer les Responsables des plus grandes sociétés : GAN, CNP, Groupe Victoire, AGF, AXA, GPA, PFA, La France, Les Mutuelles du Mans, Groupama, Eagle Star Vie, FFSA, Lloyd Continental...

"PASSEPORT POUR L'ASSURANCE"

LE PREMIER FORUM

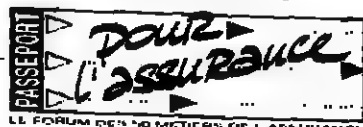
DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

LE 23 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 21 H

LE 24 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 17 H

AU CNIT - PARIS LA DÉFENSE
RER LIGNE A - ARRÊT LA DÉFENSE - PARKING CNIT

ENTRÉE GRATUITE



A Z

L'ARGUS

Le Monde

36 15
T M

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

Recherche de la ressource des
systèmes mécaniques

2 Responsables
études et plans

ENGAGEMENT, MOI

Admission de votre parcours
GUERARD VALA Cabinet d'Adm.

pour un poste de directeur

AUDI
EXPERI

Chefs de Missions et Directeurs

Recherche de cadres et de jeunes diplômés

FRANCE ASSURANCE

GUERARD VALA

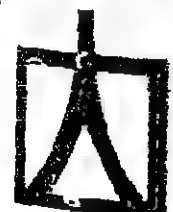
Organisme professionnel
100 rue de Paris, 75002 Paris

FISCALISTE DÉPUTÉ

Titulaire d'un diplôme universitaire de fiscalité, vous avez acquis une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans le domaine de la fiscalité. Vous êtes intéressé par la recherche et l'enseignement.

Après une période d'adaptation, vous serez affecté à une mission de conseil fiscal auprès d'un client. Vous serez responsable de la gestion de son dossier, de la recherche et de l'analyse des données.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature, CV, photo et prétentions sous n° 8115, Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.



CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE PARIS

RECHERCHE

UN
AUDITEUR

- Mission de conseil
- Contrôle et d'audit
- Système d'information
- Formation
- 25 ans d'expérience

CCIP - DRH - 8 rue Chateaubriand - 75001 Paris

هكذا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Mardi 30 octobre 1990 33

Le Monde

de la
Gestion

Auditeurs/contrôleurs de gestion - seniors et juniors

Nées de la rencontre de la compétence et de l'imagination, les réalisations de GIAT Industries constituent la référence européenne de la maîtrise de systèmes mécaniques complexes assortis de technologies variées.

Nous recherchons dans le cadre de notre nouvelle organisation 6 personnes au sein de la direction de la gestion et des services comptables.

2 Responsables service études et plans de gestion

1 senior (réf. 3664) - 1 junior (réf. 3665)

Leur rôle sera de fournir à l'entreprise les éléments permettant de définir les objectifs stratégiques à moyen terme et les ressources à mettre en oeuvre en termes d'investissements et d'effectifs.

2 Responsables service contrôle opérationnel de gestion

1 senior (réf. 3666) - 1 junior (réf. 3667)

Leur rôle sera de répartir les ressources de l'entreprise, de définir les objectifs stratégiques sur un horizon annuel et de mesurer en permanence le niveau atteint par rapport aux objectifs fixés.

2 Responsables de la cellule audit

1 senior (réf. 3668) - 1 junior (réf. 3669)

Leur rôle sera de définir, mettre en place et contrôler l'application des règles de la société en prenant en compte les nouveaux impératifs de gestion et de qualité.

Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce, option Comptabilité Finances ou équivalent, complétée par un DECS. Une expérience de 2 à 6 ans en tant que Contrôleur de Gestion ou Auditeur, acquise de préférence dans le secteur de l'industrie ou de la métallurgie. Les postes sont basés en banlieue ouest. **Aujourd'hui, notre stratégie de développement a besoin de votre talent.**

INTERNATIONAL
RECRUITING DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS



PARIS
MILANO
LONDON
NEW-YORK
BARCELONA

Merci de bien vouloir adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à notre Conseil
IRD, Dorothee Altmayer, sous la référence choisie. Assurez-vous de la bonne réception de
votre dossier au 45.61.95.33. Fax n° 40.74.02.02.

GIAT industries

ENGAGEMENT, MOBILITÉ, TALENT

Trois dimensions de votre personnalité pour rejoindre
GUERARD VIALA, Cabinet d'AUDIT et de CONSEIL,
et accompagner, ensemble, le devenir des entreprises.

Recherchons :

**AUDITEURS
EXPERIMENTES**

Postes à pourvoir :

Chefs de Missions et Réviseurs.

Des connaissances dans les domaines
FINANCE ou ASSURANCE, seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite,
à Madame Françoise AUGUSTE

CV, photo et prétentions sous réf. AE
125, rue de Montreuil - 75011 PARIS.

GUERARD VIALA

Organisme professionnel
100 km de Paris, recherche

FISCALISTE DÉBUTANT (E)

Titulaire d'un diplôme universitaire de 3^e cycle en droit, avec des connaissances en fiscalité, libéré de toutes obligations militaires, il devra manifester un certain goût pour la recherche et une réelle aptitude à la rédaction.

Après une période d'adaptation et de perfectionnement, il assistera le Directeur dans ses diverses activités : conseil aux adhérents, défense contentieuse de leur dossier, analyse de la législation et diffusion d'informations.

Si ce poste, qui ouvre de belles possibilités d'avenir à une personne réellement motivée, vous intéresse, adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous n° 8115. Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy. 75007 Paris.



CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE PARIS

RECHERCHE

**UN
AUDITEUR**

- Missions de contrôle des comptes et d'analyse des procédures
- Synthèse des travaux et rédaction de rapports
- Formation supérieure en gestion (Université ou Grande Ecole)
- 25 ans environ

Adressez lettre manuscrite en précisant vos motivations,
CV, photo et prétentions à :
C.C.I.P. - DRH - 8 rue Chateaubriand - 75008 PARIS

Leader européen sur des marchés de haute technologie, filiale d'un groupe industriel
de forte notoriété, notre développement nous conduit à rechercher :

2 Contrôleurs de gestion

(Ecoles Supérieures de Commerce option Finance/Comptabilité)

1 Analyste de gestion

pour le siège social basé à PARIS
Débutant ou première expérience

1 Contrôleur de gestion industrielle

pour une de nos usines (ville agréable région Rhône-Alpes)
2 à 3 ans d'expérience industrielle

Sous la responsabilité du Directeur Financier, vous participerez à l'élaboration du reporting de la société (consolidation de 5 entités) et, de façon étroite, au contrôle budgétaire.

Réf. 14471/AG44

Toutes vos actions (analyse des coûts, optimisation des procédures, fiabilisation du reporting, etc) seront tournées vers une amélioration de la rentabilité d'une de nos principales usines de production.

Réf. 14471/CGI44

Ces deux postes exigent en commun un fort tempérament opérationnel, de très bonnes aptitudes à la communication, des qualités de rigueur et d'organisation.
Votre mobilité et la pratique courante de l'anglais faciliteront votre évolution au sein d'un groupe international mettant l'accent sur une politique dynamique de gestion des cadres.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en rappelant la référence correspondante à
HCA - 19/21 Bd Gambetta - 92137 Issy les Moulineaux Cedex qui transmettra.

AUDITEURS "SENIORS"

animer, organiser, conseiller

Fort de notre expérience d'audit et conseil de groupes de premier plan, nous exerçons nos compétences dans un cadre multidisciplinaire et un environnement international.

Notre croissance nous conduit à renforcer nos équipes et intégrer des Auditeurs "Seniors".

Diplômés d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous disposez d'une expérience d'environ 3 ans en cabinet ou en service d'audit interne et souhaitez évoluer rapidement. Nous saurons reconnaître votre potentiel, votre implication professionnelle et vous offrir de réelles perspectives de carrière en rejoignant, à terme, notre équipe d'associés.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Michel SAVIOZ

SALUSTRO VINCENT GAYET & ASSOCIES
2, avenue Hoche - 75008 PARIS

[illegible]

سكنا من الامل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 53

Second marché PARIS

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	Différence
Alcatel	1250	1250	0
Alstom	1100	1100	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0

LA BOURSE SUR MINUTE
36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 26 oct. 1990

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	Différence
Alcatel	1250	1250	0
Alstom	1100	1100	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0
Ames	1000	1000	0

CHANGES
Date: 1990

SOURCES

LE MARCHE INTERBANCAIRE DES DEVIS

TAUX DES BOURNOMNAIES

Règlement mensuel									
Comptant	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	Comptant	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
3755	C.N.E. 3%	3770	3770	0	3420	Legrand	3420	3420	0
1330	B.A.P. T.P.	1330	1330	0	1900	Legrand	1900	1900	0
1330	C.F.P. T.P.	1330	1330	0	1325	Legrand	1325	1325	0
1330	C.F.P. T.P.	1330	1330	0	1325	Legrand	1325	1325	0
1330	C.F.P. T.P.	1330	1330	0	1325	Legrand	1325	1325	0

COMPTANT (sélection)									
VALEURS	% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.
Obligations					Etrangers				
Alcatel	1131	...	1131	1131	A.E.G.	798	798		
Alcatel	1131	...	1131	1131	Alcatel	798	798		
Alcatel	1131	...	1131	1131	Alcatel	798	798		
Alcatel	1131	...	1131	1131	Alcatel	798	798		
Alcatel	1131	...	1131	1131	Alcatel	798	798		

Cote des Changes									
MARCHE OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MARCHE LIBRE DE L'OR	MARCHE OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MARCHE LIBRE DE L'OR
Alcatel	1131	1131	1131	Alcatel	1131	1131	1131	Alcatel	1131
Alcatel	1131	1131	1131	Alcatel	1131	1131	1131	Alcatel	1131
Alcatel	1131	1131	1131	Alcatel	1131	1131	1131	Alcatel	1131
Alcatel	1131	1131	1131	Alcatel	1131	1131	1131	Alcatel	1131

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

NORVÈGE

M. Syse présente la démission de son gouvernement de coalition

Le premier ministre conservateur norvégien, M. Jan P. Syse, a annoncé lundi matin 29 octobre au Parlement d'Oslo la démission de son gouvernement de coalition, profondément divisé sur la question de l'adhésion du pays à la Communauté européenne.

Le gouvernement de centre-droit s'était réuni pendant près de deux heures dimanche soir dans le bureau de M. Syse pour tenter de sauver la coalition tripartite formée en septembre 1989. Apparemment, le premier ministre n'a pas réussi à convaincre les deux autres partis de la coalition (centriste et chrétien-populaire) que la Norvège devait adhérer à part entière à la CEE et s'engager activement, aux côtés de l'ALE, dans les négociations sur l'espace unique européen. (Reuters.)

RWANDA

Le retrait des parachutistes belges est fixé au 1^{er} novembre

Malgré l'accord de cessez-le-feu intervenu la semaine dernière, les combats ont continué dans le nord-ouest du Rwanda, provoquant un nouvel afflux de quelque huit mille réfugiés en Ouganda. Les chefs d'Etat du Rwanda, du Zaïre, de l'Ouganda et du Burundi, réunis vendredi 26 octobre à Gbadolite (Zaïre), ont mandaté M. Yoweri Museveni, président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), pour la mise en place d'une force d'interposition chargée de surveiller l'application du cessez-le-feu. La Belgique a fixé au 1^{er} novembre le retrait de ses parachutistes.

BRUXELLES

de notre correspondant

Cessez-le-feu effectif ou pas, les cinq cent trente-cinq parachutistes belges envoyés au Rwanda début

octobre auront quitté ce pays le jeudi 1^{er} novembre. Telle est, après de longues discussions, la décision d'un gouvernement divisé sur une expédition qui, passant beaucoup moins inaperçue qu'en France, donne lieu à d'âpres débats au Parlement et dans les médias.

« Si cela s'avère nécessaire, les forces armées belges aideront avant leur départ nos compatriotes qui auront décidé de quitter le Rwanda de leur propre chef », a dit le premier ministre, M. Wilfried Martens, au cours d'une conférence de presse, samedi 27 octobre, mais « il n'y a pas de recommandations formelles ». Les civils qui auront choisi de rester pourront toujours compter sur l'aide d'une vingtaine de coopérants militaires présents avant les événements, qui demeureront sur place, et sur le stationnement à Nairobi de deux C-130 mis en attente pour le cas où la situation exigerait une évacuation rapide après le retrait des parachutistes.

Si le gouvernement belge est agacé par les initiatives et les appa-

rents succès diplomatiques d'un Zaïre qui a rompu sa coopération avec lui pour le punir de trop s'intéresser aux droits de l'homme, il s'efforce de ne pas le souligner, et il « continuera de prendre toutes les initiatives nécessaires pour rendre effectif le cessez-le-feu, en insistant auprès de l'Organisation de l'unité africaine et des pays africains pour la constitution rapide d'une force d'interposition africaine ».

Au conseil européen de Rome, M. Martens a entretenu les Français, les Allemands (premiers colonisateurs du Rwanda) et les Néerlandais de la nécessité de fournir une aide tant logistique (des avions et des hélicoptères) que financière à cette force d'interposition et au groupe d'observateurs qui devrait la précéder. Il n'a pas obtenu de réponse immédiate mais il se décourage pas, bien que, avait-il dit samedi, il y ait de quoi être « un peu déçu par les réflexions internationales » à propos du Rwanda, « petit pays qui a été abandonné à son sort ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Remboursez !

Ce matin, à la cafétéria, je tombe sur un copain du service économique :

— Ah ! Dis donc, les sous que ton grand-père a refilés au tsar, tes fameux emprunts russes, tu les a pas jetés, au moins ?

— Bien sûr que si ! J'arrêtais pas de vous tanner pour savoir si les Sov allaient finir par me les rembourser, et vous vous foutez de ma gueule ! Non, mais tu rêves ! T'as vu un peu dans quel état ils sont, ils claquent du bec, ils pâlent de froid, à Moscou, c'est la Berezina, tu voudrais quand même pas que... Du coup, mes gaminis ont commencé par en faire des cocottes en papier et plus tard, ceux qui traînaient encore sous leur lit, ils sont allés les fourguer au marché aux Puces pour 20 balles.

— Quatre fois plus que leur cours en Bourse, où ils s'échangent à 5,10 F. Les gens spéculaient en pensant que Gorby allait bien finir par casquer. Eh ben, ça y est !

— Tu te fous de moi ? Il est aux abois, il vient de taper le roi d'Es-

pagne : T'as pas un milliard de dollars ? Et là, il est en train de faire la manche à l'Elysée.

— Justement. Ton Mimi en a profité pour exiger et obtenir qu'il nous dédommage pareil que les British il y a trois, quatre ans.

— Tu m'avais dit qu'en France les négociations étaient bloquées depuis 1927 !

— Oui, mais là, ils ont trouvé moyen de l'obliger à raquer. Un moyen d'ailleurs astucieux.

— Comment ? En la faisant chanter ? Si tu nous rends pas nos sous, on te prête pas un rond, c'est ça ?

— Pas du tout. L'argent qu'il nous doit, on le lui donne, à condition qu'il nous en fasse la surprise.

— Ça, c'est un peu raide. Ils vont nous piquer notre fric, celui qu'on verse au fisc pour nous verser la fric qu'ils nous ont piquée en 1912 !

— Qu'est-ce que ça a de tellement extraordinaire ? C'est comme pour la Fête des mères. Ils te font les poches avant de te faire des cadeaux, les gosses.

— Je regrette, là c'est pas un cadeau, c'est une dette.

— Allez, sois chic, donne-lui sa chance, à Gorby. Qui paye ses dettes s'enrichit !

JAPON

Réchauffement des relations avec le Vietnam

de notre correspondant

A l'issue d'une visite de six jours à Tokyo, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a exprimé, samedi 27 octobre, la « vive préoccupation » que suscite à Hanoï le projet de loi, actuellement débattu à la Diète japonaise, sur la possibilité d'envoi de troupes nippones à l'étranger.

M. Thach est le premier chef de la diplomatie vietnamienne à se rendre en visite officielle au Japon depuis douze ans. Sa visite est significative du réchauffement des relations entre Hanoï et Tokyo. Le Japon ne semble, cependant, toujours pas disposé à rétablir son aide économique au Vietnam, suspendue à la suite de l'invasion du Cambodge par les troupes de Hanoï (seules des aides humanitaire et médicale ont été maintenues). Au cours de son entretien avec M. Thach, le premier ministre japonais, M. Kaifu, a rappelé que Tokyo souhaitait d'abord une solution du conflit cambodgien.

M. Thach a, pour sa part, souligné l'importance du rôle de médiation que pouvait avoir le Japon dans la

résolution de ce problème et comment favorablement l'initiative de Tokyo ayant permis la réunion, en juin dernier, d'une conférence sur le Cambodge. Sur le plan bilatéral, le Japon fournira au Vietnam une assistance pour la réparation d'hôpitaux construits par ses soins à Ho-Chi-Minh-Ville et pour la préservation de sites historiques, tels que la partie ancienne de la ville de Hoaïm (au sud de Danang).

Les milieux industriels japonais, qui recommencent à s'intéresser au Vietnam (le Monde du 4 août) et dont certains représentants ont eu des entretiens avec M. Thach, semblent désireux de développer la coopération, notamment dans le domaine pétrolier. Plusieurs banques japonaises ont, d'autre part, le projet de rouvrir des bureaux à Hanoï et à Ho-Chi-Minh-Ville, après quinze ans d'absence.

Les Vietnamiens sont également désireux de tisser des liens économiques avec la Corée du Sud, comme en témoigne la récente visite à Séoul d'une importante délégation.

Ph. P.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

CEE : « L'Europe des grandes causes », par Alain Juppé : Enseignement : « Lycéens à la dérive », par Guy Coq 2

La crise du Golfe 3-4

Le mécontentement social en Algérie

Le gouvernement augmente fortement le salaire minimum 4

Les élections provinciales au Pakistan

Nouvel échec de M. Bhutto 6

Le débat sur la CSG

La polémique Mauroy-Marchais 9

SECTION B

SOCIÉTÉ

Les synodes des évêques

La papauté rappelle avec fermeté la discipline du célibat des prêtres 12

Football

Les difficultés du Stade lavallois menacé de dépôt de bilan 14

Deux disparitions

Jacques Demy, réalisateur français, père du « roman musical », et Ugo Tognazzi, l'un des cinq « grands » de la comédie italienne 18

Les difficultés de M. Murdoch

Le propriétaire du Times a du mal à financer son développement 23

SECTION C

Accord sur le budget américain

Réduction du déficit sur cinq ans 21

Les compagnies aériennes dans le rouge

Retour au déficit en 1990 21

Le patronat et la formation

M. Perigot tend la main aux enseignants 22

CHAMPS ÉCONOMIQUES

« Les enjeux du commerce mondial : le dossier agricole oppose fortement la CEE, les États-Unis et le tiers-monde » O. en est la première économie ? La destruction créatrice, par Robert Boyer • La chronique de Paul Fabra 25 à 27

Services

Abonnements 23
Annonces classées 28 à 33
Carnet 18
Echecs 18
Loto, Loto sportif 23
Marchés financiers 34-35
Météorologie 20
Mots croisés 18
Radio-Télévision 20
Spectacles 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 28-29 octobre 1990 a été tiré à 533 786 exemplaires.

La mort de l'écrivain Robert Antelme

La résistance à la déshumanisation

L'écrivain Robert Antelme est mort dans la nuit du jeudi 25 au vendredi 26 octobre. L'auteur de *L'Espèce humaine* était âgé de soixante-trois ans. Depuis 1983, il était diminué par la maladie.

Robert Antelme est l'auteur d'un livre unique. Unique parce qu'il s'agit de la résistance à la déshumanisation, c'est-à-dire de la lutte contre la déshumanisation. Unique aussi parce que *L'Espèce humaine* demeure un témoignage irremplaçable sur l'univers concentrationnaire.

Né en 1917, Antelme, anthropologue, participe aux activités de résistance du groupe du Musée de l'Homme. Arrêté en juin 1944, il est envoyé au camp de Ganderheim où il subit, sous la férule des droits communs - qui dirigent en fait le camp - toutes les formes les plus dégradantes de l'esclavage. Ce n'est qu'en avril 1945, à la suite d'une expédition mi-légale mi-clandestine, que ses amis et son épouse, Marguerite Duras, - aidés par le secrétaire d'Etat aux réfugiés, prisonniers et déportés, M. François Mitterrand, - parviennent à arracher Antelme, agonisant, du moulin pour typiques. Marguerite Duras, longtemps après, en 1985, a raconté ce « miracle » dans un livre intitulé *La Douleur* (1).

L'échec des nazis

Revenu à Paris dans un état de grand délabrement, ayant même perdu l'envie de vivre, se sentant coupable d'avoir survécu, Antelme parvient pourtant à rassembler ses forces dans un seul but : survivre pour essayer de mettre en mots « l'expérience » qu'il vient de subir. Ce qu'il fait en 1947 avec *L'Espèce humaine* (2). Ce que raconte Antelme, ce n'est pas la lutte contre la mort, la volonté de survivre à tout prix, c'est la résistance opposée au processus de déshumanisation qu'ont entrepris les bourreaux.

A Ganderheim, les « maîtres » n'ont qu'un but : réduire leurs vic-

times à n'être que des bêtes, des corps livrés à la vie. La résistance, c'est de ne pas consentir à cette incinération, malgré les coups, le travail forcé, la famine, les exactions des gardiens. Les pages les plus belles et les plus terribles du livre d'Antelme sont sans doute celles qui racontent ses derniers jours de captivité, les jours d'apocalypse où les gardiens, fuyant le camp dans une Allemagne en déroute, continuent à pousser devant eux, avec une féroce détermination, leur troupeau d'esclaves, mais partageant avec eux le même malheur, le même effroi, la même peur - hommes eux aussi, malgré tout.

Antelme s'inscrit au parti communiste en 1946, mais il ne tarde pas, dès les premières révélations sur les camps soviétiques, à quitter ce parti. Dionys Mascolo, son ami, qui a écrit un très beau livre sur lui, *Autour d'un effort de mémoire* (3), explique qu'Antelme retrouvait chez les communistes « l'horreur que nous avions voulu fuir, l'ignoble satisfaction, l'inconscience et l'égoïsme oppresseur du monde que nous dénoncions ensemble en principe ».

Antelme n'abandonnera pas pour autant toute activité littéraire : il s'opposera en 1958 à l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, participera à la revue anti-gaulliste *14-Juillet*, signera le « Manifeste des 121 » pour le droit à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie. Mais si Antelme n'a pas pris ses distances avec le monde, si les événements le touchent comme autant d'affaires personnelles, son regard demeure celui d'un survivant qui a vu vivre et souffrir l'espèce humaine.

PIERRE LEPAPE

(1) Editions P. O. L.
(2) Réédité chez Gallimard en 1957.
(3) Editions Maurice Nadeau.

La crise du Golfe

M. Gorbatchev : « toute option militaire est inacceptable »

Le président Mikhaïl Gorbatchev a affirmé, lundi 29 octobre, que « toute option militaire est inacceptable » pour résoudre la crise du Golfe.

Dans une conférence de presse conjointe avec le président François Mitterrand, il a cependant averti M. Saddam Hussein, dont il a qualifié la politique d'« aventure », de ne pas « se lancer dans des spéculations » sur une éventuelle « fissure » dans l'unité internationale réalisée contre l'invasion du Koweït. « Il se tromperait, et on ne peut pas édifier une politique sur une erreur », a-t-il souligné.

M. Gorbatchev a indiqué que la dernière mission à Bagdad de son émissaire personnel Evgueni Primakov avait « montré que la position du président Hussein n'est plus la même, qu'il y a des réflexions nouvelles ».

Il a insisté sur l'absolue nécessité pour l'Irak de « remplir les conditions » posées par la communauté internationale, et sur la volonté de l'URSS et de la France d'arriver à « un dénouement politique » de la crise.

De son côté, M. Mitterrand a estimé que « les données du problème posé n'ont pas fondamentalement changé depuis le 2 août », date de l'invasion du Koweït par l'Irak.

M. Mikhaïl Gorbatchev a déclaré en outre que « la meilleure chose à faire » pour résoudre la crise du Golfe était d'organiser une conférence « interarabe ».

« Une solution pacifique à un conflit grave » doit prendre en compte la position irakienne, a estimé le président soviétique.

« La meilleure chose à faire pour nous, c'est de traiter avec cet homme (M. Saddam Hussein). La meilleure chose serait d'organiser une conférence interarabe (...). Nous parviendrions plus vite à un accord de cette façon », a-t-il ajouté.

Les dockers de Dunkerque reprennent le travail

Après plus d'un mois de grève, les dockers du port de Dunkerque ont voté, lundi 29 octobre, la reprise du travail.

Le conflit entre les responsables CGT des dockers, entraînés par leur leader, M. Sylvain Revette, et l'Union maritime et commerciale, dirigée par M. Edouard de Clobasat, portait sur les meilleurs moyens de reconquérir des trafics commerciaux, le patronat exigeant des améliorations de la productivité du travail. Dans les derniers jours du conflit, les deux parties s'opposaient notamment sur le paiement des jours de grève et sur les engagements à prendre pour assurer la fiabilité du port vis-à-vis des importateurs et exportateurs.

Les efforts du directeur du port autonome, M. Hubert du Mesnil, désigné comme médiateur, ont permis de dénouer le conflit, mais la centrale syndicale ne voulait pas ordonner la reprise du travail avant la journée nationale d'action de la CGT (25 octobre).

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES EN UNIVERSITÉ USA

En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départ en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.08.19.

La meilleure façon

de ne rien oublier

était

de penser à tout



Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables